

Rapport annuel 2020

ICE Groupe
Ingénierie, Conseil et Équipement Groupe



Un réseau d'experts à votre service



Sommaire

1 Présentation du groupe

1.1. Historique	3
1.2. Activités et organisation	4
1.3. Synthèse des résultats consolidés	31
1.4. Recherche et développement : l'âme du groupe*	33
1.5. Facteurs de risque*	34

2 Gouvernement d'entreprise et capital social*

2.1. Rappel des principes de la gouvernance	43
2.2. Mandataires sociaux	43
2.3. Rapport du conseil de surveillance pour 2020	46
2.4. Informations concernant l'actionariat	48

3 Chiffres clés et commentaires sur l'exercice 2020*

3.1. Situation et activité du groupe	50
3.2. Rapport sur les comptes sociaux	56
3.3. Faits marquants, évènements récents, perspectives	57

4 Comptes consolidés

4.1. Comptes de résultat consolidés comparés	59
4.2. Bilans consolidés comparés	60
4.3. Tableaux de variations des capitaux propres consolidés	62
4.4. Tableaux des flux de trésorerie consolidés comparés	63
4.5. Notes annexes	64
4.6. Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2020	77

4.7. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	78
--	----

5 Comptes sociaux

5.1. Comptes de résultat comparés	81
5.2. Bilans comparés	82
5.3. Tableau des flux de trésorerie	84
5.4. Notes annexes	85
5.5. Liste des filiales et participations au 31 décembre 2020	91
5.6. Résultats financiers sur cinq ans	92
5.7. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	93

6 Informations sociales, sociétales, et environnementales de l'entreprise*

6.1. Informations sociales	94
6.2. Informations sociétales	98
6.3. Informations environnementales	99

7 Assemblée générale 2021

7.1. Ordre du jour*	101
7.2. Résolutions présentées par le directoire*	102
7.3. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées	104
7.4. Affectation du résultat	105

8 Annexes

8.1. Ruban bleu 2020	106
8.2. Organigramme financier	107
8.3. Table de concordance du rapport de gestion	108

* Ces informations font partie intégrante du rapport sur la situation de la société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé tel que prévu par les articles L225-100, al. 2 et L232-1, II du code de commerce.

1. Présentation du groupe

1.1. Historique

1947 Pour le compte d'EDF, création de ICE, Industrielle de Contrôle et d'Équipement, par Paul BOULARD et un associé. Fabrication de relais et protections de réseaux THT.

1979 Création de CEPA, Câblage électronique professionnelle et aéronautique.

1987 Création de OTN, Organisation des Travaux Nucléaires.

1989 Création de MEDIANE SYSTEME par François BERTAULD et deux associés. ESN spécialisée dans l'informatique technique.

1991 Création de STILOG IST par François BERTHELOT et Christophe POIRMEUR. ESN spécialisée dans l'informatique technique puis également dans le logiciel.

2000 Reprise des activités de CEE et de trois de ses filiales étrangères. MEDIANE SYSTEME (contrôle en 2005) et STIC rejoignent le groupe.

2007 Création de MEDIAL CONCEPT. COMPELMA rejoint le groupe.

2009 Création de MÉDIANE INGÉNIERIE.

2010 EC2E et ECI rejoignent le groupe.

2014 STILOG IST (avec *Visual Planning*®) rejoint le groupe.

2015 Avril : ISIT rejoint le groupe. Premiers salariés à STILOG Inc. (USA).

Scission de ICE qui devient ICE Groupe – Ingénierie, Conseil et Équipement Groupe.

Octobre et novembre : OTN et m2es Technologies rejoignent le groupe.

2017 Janvier : m2es Technologies et MEDIAL CONCEPT fusionnent et deviennent WaT « We are Technologies ».

Octobre : APILOG rejoint le groupe.

2018 Démarrage de WaT Portage et MEDIANE BENELUX.

2020 Juin : Groupe CEPA, avec CEPA et TECHNICAM (Maroc), rejoignent le groupe.

Décembre : OTN et Groupe CEPA reprennent C2E CABLURI (Roumanie) rebaptisé EMC.

ICE Groupe 20 ans de croissance profitable

Avec 1 000 collaborateurs et un chiffre d'affaires supérieur à 100 M€, le groupe a :

- plus que quadruplé de taille au cours des vingt dernières années,
- accueilli, par croissance externe, une vingtaine de sociétés aux métiers complémentaires,
- constitué, surtout par leur croissance interne, un socle à la solidité éprouvée.

Une offre en constante évolution, une politique dynamique de ressources humaines et une confédération originale et attractive d'entrepreneurs associés constituent les fondements du succès de ICE Groupe.

105,6 M€

Chiffre d'affaires 2020
(+5,3% moyenne 5 ans)

3,8 M€

Résultat net 2020
(forte incidence de la Covid-19)

4,3 M€

Résultat opérationnel 2020
(forte incidence de la Covid-19)

1 005

collaborateurs
(fin 2020 avec les participations MI & Technicam)

1.2. Activités et organisation

1.2.1. ICE Groupe S.A.

ICE Groupe est une société française dont le siège se trouve en France et qui exerce une fonction de holding et de coordination stratégique et industrielle du groupe, en France et dans le monde.

Les filiales développent l'activité du groupe dans leur pays ou zone d'implantation. À ce titre, elles produisent ou font produire, et commercialisent les produits et services qu'elles décident de vendre sur leur marché.

Le groupe possède la totalité du capital de la grande majorité de ses filiales.

1.2.2. Organisation opérationnelle

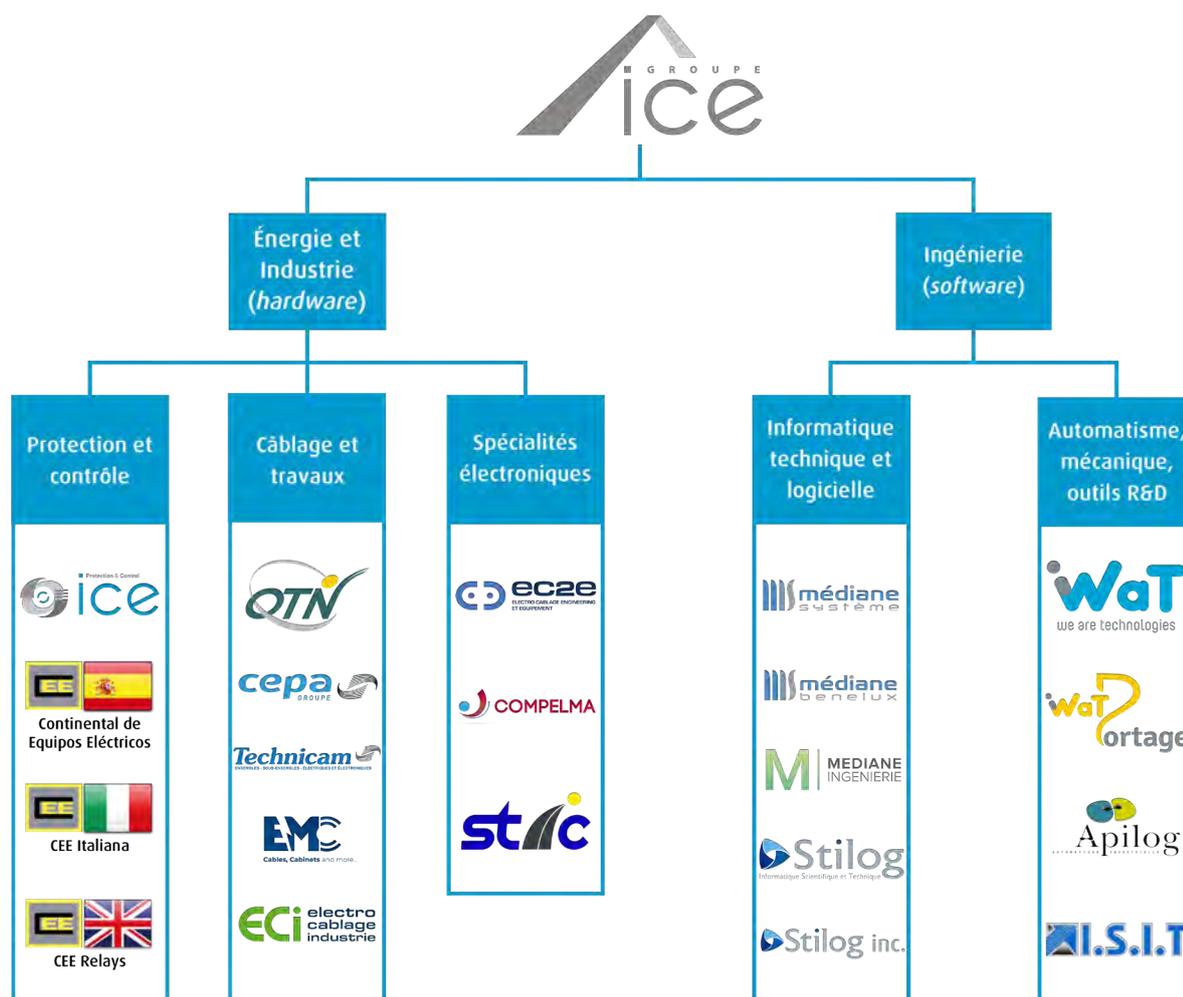
L'activité du groupe est répartie entre 2 grandes branches opérationnelles. Dans leurs marchés, chacune d'entre elles développe et valorise un ensemble d'activités propres auprès des clients, généralement des entreprises liées à l'investissement industriel :

- La branche *Energie et Industrie* fournit des équipements (hardware) et des services associés.

Elle construit son développement autour de trois grandes activités : dans le secteur de l'énergie, la protection et contrôle-commande des réseaux électriques THT (ICE et les 3 CEE), avec le câblage et les travaux électriques (OTN, CEPA, Technicam, EMC et ECI), et des niches dans des spécialités électroniques (EC2E, Compelma et STIC).

- La branche *Ingénierie* (software) propose des prestations dans les métiers de l'informatique, de l'électronique, des automatismes et de la mécanique. L'activité est largement composée de prestations de R&D externalisée dans l'informatique technique, l'électronique, et le temps réel embarqué (Médiane Système et Stilog IST) auxquelles s'ajoutent l'édition logicielle (Stilog IST et Stilog inc), les automatismes (WaT et Apilog), la mécanique (WaT) et la distribution d'outils matériels et logiciels en R&D (ISIT).

Organigramme simplifié du groupe



1.2.3. Composition de la direction

Le Directoire

Sous le contrôle du Conseil de surveillance, le Directoire met en œuvre les orientations stratégiques et dirige l'ensemble des activités du groupe. En 2020, il était composé de 3 membres, Pierre Fustier, président, en charge de l'ensemble des sociétés du groupe, Didier Bantegnies, plus particulièrement orienté vers les activités hardware, et François Bertauld, vers la branche ingénierie.

Les dirigeants des sociétés

Chaque société du groupe est sous la conduite d'un ou plusieurs dirigeants en charge des directions opérationnelles et fonctionnelles, responsable sur son périmètre et développant une expertise propre.

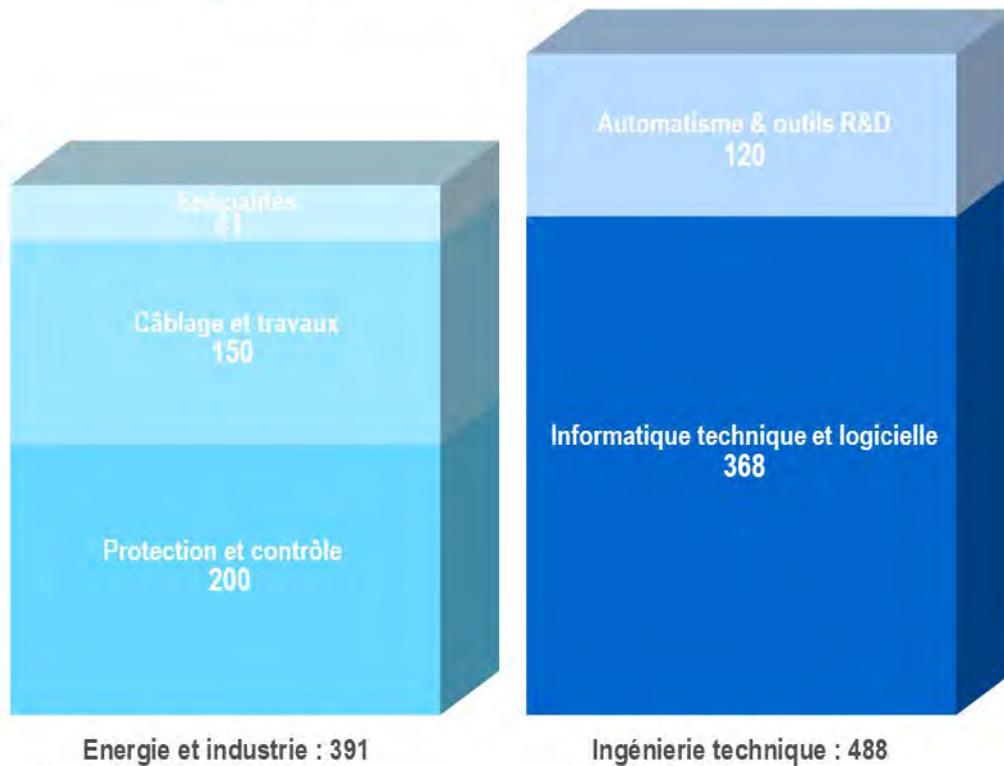
Prénom/Nom	Fonction principale
Directoire	
Pierre Fustier	Président
Didier Bantegnies	Membre
François Bertauld	Membre
Bruce Hubert	Membre (à compter de fin avril 2021)
Dirigeants	
Jean-Pierre Allidières	Directeur comptable, ICE Groupe
Jean-Luc Barreau	Directeur d'exploitation, Compelma
Luca Bellotti	Directeur général, CEE Italiana
François Berthelot	Président, Stillog IST
Patrice Bibaut	Directeur d'exploitation, WaT
Olivier Chaland	Directeur général, WaT, et président, WaT Portage
Frédéric Czaikowski	Directeur général, Médiane Système
Robert Dickson	Director, CEE Relays
Jean-Yves Fustier	Secrétaire général, ICE Groupe
Aymeric Halvarsson	Chief Executive Officer, Stillog inc.
Régis Hubert	Président, OTN
Daniel Huitorel	Directeur R&D, ICE
Marion Lamy	Responsable d'exploitation, EC2E
Guy Le Marc	Directeur général, STIC
Yorick Léciagueçahar	Directeur commercial, ICE
Dominique Lestrade	Directeur général, ISIT
Henry Magueur	Responsable d'activité, ECI
Philippe Malinvaud	Président, Groupe CEPA
Florence Martineau	Présidente, EC2E, et gérante, ECI
Didier Messin	Président, Apilog
Sébastien Moulinot	Directeur de production, ICE
Juan Nuñez Recuero	Directeur général, CEE España Continental de Equipos Eléctricos
Christophe Poirmeur	Directeur général, Stillog IST
Catalin Popa	Directeur général, EMC
Patrick Sommacal	Directeur général, Médiane Système
Véronique Taillanter	Directrice des ressources humaines, ICE

Outre leurs relations directes, les dirigeants se réunissent au moins 3 fois par an. Ces rencontres permettent notamment le partage d'informations et les décisions sur les sujets communs ou transverses.

A leur grand regret, leurs rencontres habituelles étant impossibles en 2020 en raison de la pandémie de la Covid-19, les dirigeants du groupe n'ont pu se retrouver qu'en visioconférence.



Répartition des effectifs par activités (hors holding)



(Effectifs moyens 2020)

Nos implantations



ICE Groupe



Ingénierie, Conseil et Équipement Groupe est la société mère holding.

Implanté en proche banlieue de Paris à Alfortville (94), ICE Groupe gère et assiste les sociétés du groupe dans leurs fonctions opérationnelles, notamment industrielles et commerciales. Il assure également le secrétariat général, les fonctions comptables et financières ainsi que les conseils sociaux et juridiques.

En 2020, ses principaux dirigeants ont été :

Pierre Fustier, président du directoire,

Didier Bantegnies, membre du directoire (activités hardware),

François Bertauld, membre du directoire (activités ingénierie).

(voir détail dans §2.2. Mandataires sociaux), ainsi que :

Jean-Pierre Allidières



ESC Rouen. Carrière commencée dans l'analyse de gestion en entreprise industrielle.

Entré à ICE en 1987 : contrôleur de gestion, puis directeur administratif et financier adjoint à compter de 2001.

Directeur comptable groupe depuis 2009.

Jean-Yves Fustier



ESSEC. Carrière amorcée dans la banque d'affaires et l'investissement dans les sociétés cotées.

Entré à ICE Groupe en 2016.

Secrétaire général (participations et développement).

Plus d'informations sur <http://www.icegroupe.com>

Energie et industrie



Activités de ICE



Industrielle de Contrôle et d'Équipement est une société spécialisée dans les produits et systèmes assurant la protection, les automatismes et le contrôle-commande des réseaux électriques.

ICE commercialise ces équipements pour les réseaux de production, transport, distribution, ferroviaires et industriels sous les marques ICE, CEE et Technirel.

Implantée en banlieue de Paris à Alfortville (94) et Brie Comte Robert (77), elle réalise la conception, la production, la commercialisation, l'assistance technique de ses produits et systèmes. La gamme de produits est composée principalement d'appareils électroniques et numériques (relais de protection, centrales de mesure, automates spécialisés ou encore appareillages de synchrocouplage) et relais électromécaniques. Les systèmes de contrôle-commande et supervision sont adaptés à la conduite de réseaux de transport ou de distribution, ainsi qu'à celle des installations industrielles complexes.

Tous les services associés sont assurés : formation, études de réseaux, études d'application, mise en service, expertise, maintien en conditions opérationnelles et après-vente.

Ses principaux dirigeants sont :

Pierre Fustier président (et président du directoire de ICE Groupe),

Didier Bantegnies, directeur général (et membre du directoire de ICE Groupe).

(voir détail dans §2.2. Mandataires sociaux), ainsi que :

Daniel Huitorel



Ingénieur ENSI Caen.

Entré à ICE en 1991, chef de projet, responsable puis

Directeur Recherche et Développement à compter de 2016.

Membre du comité de direction.

Yorick Léciagueçahar



Ingénieur ESE. Carrière commencée chez Dassault Aviation, en association caritative, puis à Convertteam (GE).

Entré à ICE en 2016, directeur division D Distribution (Enedis).

Directeur commercial depuis janvier 2019.

Membre du comité de direction.

Sébastien Moulinot



Ingénieur. Carrière technique commencée dans l'automobile.

Entré à ICE en 2006, responsable industrialisation puis de la gestion de production.

Responsable production en 2013 puis **directeur de production** depuis juillet 2018.

Membre du comité de direction.

Véronique Taillanter



Maîtrise de Droit, diplômée de l'Institut français de Presse et DEA Sciences de l'Information.

Carrière commencée dans les services des ressources humaines de Domoservices, SNET et Air Liquide.

Entrée à ICE en 2019, responsable puis **directrice des ressources humaines** depuis juillet 2020.

Membre du comité de direction.

Plus d'informations sur <http://www.icelec.com>

Activités de CEE España



CEE España (Continental de Equipos Eléctricos, SA) est une société assurant une présence commerciale et technique dans le même métier que ICE.

Implantée en banlieue de Madrid, la société vise la clientèle espagnole et celle des pays hispaniques (pays d'Amérique du Sud). Elle y assure la distribution des produits commercialisés par ICE, à laquelle s'ajoutent des activités de négoce, de services (études de sélectivité, courts-circuits, mises en services, etc.) et de formation.

Sa clientèle est particulièrement concentrée dans l'industrie (raffineries et gaz, ses principaux clients étant Repsol et Cepsa), l'aéroportuaire et le ferroviaire.

Elle est dirigée par

Juan Núñez Recuero



Ingénieur technique industriel spécialité électricité, Université Polytechnique de Madrid.
Entré à CEE España en 1986, ingénieur applications, puis directeur technique.
Directeur général depuis 2001.

Plus d'informations sur <http://www.relescee.es>

Activités de CEE Italiana



CEE Italiana SRL est une société assurant une présence commerciale et technique dans le même métier que ICE.

Implantée en banlieue de Milan, la société vise la clientèle italienne. Elle y assure la distribution des produits commercialisés par ICE, à laquelle s'ajoutent des services (études de réseaux électriques, assistance sur site) et du négoce de produits associés (SKM, RS Isolsec).

Sa clientèle est particulièrement concentrée dans le pétrole et le gaz (ENI), la chimie et l'énergie.

Elle est dirigée par

Luca Bellotti



Ecole Polytechnique de Milan, electrical engineering.
Entré à CEE Italiana en 2010, ingénieur d'applications.
Directeur général adjoint en mai 2018.
Directeur général depuis janvier 2019.

Plus d'informations sur <http://www.ceeitaliana.com>

Activités de CEE Relays



CEE Relays Ltd est une société assurant une présence commerciale et technique dans le même métier que ICE.

Implantée en banlieue de Londres, la société vise la clientèle britannique, irlandaise et du Commonwealth. Elle y assure la distribution des produits commercialisés par ICE, à laquelle s'ajoutent des activités de négoce de produits associés et des prestations de services (ingénierie, assistance à application, tests et mises en service, formations).

Sa clientèle est particulièrement concentrée dans l'industrie pétrolière onshore et offshore (plateformes, raffineries).

Elle est dirigée par

Robert Dickson



Bath University, BSc, Bath University, MEng.
Electrical Engineer, London Electricity PLC (1995 – 1997).
Application Engineer, CEE Relays Ltd. (1997 – 2015).
Managing Director (2015 – present).

Plus d'informations sur <http://www.ceerelays.co.uk>

Activités de OTN



Organisation des Travaux Nucléaires est une société spécialisée dans le câblage industriel et les travaux de maintenance industrielle, nucléaire et ferroviaire.

Créée en 1987 par Daniel Hubert, OTN est installée en Bourgogne sur deux sites de production, à Mâcon (siège) et au Creusot. Elle réalise après étude technique des kits de filerie, des faisceaux électriques et le câblage d'armoires complètes (câblage industriel), le maintien de systèmes électriques et électromécaniques installés sur bogies (câblage ferroviaire) et des travaux de maintenance nucléaire et d'installation industrielle sur site (maintenance).

Elle développe et commercialise des systèmes de détection d'obstacle et de surveillance de déraillement pour les matériels roulants ferroviaires, trains et métros.

OTN dispose pour cela d'infrastructures importantes avec des ateliers équipés de ponts roulants et matériels de levage, des équipements de cintrage de tube à commande numérique et soudure TIG (qualification EN15085), des automates de production de kits de filerie et des machines de coupe-dénudage de câbles.

Sa clientèle est concentrée sur de grands comptes leaders dans ces secteurs, tels Schneider Electric (industrie électrique), Alstom (ferroviaire) et Orano (ex AREVA, nucléaire).

Elle est dirigée par

Régis Hubert



Intègre OTN en 1993 et devient le directeur technique et responsable du pôle maintenance nucléaire et installations industrielles.
Président depuis 2010.

Bruce Hubert



Formation d'expertise comptable. Carrière amorcée dans le contrôle de gestion (France, USA) puis la gestion d'entreprises à l'international (Mexique, Argentine).
Entré à OTN en 2010, il en devient le **directeur général** (et membre du directoire de ICE Groupe à compter d'avril 2021).

Plus d'informations sur <http://www.otnsa.com>

Activités de CEPA



est un groupe détenant CEPA Câblage Électronique Professionnelle Aéronautique et une participation dans **Technicam Technique Câblage Maroc**, entreprises spécialisés dans le câblage industriel et dans l'intégration d'ensembles et de sous-ensembles électriques et électroniques, faisceaux, circuits imprimés, armoires électriques et coffrets complets destinés à des applications industrielles.

Créée en 1979 puis reprise en 2018 par Philippe Malinvaud, CEPA est installée en Bretagne, à Questembert. Elle réalise des prototypes ou l'industrialisation de séries, les achats (+ de 80 000 références), la fabrication, l'intégration, les tests et le contrôle qualité, en Juste-à-temps et en gérant des emballages retournables.

La clientèle de CEPA est concentrée sur de grands comptes, avec des clients variés, notamment dans l'industrie, la défense, le médical, l'aéronautique et l'automobile.

Elle est dirigée par

Philippe Malinvaud



Ingénieur électronicien puis formation en gestion. Carrière dans les secteurs des machines spéciales et des équipementiers automobile (Valeo Eclairage), puis président d'une division du groupe Fayat. Reprend CEPA en 2018 et en devient le **président**.

Plus d'informations sur <http://www.cepa.fr>

Activités de Technicam



Technique Câblage Maroc est une participation de Groupe CEPA.

Démarrée il y a une quinzaine d'années, la structure est basée à Mohammedia au Maroc, à une vingtaine de kilomètres au nord de Casablanca. Elle réalise le câblage de faisceaux destinés à des applications professionnelles dans les secteurs de la défense, l'industrie, l'aéronautique. Ses métiers très complémentaires lui permettent de maîtriser la totalité de la chaîne de fabrication.

Avec d'étroits échanges techniques, de matériels et de matières premières avec CEPA, elle réalise pour cette dernière des prestations reconnues pour leur fiabilité et des produits de qualité. La gestion des coûts, des délais et de la qualité est primordiale.

La société propose un accompagnement clef en main, grâce à son expérience sur le sol marocain et européen.

Son effectif d'environ 100 personnes lui permet une forte réactivité.

Elle est dirigée par

Christophe Reny



Formation d'expertise comptable. Début de carrière en contrôle de gestion dans le domaine de la distribution. Puis gérant de sociétés de câblages (France-Maroc). Fondateur de la société Technicam, il en devient le **gérant**.

Plus d'informations sur <http://technicam.net>

Activités de EMC



Electro Medias Confectii est détenu depuis décembre 2020 par OTN et Groupe CEPA, chacune à 50%.

Démarrée il y a cinq ans, la structure est basée à Medias en Roumanie.

Permettant de faire bénéficier des bonnes compétences techniques – notamment mécaniques – des pays de l'Europe de l'Est et de répondre aux demandes de clients localement implantés, elle est orientée dans la réalisation de faisceaux électriques et d'assemblages mécaniques.

Son effectif, initialement de 25 personnes, est en forte croissance.

Sous la supervision de Bruce Hubert, gérant de la société, et de Philippe Malinvaud,

Elle est dirigée par

Catalin Popa



Ingénieur électromécanique, diplômé en 2012.

En charge de production / qualité et logistique de 2016 à 2018.

Directeur de site de 2018 à 2020, également responsable de production.

Plus d'informations sur <http://www.icegroupe.com>

Activités de ECI



filiale d'EC2E, intègre des solutions pour les armoires de distribution électrique. Son activité est celle d'atelier et bureau d'études de câblages électriques et de fabrication de tableaux électriques.

Prenant son origine en 1975, elle est implantée en banlieue parisienne, à Méry sur Oise (95). Ses ventes sont réparties auprès d'entreprises générales d'électricité.

Elle est dirigée par
Florence Martineau



Entrée à EC en 1999, responsable des relations humaines et comptable.
Après le décès de son époux Didier Martineau en 2018,
elle en devient la **gérante**.

Henry Magueur



Carrière dans les métiers d'intégrateur de matériel électrotechnique.
Entré à ECI en 2015.
Responsable d'exploitation.

Plus d'informations sur <http://electrocablage-industrie.fr>

Activités de EC2E



est une société spécialisée dans la conception, la production, la commercialisation et la maintenance d'équipements électroniques de gestion des matériels de manutention.

Implantée en banlieue parisienne à L'Isle Adam (95), elle est le leader national dans le domaine du contrôle d'accès des matériels de manutention. Elle a étendu son activité aux ralentisseurs électroniques limitant automatiquement la vitesse de ces matériels (dans les zones à risques, avec passage de piétons, approche de quais, etc.) et à la gestion à distance, par la technologie GPRS, des parcs correspondants.

Ses produits, à constante et forte innovation technologique, sont intégrés dans les chariots élévateurs, chariots de pistes d'aéroports, engins de conduite ou machines-outils. Sa clientèle se génère donc souvent via la distribution auprès de divers constructeurs, tels Fenwick, STILL et BT France, mais également directement auprès des clients finaux (Air France).

Elle fournit également des centrales de paiement (lecteur de billets, monnayeur - rendeur) pour laverie automatique.

Elle est dirigée par

Florence Martineau



Entrée en 1999, Directrice des relations humaines et comptable.
Après le décès de son époux Didier Martineau en 2018, elle en devient la **présidente**.

Marion Lamy



Audencia
Entrée à EC2E en 2012, elle prend en charge le marketing.
Responsable d'exploitation depuis 2018.

Plus d'informations sur <http://www.ec2e.com>

Activités de Compelma



est une société assurant la conception, la production et la commercialisation de produits liés à la compatibilité électromagnétique, à la gestion thermique et aux interconnexions spécifiques.

Implantée en banlieue parisienne aux Ulis (91), cette société commercialise des produits permettant de lutter contre les perturbations CEM : produits de blindage — dont joints conducteurs souples en tissu métallisé de la marque EMIShield lui appartenant —, filtrages (entrées / sorties et sur cartes), dispositifs de mise à la masse. Elle a ensuite étendu ce concept à la gestion thermique, dissipation ou régulation (matelas souples thermo conducteurs, modules thermoélectriques) et complété son catalogue avec des produits d'interconnexions spécifiques (connecteurs spéciaux) et d'autres produits spéciaux (antennes Bluetooth, gel antivibratoire...).

La clientèle de COMPELMA est diversifiée : l'essentiel des ventes est réalisé auprès de grands comptes dans plusieurs secteurs d'activité : l'automobile (Magneti Marelli, Visteon), les télécoms (Nokia, Sagem), l'aéronautique (Safran), l'industrie (Schneider), le spatial, le militaire et le médical.

Elle est dirigée par :

Jean-Luc Barreau



Formation en électronique.
Entré à Compelma en 2001, ingénieur technico-commercial.
Directeur d'exploitation depuis mars 2020.

Plus d'informations sur <http://www.compelma.com>

Activités de STIC



est une société réalisant la conception, la production, la commercialisation et la maintenance d'équipements électriques de télécommunication.

Implantée en banlieue parisienne aux Ulis (91), elle est le leader national dans le domaine des techniques de communications HF et plus particulièrement dans la diffusion iso fréquence. Elle fournit les appareillages et les services nécessaires aux équipements d'émission des informations radio sur la fréquence FM 107.7 MHz.

Le 107.7 MHz est utilisé en France pour les informations radio autoroutières (trafic, bulletins d'alertes, météo, conseils, reportages touristiques et culturels...). La clientèle de STIC est donc particulièrement concentrée auprès des sociétés autoroutières, Cofiroute, Sanef, Aréa, Asf et Escota.

La forte accélération technologique de son secteur des télécommunications sur autoroute (radio numérique, autoroute intelligente, véhicules autonomes, etc.) s'accompagne de prestations d'assistance technique innovantes (par exemple au Centre d'Essai de Véhicules Autonomes de Montlhéry, l'installation d'émetteurs WIFI ITS-G5).

Elle est dirigée par

Guy Le Marc



Ecole d'Ingénieurs de Tours. M.Sc in MSE Hatfield Polytechnic.
Entré à la STIC en 1991, il en devient le directeur technique puis le directeur général adjoint.
Directeur général depuis 2002.

Ingénierie technique



Activités de Médiane Système



est une société d'ingénierie et de conseil en électronique et informatique technique (ESN).

Implantée en banlieue parisienne à Le Pecq (78), ainsi qu'à Lyon (69) et Grenoble (38), elle se spécialise dans la Recherche et Développement externalisée. Ses métiers sont fédérés autour de l'ingénierie de systèmes de hautes technologies : applications informatiques industrielles, temps réel, informatique embarquée, électronique numérique et analogique. Ses prestations se réalisent dans les locaux de Médiane Système (forfaits ou centre de services) ou directement dans ceux des clients, par détachement de personnel (assistance technique).

Médiane Système est présente dans plusieurs secteurs industriels ; les principaux sont les équipements électriques et industriels, le ferroviaire, l'automobile, le médical, les télécoms, la défense et la télévision numérique.

Elle détient 39% du capital de sa participation Médiane Ingénierie installée à Toulouse.

Ses principaux dirigeants sont :

François Bertauld



ISEP. Ingénieur développement puis chef de projet dans une ESN.
Fondateur de Médiane Système en 1989.
Directeur général, président-directeur général puis président (et membre du directoire de ICE Groupe).

Patrick Sommacal



ISEP. Carrière commencée à Alcatel CIT, puis Comptoir Lyon Alemand Louyot et dans l'ESN Alten.
Entré à Médiane Système en 1993 comme chef de projet puis consultant senior, il en devient directeur technique, puis directeur de la division Affaires en 2008. Administrateur depuis 2000.
Directeur général de 2010 jusqu'à avril 2021.

Frédéric Czaikowski



Ecole militaire Saint-Cyr Coëtquidan.
Entré à Médiane Système en 2013 comme directeur de la stratégie commerciale, il en devient directeur commercial en 2016, directeur opérationnel en 2018 et directeur général-adjoint en 2020.
Directeur général à compter de mars 2021.

Plus d'informations sur <http://www.medianesysteme.com>

Activités de Médiane Benelux



Médiane Benelux, filiale de Médiane Système, est une société d'ingénierie et de conseil en électronique et informatique technique (ESN).

Implantée au cœur de l'Europe, à Bruxelles, depuis décembre 2017, elle vise les marchés proches de l'Europe du Nord, Luxembourg, Pays-Bas et Allemagne.

Médiane Benelux est une entreprise qui privilégie l'évolution et l'accomplissement de ses clients, dans ses bureaux d'études et ceux de différents secteurs industriels. Elle délivre des prestations de haute technicité grâce à une sélection rigoureuse de ses collaborateurs et des méthodologies de développement de pointe.

Ses principaux dirigeants sont :

François Bertauld

Gérant (et président de Médiane Système)

Guillaume Hubert



Master Commerce - Marketing, Vente et Distribution, Arts et Métiers.
Entré en 2017 à Médiane Système
Ingénieur commercial. **Responsable du développement** et de l'implantation commerciale.

Plus d'informations sur <https://medianesysteme.com/fr/>

Activités de Stilog IST

 **IST** est une société de services en informatique scientifique et technique, également éditrice de logiciels.

Implantée en banlieue parisienne à Nanterre (92) et à La Ciotat (13), elle se spécialise dans l'édition logicielle et l'externalisation de la Recherche et Développement.

Son progiciel  **VISUAL PLANNING®** est un outil de gestion de ressources et de planification opérationnelle. Sous la forme de tableau de bord, il permet de gérer les tâches et d'optimiser l'organisation des entreprises. Actuellement à sa 7ème version, il s'agit d'un logiciel paramétrable, collaboratif, sécurisé et simple d'utilisation vendu à des milliers d'exemplaires auprès d'organisations de toutes tailles et de tous secteurs, tels la construction, l'énergie, les services, l'industrie et les transports. STILOG IST réalise elle-même l'ensemble des prestations : l'édition, la commercialisation, l'analyse préalable à l'installation, les prestations de paramétrage et de formations puis l'assistance technique, l'hébergement et le cloud.

Dans son autre métier, la R&D externalisée, STILOG IST intervient dans l'ingénierie de systèmes de très hautes technologies : développement de logiciels de calcul, simulation de comportement mécanique, analyses multi-physiques, applications informatiques industrielles et maintenance applicative. Dans ce métier, STILOG IST est présente dans plusieurs secteurs industriels notamment l'aéronautique et la mécanique. Simultanément, elle développe une activité de TMA (Tierce Maintenance Applicative).

Ses principaux dirigeants sont :

François Berthelot



ENS, DEA et doctorat en géodynamique, ENSPM. Ingénieur développement puis chef de projet dans la société IPS Informatique Pétrolière Scientifique.
Fondateur de STILOG IST en 1991.
Président, expert senior et directeur technique.

Christophe Poirmeur



DEA et doctorat en physique théorique — option géophysique. Ingénieur recherche au BRGM Bureau de Recherche Géologiques et Minières, responsable ESN dans la société IPS Informatique Pétrolière Scientifique.
Fondateur de STILOG IST en 1991.
Directeur général, responsable activités R&D, créateur et responsable de Visual Planning®.

Plus d'informations sur <http://www.stilog.com> et <http://www.visual-planning.com>

Activités de Stilog inc.

 **Stilog inc.**, filiale américaine de STILOG IST, y assure l'implantation et le développement commercial du logiciel



Start up créée en 2012 à San Francisco (siège social), elle a installé en 2015 son second et aujourd'hui principal quartier général à Hoboken, New Jersey, en face de New York. Outre la commercialisation de Visual Planning, son équipe américaine offre des services de consulting, formation et assistance techniques directement liés.

Logiciel de planification et de gestion des ressources, Visual Planning se présente comme une boîte à outils entièrement paramétrable par l'utilisateur. Il permet de gérer la planification de projets, chantiers, parcs et activités telles que le service-après-vente ainsi que la gestion de ressources (personnel, temps, équipements, machines, salles...). De surcroît, Visual Planning possède de nombreuses fonctionnalités permettant le contrôle des coûts, l'évaluation de la charge de travail ainsi que la création de rapports et graphiques.

Stilog Inc. is a leading IT services and software company based in Hoboken, NJ, also editor of Visual Planning, a powerful, collaborative and tailor-made resources scheduling solution.

Visual Planning has now gathered more than 5,000 customers around the world and a 100,000+ user community. A dedicated team of consultants helps on each implementation to ensure that the system's capabilities are used at their best. At the same time, our first-of-class customized development services are praised by major global firms in the most demanding industries, from aeronautics to energy.

Ses principaux dirigeants sont :

Christophe Poirmeur

President and Chairman of the Board (et directeur général de STILOG IST)

Aymeric Halvarsson



Master International Business, Paris School of Business.
Entré en 2013 à STILOG IST comme business developer.
En 2015, il prend la responsabilité de l'agence STILOG inc. dans le New Jersey.
Chief Executive Officer.

Plus d'informations sur <http://www.visual-planning.com/en/>

Activités de WaT



WaT, née en 2017 de la fusion, à l'intérieur du groupe, de Médial Concept et m2es Technologies, est une société spécialisée en ingénierie et réalisations d'applications en automatisme et mécatronique.

Implantée sur cinq sites, près de Chambéry à Les Marches (73), Grenoble (38), Paris (78), Lyon (69) et Clermont-Ferrand (63), son activité est centrée sur l'étude et le choix de produits d'instrumentations, les armoires d'automatisme, la supervision et l'informatique industrielle. Elle intervient également sur l'ensemble des métiers du cycle de développement mécanique et de la réalisation d'un produit industriel.

Les prestations prennent la forme d'études de faisabilité, d'écriture de cahiers des charges, de management de projet, de contrats de maintenance et de formation : une partie sous forme de forfait (projet clés en main), le reste en assistance technique (régie).

Ses clients sont des centres de R&D, des sites de production de l'industrie, des constructeurs de machines (services au forfait et mises en service), des infrastructures et se trouvent dans des secteurs similaires à ceux de Médiane Système, notamment les équipements électriques et industriels, le ferroviaire et l'automobile.

Elle est dirigée par

Olivier Chaland



POLYTECH Orléans. Carrière principalement exercée dans des sociétés de services et d'ingénierie à l'industrie, de la fonction commerciale à la direction d'agence.
Fondateur de Médial Concept en 2007.
Directeur général.

Patrice Bibaut



Maîtrise en électronique, électrotechnique et automatisme puis carrière d'ingénieur commercial.
Entré à m2es Technologie en 2011, ingénieur technico-commercial puis chef d'agence.
Directeur d'exploitation depuis 2018.

Plus d'informations sur <http://www.wat.digital>

Activités de WaT Portage



WaT Portage, filiale de WaT, née en 2017, est une société de portage salarial dédiée à l'industrie, en particulier dans les métiers de l'ingénierie, de l'informatique technique, de l'électronique, des automatismes et de la mécanique.

Implantée près de Chambéry à Les Marches, elle bénéficie des quatre autres sites de WaT, à Lyon, Grenoble, Paris, et Clermont-Ferrand.

Avec des contrats simples d'utilisation et offrant de bonnes protections et garanties aux salariés portés, elle apporte de la souplesse. Statut reconnu, le portage salarial est en effet un contrat tripartite permettant de sécuriser la relation entre les salariés, la société qui les porte et les clients.

Ses clients sont proches de ceux de WaT, tels des centres de R&D, des sites de production de l'industrie, des constructeurs de machines, des infrastructures et se trouvent dans les secteurs des équipements électriques et industriels, du ferroviaire et de l'automobile.

Elle est dirigée par

Olivier Chaland



POLYTECH Orléans. Carrière principalement exercée dans des sociétés de services et d'ingénierie à l'industrie, de la fonction commerciale à la direction d'agence.
Fondateur de Médial Concept en 2007 et de WaT Portage en 2017.
Président.

Plus d'informations sur <http://www.wat-portage.fr>

Activités d'Apilog



est une société spécialisée dans les automatismes de commande.

Implantée à Chanteloup-les-Vignes (78), elle est en relation avec WaT, aux offres complémentaires.

Spécialisée dans l'automatique industrielle, son expertise dans la maîtrise des automatismes regroupe une variété d'applications industrielles pour la création d'installations automatisées, allant d'un simple îlot robotisé à des process complexes.

Elle réalise ainsi des études d'automatismes (automate programmable et supervision) avec montage et câblage sur site. Son savoir-faire réside dans la fabrication en atelier et sur chantier, les études électriques (fabrication d'armoires), les logiciels et systèmes, le développement des automates et terminaux opérateurs, la communication et les réseaux, et le développement de systèmes de supervision.

Ses clients sont principalement concentrés dans les secteurs de l'automobile, des aéroports, du ferroviaire et des cosmétiques.

Elle est dirigée par

Didier Messin



Formation en électronique.
Fondateur de Apilog en 1988.
Président.

Plus d'informations sur <http://www.apilog.fr>

Activités de ISIT



est une société spécialisée dans les applications liées aux systèmes embarqués.

Implantée à Toulouse, elle est en relation avec Médiane Système et Médiane Ingénierie, aux offres complémentaires.

ISIT est spécialisée dans la commercialisation d'outils matériels et logiciels utilisés dans les bureaux d'études et de développement. Elle possède des contrats de revente et représente des marques dont certaines font l'objet d'une exclusivité de distribution en France.

Le catalogue de produits est important et varié et touche aux domaines suivants : temps réel embarqué, génie logiciel et test & validation, informatique industrielle et réseaux de terrain, programmation et test de cartes.

En plus des produits, ISIT propose des prestations d'accompagnement périphériques aux développements : expertise sur les produits, formation, aide à la mise en place, test et validation.

Particulièrement diversifiés, les clients d'ISIT ont comme point commun de posséder une cellule de développement dans les domaines électronique et/ou informatique industrielle.

Elle est dirigée par

Dominique Lestrade

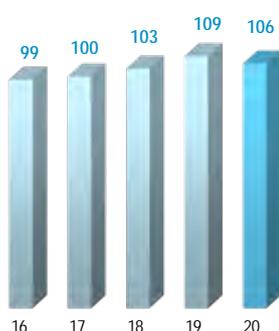


Ingénieur Techniques de l'Industrie, spécialité Electronique, IHEDN.
Carrière commencée dans le Groupe Cahors, Directeur Général Délégué CRDE.
Entrée à ISIT en 2020.
Directrice générale.

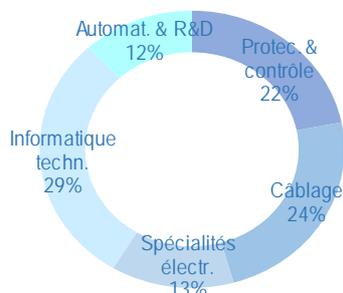
Plus d'informations sur <http://www.isit.fr>

1.3. Synthèse des résultats consolidés

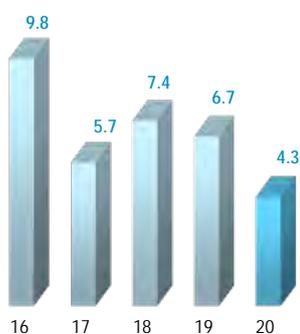
Chiffre d'affaires



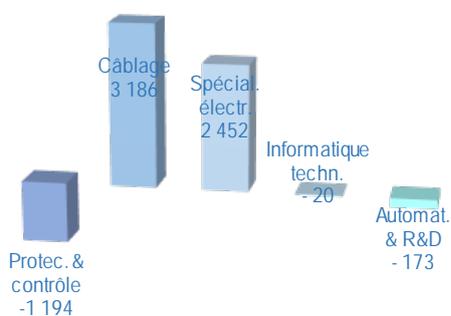
Chiffre d'affaires 2020 par secteur



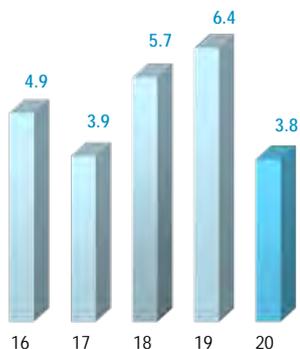
Résultat opérationnel



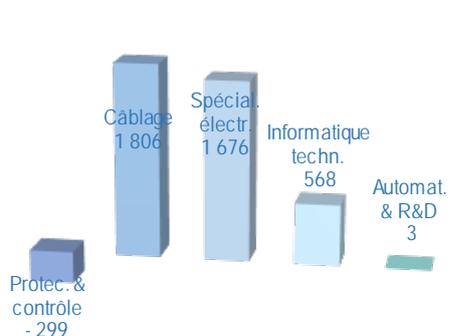
Résultat opérationnel 2020 par secteur



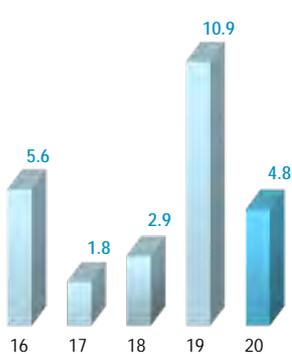
Résultat net



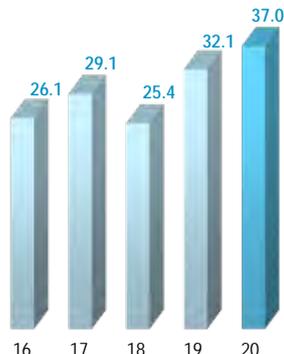
Résultat net 2020 par secteur



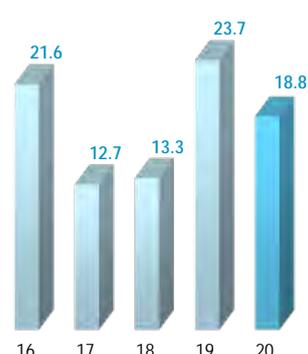
Free Cash Flow



Trésorerie moins concours bancaires



Trésorerie nette dettes financières*

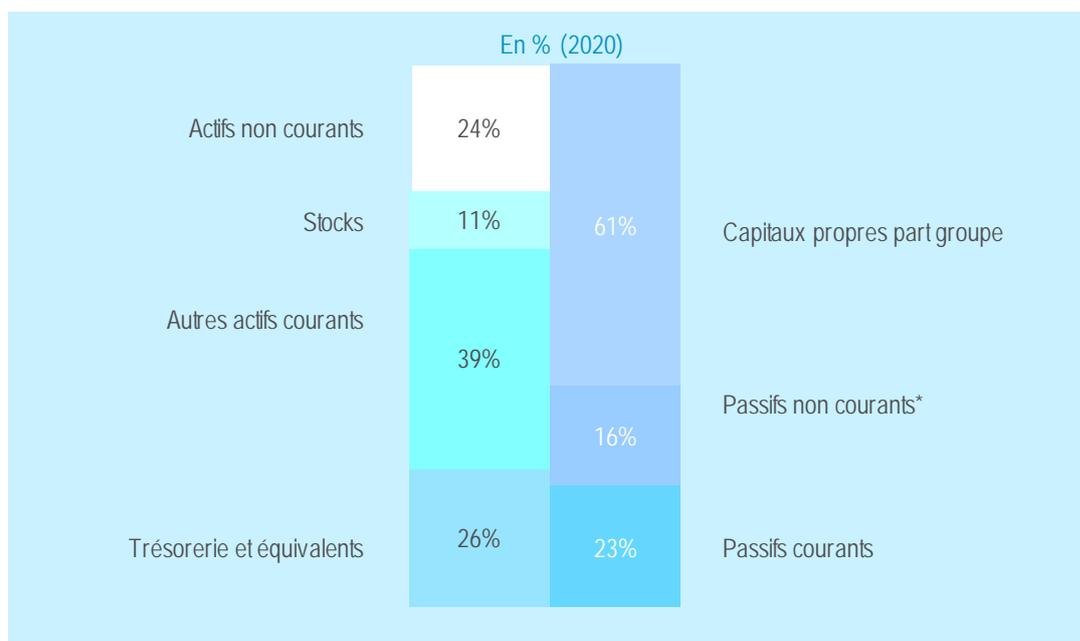


* et des compléments de prix à verser sur acquisition de filiales

Données exprimées en millions d'euro

Bilan simplifié consolidé

ACTIF	En milliers d'euro				
	2020	2019	PASSIF	2020	2019
Actifs non courants	34 587	28 472	Capitaux propres part groupe	87 277	84 153
Stocks	15 213	12 930	Passifs non courants*	22 374	12 209
Autres actifs courants	55 438	55 669	Passifs courants	32 609	32 888
Trésorerie et équivalents	37 022	32 180			
Total	142 260	129 250		142 260	129 250



* dont intérêts minoritaires et autres fonds propres

1.4. Recherche et développement : l'âme du groupe

1.4.1. La recherche dans les gènes du groupe

L'activité de *protection et contrôle*, qui est à l'origine du groupe, a pour ADN essentiel l'excellence technique, les évolutions technologiques et la qualité des produits.

L'élargissement progressif du groupe vers d'autres activités a été orienté de façon privilégiée vers des métiers proches à haut niveau d'expertise technique, et notamment l'*ingénierie technique informatique*. D'une façon générale, le groupe est fortement marqué par une culture d'ingénieur accordant une importance primordiale à la Recherche et Développement.

1.4.2. Deux natures de Recherche et Développement

L'activité du groupe recouvre deux natures différentes de recherche et développement :

- Celle affectée aux **produits de série du groupe** : la *protection et contrôle* en absorbe naturellement une large partie, en forte augmentation depuis cinq ans, passant de 15% à 25% des ventes. Dans les autres activités, la progression a été un peu moins vive, passant sur la même période d'environ 15% à 22% du chiffre d'affaires.

Frais (en % / CA)	2020	2019	2018
Produits de série protection et contrôle	25.2%	24.4%	22.6%
Produits de série du groupe	21.8%	19.1%	18.7%

- Celle pour le **compte de tiers** (R&D externalisée) : l'ingénierie technique en constitue la plus grande partie. Représentée par l'informatique technique, assurée par Médiane Système et par la part ESN de STILOG IST, les automatismes et l'ingénierie en contrôle commande par WaT et les automatismes d'Apilog, elle est complétée par des études spécifiques dans les protections et contrôle, en France et en UE, et dans les spécialités électriques et électroniques (couverture des autoroutes par la FM 107.7, etc.).

Au total, environ la moitié des effectifs du groupe étaient directement rattachés ces dernières années à ces deux natures de recherche.

Nombre de salariés de la recherche	2020	2019	2018
Produits de série du groupe	79	91	86
Pour le compte de tiers	378	404	411
Total	457	495	497

Frais (en milliers d'euro)	2020	2019	2018
Produits de série du groupe	8 021	8 501	8 199
Pour le compte de tiers	25 589	26 708	23 047
Total	33 610	35 209	31 246

L'année dernière l'impact de la pandémie a particulièrement affecté les dépenses de recherche, en particulier celles sous-traitées (R&D externalisée), ce qui a provisoirement inversé la tendance à la croissance rapide de l'ingénierie technique. L'orientation générale des autres métiers du groupe vers les services venant se substituer aux ventes de matériels a donc été stoppée.

En contrepartie de cette activité de recherche et développement, le groupe obtient des aides significatives au travers du crédit d'impôt recherche. Les CIR, qui avaient fortement diminué en 2017-2018 avant de retrouver en 2019 leurs anciens niveaux antérieurs, ont de nouveau baissé l'année dernière (-4%). Au total, l'aide fiscale globale pour la R&D a représenté moins de 10% des coûts, à comparer à une moyenne supérieure à 12% dans les 5 années 2012-2016.

1.5. Facteurs de risques

Le risque est constitué par l'éventualité de survenance d'un événement dont les conséquences seraient susceptibles d'affecter les personnes, les actifs, l'environnement, la réputation du Groupe. Il peut également être constitué par le fait de manquer une opportunité. L'analyse des risques permet de les identifier, d'en mesurer l'impact et de les traiter en vue de les maintenir à un niveau acceptable.

L'objectif est de protéger les femmes et les hommes du Groupe, préserver la valeur, les actifs et la réputation du Groupe et enfin de créer de la valeur dans la durée pour l'ensemble des parties prenantes.

RISQUES AUXQUELS LE GROUPE ESTIME ÊTRE EXPOSÉ :

1.5.1. Risques liés à l'activité

RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / IMAGE ET RÉPUTATION

Identification du risque	Gestion du risque
La réputation et l'image des entreprises composant le groupe peuvent être rapidement compromises dans un monde où l'information circule facilement et rapidement ; elles dépendent du jugement des clients agissant dans un cadre professionnel et technique.	Afin de réduire les risques de tels événements, le Directoire assure une coordination entre les filiales déployant leur propre système de veille. Le déploiement de la Charte Éthique dans l'ensemble du groupe vise à donner des règles de conduite et à guider les actions et les comportements, inspirer les choix et faire vivre les valeurs du groupe dans les actes quotidiens de chacun des collaborateurs.

RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / QUALITÉ ET SÉCURITÉ DES PRODUITS

Identification du risque	Gestion du risque
La qualité et la sécurité des produits et des interventions chez les clients sont essentielles pour le groupe en raison de son positionnement technique, lui-même accentué par ses métiers tels la protection des réseaux électriques (ICE et les sociétés CEE), l'informatique technique (Médiane Système et Stilog IST), les automatismes et l'ingénierie de contrôle commande (WaT), la sécurité autoroutière (STIC), les interventions dans les installations nucléaires (OTN) et le contrôle de l'accès et de la vitesse des chariots de manutention (EC2E).	Les principes qui régissent la politique de qualité et de sécurité du groupe sont : - la satisfaction des besoins des clients ; - la conformité aux exigences de sécurité et à la législation ; - la qualité et la conformité des produits. Outre la démarche de management de la qualité (la quasi-totalité des filiales les plus importantes sont certifiées ISO 9001), cela justifie la mise en place de contrôles de fabrication rigoureux, par exemple à ICE qui conçoit et fabrique ses propres bancs de contrôle final, ainsi que d'habilitations spécifiques. Les directions concernées de chaque filiale du groupe évaluent spécifiquement la sécurité de leurs matières premières et de leurs produits finis. Le groupe et ses filiales ont mis en place des couvertures d'assurance, notamment pour couvrir la responsabilité civile du fait des produits.

RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / SAISONNALITÉ ET CONJONCTURE

Identification du risque	Gestion du risque
Les activités du groupe sont sensibles aux cycles économiques, à la conjoncture et à la saisonnalité de l'activité. Les ralentissements économiques conduisent à une baisse des investissements chez les clients du groupe, ce qui peut avoir un impact négatif significatif sur nos activités et nos résultats. Les dépenses d'investissement des clients ont un caractère saisonnier et dépendent notamment des conditions climatiques : ainsi à ICE, l'activité est en principe plus importante juste avant l'été, période propice aux travaux en extérieur, puis avant les froids de l'hiver ; de même, STIC a fréquemment beaucoup d'activité en fin d'année, moment où les conditions de circulation deviennent difficiles.	Le groupe s'efforce de pallier ces risques par la diversité et l'enrichissement de ses métiers. Sa trésorerie nette positive importante lui permet de financer la constitution saisonnière d'en-cours et/ou produits finis.

RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / IMPLANTATION GÉOGRAPHIQUE ET ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

Identification du risque	Gestion du risque
<p>Le groupe est installé géographiquement dans plusieurs régions en France et dans 7 pays étrangers, totalisant 24 implantations.</p> <p>Néanmoins, les perturbations politiques, économiques ou sanitaires peuvent influencer sensiblement sur son activité.</p>	<p>La présence sur de multiples sites, qui accompagne ses métiers diversifiés, favorise l'équilibre des ventes et une compensation entre les zones géographiques.</p> <p>Longtemps exclusivement réalisés en France, l'ingénierie et le câblage électrique ont été développés dans d'autres pays avec STILOG inc, Médiane Benelux, Technicam et EMC.</p> <p>En cas de crise sanitaire, la forte proportion d'ingénieurs, cadres, techniciens et employés permet un recours important au télétravail.</p>

RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / CONCURRENCE

Identification du risque	Gestion du risque
<p>Le groupe est soumis à une pression très différente selon les marchés diversifiés sur lesquels il opère : importante sur le marché des protections, automatismes et contrôle-commande des réseaux électriques français avec RTE et Enedis en situation de monopsonne, elle l'est moins dans le même métier à l'étranger (CEE) et dans les niches techniques électroniques. Dans l'ingénierie, malgré la présence de quelques grandes sociétés, le marché est fragmenté et plus ouvert.</p>	<p>Sur le marché des protections, automatismes et contrôle-commande en France, le développement vers d'autres clients, dans l'industrie, le ferroviaire et la production d'énergie, est activement recherché.</p> <p>Dans un contexte de lutte constante pour les gammes de produits les plus attractives et les plus performantes, avec un rapport qualité-prix optimisé, gagner des parts de marché, améliorer la rentabilité de l'exploitation et donc assurer la croissance sont des enjeux constants.</p> <p>Par ailleurs, dans toutes ses activités, le groupe investit beaucoup en matière de recherche, permettant de conserver une expertise technique de haut niveau par rapport à la concurrence.</p>

RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / INNOVATION ET ATTENTES DES CLIENTS

Identification du risque	Gestion du risque
<p>La mise au point d'une offre de produits, biens et services, innovants et leur adaptation aux besoins du marché constituent une priorité permanente pour le Groupe. Si le Groupe ne parvenait pas à anticiper et interpréter l'évolution des attentes des clients et des nouvelles tendances, ses ventes pourraient être affectées.</p>	<p>Au-delà de la culture d'ingénieur marquant fortement le groupe et accordant une importance primordiale à la Recherche et Développement, l'innovation est une quête permanente :</p> <ul style="list-style-type: none"> - A l'intérieur de sociétés du groupe, par exemple à ICE par la mise en place d'un département innovation-marketing chargé notamment d'identifier et anticiper les évolutions techniques des produits et des marchés. - La recherche externe entreprise depuis plusieurs années privilégie les sociétés dans les nouveaux secteurs économiques.

RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / OPÉRATIONS DE CROISSANCE EXTERNE

Identification du risque	Gestion du risque
<p>Dans le cadre de sa stratégie de développement, ICE Groupe a réalisé et pourrait être amené à réaliser des acquisitions.</p> <p>La mise en œuvre de cette stratégie suppose néanmoins que ICE Groupe puisse trouver des opportunités de développement à un coût et à des conditions acceptables.</p> <p>Ces opérations sont susceptibles d'avoir un impact négatif sur les résultats du groupe si celui-ci ne réussissait pas à intégrer dans les conditions prévues les sociétés acquises, leurs dirigeants et leur personnel, à atteindre les performances escomptées et à gérer des passifs qui n'auraient pas été anticipés au moment de la réalisation de l'opération et pour lesquels ICE Groupe n'aurait pas ou peu de protection de la part du cédant.</p>	<p>Dans ses opérations futures de croissance externe, comme par le passé, le groupe choisira de façon sélective des entreprises de taille moyenne dont les équipes pourront être aisément intégrées, avec une culture proche de celle des dirigeants actuels. Cela permettra la plupart du temps à ces entreprises de rester autonomes et à leurs dirigeants de rester aux commandes, tout en mettant en œuvre des synergies avec les autres sociétés du groupe.</p> <p>Par ailleurs, le groupe a mis en place un processus de contrôle de ces opérations qui inclut :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La participation de l'ensemble des membres du directoire à l'identification, l'évaluation économique, technique, commerciale et financière des opérations, ainsi que celle, ponctuelle, de dirigeants d'entreprises du Groupe issues du même secteur. - L'examen par le Conseil de surveillance, et en particulier son président, des opportunités d'acquisitions ou des prises de participation d'un montant significatif ou sortant des activités habituelles du groupe, ainsi que les conditions de leur mise en œuvre. <p>Les acquisitions, validées par le Conseil de surveillance, font par la suite l'objet d'un examen régulier de la part du Conseil de surveillance qui est informé des conditions d'intégration et des performances réalisées.</p>

RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Identification du risque	Gestion du risque
<p>Une des clés de la réussite de ICE Groupe réside dans la qualité de ses collaborateurs et de ses dirigeants. Le groupe ne peut pas garantir qu'il aura la capacité de recruter et de fidéliser son personnel, en particulier les consultants, ingénieurs et techniciens qui lui sont nécessaires, notamment dès que survient une pénurie de cadres. Si le groupe ne parvenait pas à identifier, attirer, retenir et former des collaborateurs compétents, au comportement responsable, notamment dans le contexte des évolutions technologiques rapides dans lesquelles il opère, le développement de ses activités et de ses résultats pourrait être affecté.</p> <p>Il y a aussi en matière sociale le risque lié à la santé et sécurité et le risque de dégradation du climat social, même s'ils ne sont pas significatifs.</p>	<p>Bien qu'avec un reporting et suivi cadrés, le groupe accorde une très large autonomie à ses filiales pour la gestion opérationnelle. Cet environnement professionnel responsable encourage également l'attachement à ses valeurs, notamment celles portées par la Charte Éthique.</p> <p>Dans une démarche de fidélisation des dirigeants, le groupe met en place une politique de rémunération rétribuant les performances tant individuelles que collectives. Pour les personnes clés, une gestion très décentralisée, une surveillance médicale et l'intéressement aux résultats atténuent les risques de départ.</p> <p>Les contrats des filiales quant à la couverture des risques santé et prévoyance pour la quasi-totalité des collaborateurs répondent aux besoins essentiels de ces derniers et concourent à la compétitivité du groupe qui a la conviction que performance sociale et performance économique sont non seulement intimement liées mais se renforcent mutuellement.</p> <p>Malgré un turnover particulièrement élevé dans l'ingénierie, notamment en région parisienne, la capacité de ICE Groupe à recruter (sans assouplir les critères de recrutement) a été jusqu'à présent suffisante, y compris dans les périodes de forte tension.</p>

RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / SYSTÈMES D'INFORMATION

Identification du risque	Gestion du risque
<p>La gestion quotidienne des activités du groupe incluant notamment des achats, la production (dont l'affectation des personnes réalisant des services), les opérations de facturation, de reporting et de consolidation et l'accès à l'information interne de chaque société, repose sur un bon fonctionnement de l'ensemble des infrastructures techniques et applications informatiques. Dans le contexte d'évolution constante des technologies de l'information et de leurs usages, les activités du groupe, ses savoir-faire dépendent d'un fonctionnement de plus en plus dématérialisé et numérique.</p> <p>Le règlement européen sur la protection des données personnelles applicable depuis mai 2018 prévoit des contrôles et des sanctions importantes.</p> <p>Le dysfonctionnement, l'arrêt des systèmes ou le détournement de données confidentielles prenant leur origine pour des motifs exogènes ou endogènes (dont les intrusions, malveillances, etc.) pourraient avoir un impact significatif (réputation, confiance des clients, etc.).</p>	<p>Outre les règles strictes de chaque société en matière de sauvegarde des données, de protection, d'accès, de sécurité aussi bien en ce qui concerne les matériels que les applications et les données, la protection des données des systèmes d'information est facilitée par leur répartition géographique minimisant l'impact que pourraient avoir le dysfonctionnement ou l'arrêt des systèmes.</p> <p>Les systèmes d'information intègrent notamment des « ERP » (Enterprise Resource Planning), logiciels de gestion utilisés par la grande majorité des sociétés. Le déploiement de ces progiciels intégrés contribue également à renforcer la fiabilité et la sécurisation du processus de production des informations, notamment comptables et financières.</p> <p>Les principes du groupe relatifs à la gestion des données à caractère personnel sont diffusés à toutes les sociétés européennes du groupe afin de sensibiliser tous les collaborateurs au respect des principes éthiques et aux exigences légales et réglementaires en la matière.</p> <p>Selon les situations des sociétés du groupe, les efforts de sécurité sont ajustés de façon permanente en fonction des nouvelles menaces de cyberattaques. Le responsable SI de la filiale ICE a été également désigné référent SI du groupe afin d'assurer une homogénéité de doctrine.</p>

RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / DÉFAILLANCE DE CONTRÔLE INTERNE

Identification du risque	Gestion du risque
Les dispositifs de contrôle interne ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non pas une garantie absolue, quant à la réalisation des objectifs de l'entreprise en raison des limites inhérentes à tout contrôle. Ainsi, le groupe ne peut pas exclure le risque d'une défaillance des contrôles internes susceptibles de l'exposer, notamment à un acte de fraude.	L'environnement de contrôle, essentiel au dispositif de contrôle interne, à la bonne gestion des risques et à l'application des procédures, s'appuie sur les comportements, l'organisation et les collaborateurs. A ICE Groupe, il s'inscrit dans une culture d'engagement et de rigueur transmise par les dirigeants et également dans la continuité des choix stratégiques du groupe. Le groupe met en œuvre les dispositions de la loi dite « Sapin 2 » en matière de lutte contre la corruption et le trafic d'influence.

1.5.2. Risques juridiques**RISQUES JURIDIQUES / PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, MARQUES ET MODÈLES**

Identification du risque	Gestion du risque
Le groupe possède un portefeuille de marques et modèles qui constitue un de ses actifs. Le nom des marques, les produits eux-mêmes ainsi que les modèles qui peuvent être contrefaits, font l'objet de protections telles les dépôts de marque.	La recherche et l'innovation sont les piliers historiques du développement du groupe. Le détournement de la propriété industrielle sur les nouveaux produits tirés de la recherche est un risque qu'il faut citer pour être exhaustif mais dont la probabilité d'occurrence est faible. Néanmoins, le système d'enveloppes Soleau est ponctuellement utilisé.

RISQUES JURIDIQUES / ÉVOLUTION DES RÉGLEMENTATIONS

Identification du risque	Gestion du risque
Le groupe est soumis à l'évolution des réglementations qui s'imposent à toutes les sociétés. Certains pays font l'objet de contrôle des exportations, d'embargos, de sanctions économiques ou d'autres formes de restrictions commerciales imposées par l'Union-Européenne, les États-Unis ou d'autres états ou organisations.	ICE Groupe cherche à avoir une attitude irréprochable et exige de toutes les entreprises qui le composent le respect des réglementations des pays dans lesquels elles interviennent.

RISQUES JURIDIQUES / AUTRES RISQUES JURIDIQUES ET LITIGES

Identification du risque	Gestion du risque
Dans le cadre normal de ses activités, le Groupe et ses filiales sont susceptibles d'être impliqués dans tout type de litige et soumis à des contrôles fiscaux, douaniers et administratifs.	Une provision est constituée dans les comptes sociaux et consolidés chaque fois que le groupe a une obligation vis-à-vis d'un tiers et devra faire face à une sortie de ressources probable dont le coût peut être estimé de manière fiable. Il n'existe à ce jour aucun fait exceptionnel ni procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage risquant d'affecter ou ayant récemment affecté significativement et avec une probabilité sérieuse les résultats, la situation financière, le patrimoine ou l'activité de la société et du groupe.

1.5.3. Risques industriels et environnementaux

RISQUES INDUSTRIELS ET ENVIRONNEMENTAUX / PRODUCTION

Identification du risque	Gestion du risque
Les produits et services doivent être disponibles à des dates respectant les demandes des clients. De ce fait, un retard majeur de livraison de produits ou de services pourrait être préjudiciable à la réalisation des objectifs commerciaux.	Afin de prévenir ce risque, la plupart des filiales ont recours à des ERP. Le logiciel <i>Visual Planning</i> développé par Stilog IST est également utilisé. Les produits et services doivent être disponibles à des dates respectant les demandes des clients.

RISQUES INDUSTRIELS ET ENVIRONNEMENTAUX / DÉPENDANCE VIS-A-VIS DES FOURNISSEURS

Identification du risque	Gestion du risque
Le groupe est tributaire de ses fournisseurs externes pour la livraison des matières premières, marchandises et sous-traitances de biens et services indispensables à la fabrication et livraison des produits finis (biens et services), lesquelles peuvent donc être perturbées par la défaillance d'un fournisseur important.	La diversité des secteurs d'activité dans lesquels le groupe intervient induit corrélativement celle de ses fournisseurs. Néanmoins, chaque filiale analyse régulièrement les risques de ses filières d'achats et de ses fournisseurs et développe si besoin des sources alternatives.

RISQUES INDUSTRIELS ET ENVIRONNEMENTAUX / ENVIRONNEMENT ET SÉCURITÉ

Identification du risque	Gestion du risque
Les activités du groupe sont soumises à des lois et des règlements imposant de respecter des normes toujours plus strictes en matières d'environnement, de santé et de sécurité, lesquels pourraient augmenter le coût de mise en conformité.	Le groupe développe des formations aux risques (humains, informatiques, environnementaux, éthiques...) pour ses collaborateurs en France. Il recherche l'amélioration du pilotage des performances environnementales des activités grâce à la mise en place d'indicateurs clés : <ul style="list-style-type: none"> - Incitation des collaborateurs aux éco-gestes, - Réduction des émissions de CO2 liées aux déplacements, - Réduction de la consommation de papier liée aux impressions, - Maintien des certifications ISO 14 001. Compte tenu du positionnement vers des produits de plus en plus immatériels, la fabrication de la plupart de ces produits n'a pas recours à des substances chimiques requérant des manipulations et précautions spécifiques. En particulier le groupe n'est a priori pas ou très peu impacté par les substances interdites ou préoccupantes de la réglementation REACH.

1.5.4. Risques financiers

RISQUES FINANCIERS / CONTREPARTIE, ENGAGEMENTS VIS-A-VIS DE TIERS

Identification du risque	Gestion du risque
Le groupe est exposé au risque de contrepartie pour des engagements de rachat existant à l'égard d'actionnaires minoritaires de sociétés du groupe.	Les engagements vis-à-vis d'actionnaires minoritaires sont indexés sur les résultats d'exploitation et parfois en partie sur les chiffres d'affaires des entreprises concernées ; estimés à environ 6,4 M€, ils ne représentent donc pas de risque significatif, en particulier au regard de la situation financière de ICE Groupe. Ces engagements ne sont pas comptabilisés dans les comptes consolidés car leur réalisation est incertaine.

RISQUES FINANCIERS / CLIENT

Identification du risque	Gestion du risque
Le risque client peut-être matérialisé par le non-recouvrement des créances du fait de difficultés de trésorerie de la clientèle ou de la disparition de clients.	Compte tenu de la variété et de la multiplicité des clientèles, le risque pour le groupe est disséminé et la probabilité d'occurrence d'un dommage significatif à l'échelle du groupe reste limitée. Les plus grands comptes du groupe sont Schneider, Alstom et RTE. Le montant considéré comme supportant un risque de non-recouvrement et provisionné à ce titre est indiqué dans la note 13 de l'annexe. Il représente 1,9% de la créance client brute.

RISQUES FINANCIERS / LIQUIDITÉ

Identification du risque	Gestion du risque
Le manque de liquidité pourrait affecter la pérennité et l'indépendance du groupe et de ses sociétés.	L'objectif prioritaire du groupe est de garantir sa pérennité et son indépendance. Le groupe a mis en place un cadre de gestion financière centralisée pour toutes ses entités françaises : elle s'applique notamment à la tenue comptable — dont les paiements — et la gestion de trésorerie. Il vise à disposer à tout moment des ressources suffisantes pour financer l'activité courante et également pour faire face à tout événement exceptionnel — dont des « trous d'air » de plusieurs mois d'activité. Il cherche également à assurer la continuité de ses financements et à optimiser le coût financier de la dette. Outre sa trésorerie nette positive, le groupe dispose de lignes de crédit confirmées non utilisées auprès de plusieurs banques de premier plan.

RISQUES FINANCIERS / TAUX D'INTÉRÊT

Identification du risque	Gestion du risque
ICE Groupe a recours à des emprunts. La difficulté ou même l'impossibilité d'en obtenir en raison d'une mauvaise image du groupe ou de taux d'intérêt élevés pourrait affecter son développement, ses investissements et sa politique financière.	ICE Groupe a un recours modéré à des emprunts. Le groupe se refinance maintenant essentiellement par taux fixes. Aucune de ses dettes ne comporte de clause de remboursement anticipé lié au respect de ratios financiers. En termes d'image financière, ICE Groupe et ses sociétés françaises sont notés par la Banque de France, qui leur a attribué au cours des dernières années les notes oscillant généralement entre 3+ et 3++ (note maximale).

RISQUES FINANCIERS / TAUX DE CHANGE

Identification du risque	Gestion du risque
Du fait de ses activités internationales, le groupe est exposé aux variations des cours des devises. Cela se concentre essentiellement sur ses filiales américaine STILOG Inc., anglaise CEE Relays et roumaine EMC, ainsi que l'activité de négoce international de Compelma Les fluctuations notamment entre l'euro, l'US Dollar et la Livre Sterling peuvent donc influencer les résultats du groupe.	Afin de limiter le risque de change, le groupe interdit à ses filiales de spéculer sur les devises et adopte à ce sujet une politique prudente. La plus grande partie de ses facturations à l'export est réalisée en euro.

RISQUES FINANCIERS / ACTIONS

Identification du risque	Gestion du risque
Le groupe s'interdit d'investir directement sa trésorerie en actions. Néanmoins, une partie considérée "à long terme" est investie sur des supports OPCVM pouvant en détenir. Les fluctuations des marchés financiers peuvent donc à court terme influencer les résultats du groupe.	La part des placements de trésorerie du groupe dans des fonds diversifiés à long terme ne dépasse pas 30%. Le risque sur ces placements est essentiellement supporté par la société mère.

RISQUES FINANCIERS / ACTIFS DE COUVERTURE DES ENGAGEMENTS SOCIAUX

Identification du risque	Gestion du risque
Les actifs affectés à la couverture financière des engagements sociaux sont par nature exposés aux variations des marchés sur lesquels ces actifs sont investis. Une baisse forte et durable des marchés financiers peut avoir un impact sur la valeur des portefeuilles constitués (voir note 16 des comptes consolidés relativement aux indemnités de fin de carrière).	Comme la politique de prudence du groupe dans ses placements, la répartition par classe d'actifs dédiés à la couverture des engagements sociaux du groupe vise à réduire notamment les risques de volatilité : sélectionnés chez des assureurs et dépositaires disposant de notations robustes, ceux dans des fonds diversifiés à long terme ne dépassent pas le tiers.

RISQUES FINANCIERS / ÉVOLUTION DES RÉGLEMENTATIONS FISCALES ET SOCIALES

Identification du risque	Gestion du risque
Le groupe est exposé aux risques d'évolution des réglementations fiscale et sociale ou de leur interprétation. L'alourdissement des taxes et cotisations existantes, l'instauration de nouvelles taxes et cotisations, ou la double imposition concernant par exemple l'impôt sur les sociétés, le rapatriement des dividendes ou les prélèvements sociaux, pourraient avoir un impact défavorable sur le résultat de la société.	La direction comptable et la direction juridique, assistées le cas échéant de conseil externes, suivent ces évolutions pour assurer la conformité du groupe à ces réglementations. En cas de litige ou de différence d'interprétation avec les administrations fiscales et sociales, ICE Groupe peut défendre sa position par des recours en justice.

1.5.5. Assurance

ASSURANCE / POLITIQUE GÉNÉRALE

Identification du risque	Gestion du risque
L'absence de couverture des risques principaux des entreprises du groupe pourrait, en cas de sinistre et compte tenu des montants financiers très importants en jeu, gravement affecter les résultats ou même la pérennité des sociétés du groupe.	<p>L'objectif de la politique générale d'assurance est de protéger au mieux les personnes et le patrimoine du groupe contre la survenance de risques significatifs identifiés et assurables qui pourraient l'affecter.</p> <p>A cette fin, le groupe a mis en place pour ses sociétés françaises des contrats d'assurance, notamment pour les risques de dommages et pertes d'exploitation, responsabilité civile et transport, permettant une homogénéisation des couvertures et une maîtrise des garanties.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au niveau central, le groupe a négocié avec des assureurs de 1er plan des programmes généraux d'assurances pour couvrir les expositions centrales (la grande taille optimisant les coûts induits). - Par ailleurs, selon ses besoins particuliers, chaque filiale peut souscrire des couvertures d'assurance spécifiques.

ASSURANCE / RESPONSABILITÉ CIVILE

Identification du risque	Gestion du risque
L'exploitation et les produits vendus peuvent être à l'origine de dommages majeurs envers les tiers. Ces dommages sont donc susceptibles de représenter des montants très importants pouvant fortement affecter les résultats, voire la pérennité des entreprises du groupe.	<p>Les sociétés du groupe ont étendu depuis plusieurs années une couverture des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile. Elle couvre notamment la responsabilité civile d'exploitation et la responsabilité civile du fait des produits.</p> <p>Cette garantie n'a jamais fait l'objet d'une sinistralité significative, ce qui traduit la haute exigence de qualité et de sécurité dans la conception et la fabrication des produits et des services.</p>

ASSURANCE / DOMMAGE AUX BIENS ET PERTES D'EXPLOITATION

Identification du risque	Gestion du risque
Les risques sont l'incendie, foudre, explosion, vol et évènements naturels affectant les biens, principalement les immobilisations et stocks. Les risques sont également les pertes d'exploitation consécutives à un dommage matériel.	<p>Les risques pouvant affecter les biens et pertes d'exploitation sont assurés à l'intérieur de plafonds, dans la limite des offres disponibles sur le marché des assurances.</p> <p>Des visites de prévention sont réalisées par les services spécialisés de l'assureur leader dans des sites du groupe.</p>

ASSURANCE / TRANSPORT, AUTOMOBILE

Identification du risque	Gestion du risque
Les risques concernent les transports de biens ainsi que les déplacements automobiles des collaborateurs dans le cadre de missions.	Les sociétés concernées par le transport de biens ont mis en place des couvertures particulières et le groupe offre une assurance pour les déplacements automobiles de ses collaborateurs.

En conclusion, globalement faibles, les risques du groupe peuvent être résumés sous la forme suivante :

COTATION DES RISQUES		GRAVITÉ (1)	PROBABILITÉ (2)	COTATION (1x2)
		Mineure=1 Significative=4 Majeure=16 Critique=64	Très peu probable=1 Peu probable=2 Probable=4 Très probable=8	Mineure Tpp=1-4 Significative Pp=8-16 Majeure P=32-64 Critique Tp=128-512
1. Activité	Image et réputation	4	1	4
	Qualité et sécurité des produits	4	2	8
	Saisonnalité et conjoncture	4	2	8
	Implantation géographique et environnement économique	16	4	64
	Concurrence	16	4	64
	Innovation et attentes des clients	4	2	8
	Opérations de croissance externe	4	2	8
	Risques liés à la gestion des ressources humaines	4	2	8
	Systèmes d'information	4	2	8
	Risque de défaillance du contrôle interne	4	1	4
2. Juridiques	Propriété industrielle, marques et modèles	1	1	1
	Évolutions des réglementations	4	2	8
	Autres risques juridiques et litiges	4	1	4
3. Industriels et environnementaux	Production	1	1	1
	Dépendance vis-à-vis de fournisseurs	1	1	1
	Environnement et sécurité	1	1	1
4. Risques financiers	Contrepartie, engagements vis-à-vis de minoritaires	1	4	4
	Client	4	1	4
	Liquidité	4	1	4
	Taux d'intérêt	1	2	2
	Taux de change	1	2	2
	Actions	1	4	4
	Actifs de couverture des engagements sociaux	1	4	4
5. Assurance	Évolutions des réglementations fiscales et sociales	4	4	16
	Politique générale	4	1	4
	Responsabilité civile	4	1	4
	Dommages aux biens et pertes d'exploitation	1	1	1
	Transport, automobile	1	1	1
	Médiane	4	2	4
	Moyenne	4	2	9

2. Gouvernement d'entreprise et capital social

2.1. Rappel des principes de la gouvernance

L'organisation de la gouvernance de ICE Groupe avec un Directoire et un Conseil de surveillance est adaptée aux spécificités de l'entreprise.

- L'équilibre des pouvoirs

L'équilibre des pouvoirs au sein des mandataires sociaux est assuré avec une définition et un partage très précis des missions de chacun, avec d'un côté un directoire alliant expertise et longue connaissance des sociétés du groupe et d'un autre côté huit – ramenés à six en cours d'exercice – membres du Conseil de surveillance contrôlant le capital et libres de jugement.

- Des membres du Conseil informés et indépendants

Les membres du Conseil sont en permanence informés de l'ensemble des aspects de la marche de la société et de ses performances. Ce contrôle est facilité par une information constante (notamment via l'intranet du groupe) de son Président – actionnaire majoritaire – au sein de la société lui permettant d'accéder directement aux informations internes, dont les très nombreux tableaux de bord.

Au-delà même de leur présence, les membres du Conseil sont très engagés, avec des expériences complémentaires (expertises industrielles, juridiques, financières, etc.), et pour beaucoup d'entre eux, une mémoire historique, c'est-à-dire une connaissance ancienne et approfondie de l'entreprise et de son environnement.

Les membres du Conseil sont tous assidus (94,1% de participation en présentiel ou visioconférence en 2020 malgré la pandémie) et vigilants. Les travaux et les délibérations du Conseil se font de manière parfaitement indépendante des engagements opérationnels du Directoire.

- Un Conseil qui dispose d'une large palette de moyens

Le Conseil dispose des moyens qui lui permettent de traiter en toute liberté des questions qui le concernent, notamment quand il s'agit de contrôler la bonne gestion et les orientations stratégiques de l'entreprise et d'assurer le suivi de leur mise en œuvre. Le Directoire communique en transparence et a le soutien du Conseil dans les choix stratégiques qu'il lui propose et qui sont contrôlés par ce dernier. Le Président du conseil conduit les travaux du Conseil pour permettre cette adhésion, sans laquelle le Directoire ne saurait totalement s'impliquer et assurer en toute confiance et sérénité le développement de l'entreprise.

2.2. Mandataires sociaux

2.2.1. Composition du Directoire

Depuis avril 2015, le Directoire comprend 3 membres, un président, Monsieur Pierre Fustier, et 2 membres, Messieurs François Bertauld, et Didier Bantegnies. Les mandats de membres du directoire, d'une durée de 4 années, ont été renouvelés en 2019, avec pour échéance l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2022.

Au moment de l'assemblée générale annuelle de cette année, Monsieur Bruce Hubert devrait rejoindre le directoire.

2.2.2. Composition du Conseil de surveillance

Au 30 avril 2021, le Conseil de surveillance devrait comprendre 6 membres :

- deux membres (dont l'un est président du Conseil), issus de la famille de M. Jacques Boulard, qui détient 52,66% du capital – M. Jacques Boulard et M. Matthieu Boulard ;

- deux membres issus de la famille Neveu, qui détient 6,61% du capital – M. François Neveu et Mme Marie-Laure Neveu-Gohier ;

- deux membres, issus de la famille de M. Daniel Boulard, qui détient 5,75% du capital – Mme Laurence Boulard et M. Arnaud Boulard.

Issue de la famille Fustier détenant 10,71% du capital, Mme AL Kim Fustier-Malpuech, qui était membre du conseil depuis 2016, a été contrainte par son employeur HSBC, où elle exerce une activité de Director Equity Research, de démissionner en septembre dernier en raison d'un « risque de conflit d'intérêt ».

De même, Monsieur Alain Neveu, dans sa nouvelle fonction de membre permanent du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable, est également contraint de démissionner en raison des procédures déontologiques de son service d'inspection au ministère de la Transition écologique et Solidaire. Son départ sera effectif à l'occasion de l'Assemblée générale du 30 avril 2021. Il propose que son fils François le remplace au Conseil.

Après une formation en école de commerce (NEOMA Reims Business School), Monsieur François Neveu, né le 17 novembre 1986 (34 ans), a amorcé sa carrière comme auditeur financier chez Alstom puis Deloitte avant de rejoindre à Genève la société Automatic Data Processing où il exerce une

fonction de Finance Business Partner Manager pour les départements IT et R&D.

Le mandat de Monsieur Jacques Boulard, Président du conseil, a été renouvelé en 2018 et court jusqu'en 2024.

Les mandats de membres du conseil de surveillance de Mesdames Marie-Laure Neveu-Gohier et Laurence Boulard ont été renouvelés en 2019 et courent jusqu'en 2025. Celui de Monsieur Arnaud Boulard nommé en 2019 court jusqu'en 2025 et celui de Monsieur Matthieu Boulard nommé en 2015 vient à échéance avec la prochaine assemblée. Il est candidat au renouvellement de son mandat. Compte tenu du départ de Monsieur Alain Neveu de son mandat de vice-

président du conseil, Monsieur Matthieu Boulard pourrait reprendre ce mandat.

Une représentation des femmes et des hommes conforme aux dispositions de la loi

Depuis 2013, le Conseil a recherché une représentation équilibrée des femmes et des hommes telle que prévue dans les grandes sociétés. Après le départ du Conseil de Madame Kim Fustier-Malpuech et le remplacement de Monsieur Alain Neveu par son fils, le Conseil de surveillance de 6 membres, 2 femmes et 4 hommes, continue de respecter la loi du 4 août 2014 (Copé-Zimmermann) relative à la parité homme-femmes.

Liste des mandats et fonctions des mandataires sociaux le 30 avril 2021

Directoire



Pierre Fustier

Docteur en économie & administration des entreprises, IAE, DECS. Directeur financier, directeur administratif et financier adjoint au PDG, puis directeur général du directoire. **Président du directoire** à compter de 2009, son mandat a été renouvelé en 2019, à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2022.

Autres mandats et fonctions en cours

- Président de CEE Italiana srl, COMPELMA S.A.S., ICE S.A.S., ICELIA S.A.S., STIC Société Technique d'Ingénierie et de Coopération S.A.S. et WaT S.A.S.
- Directeur général de Apilog S.A.S., EC2E S.A.S., Groupe CEPA S.A.S., ISIT S.A.S., Le Genévrier S.A.S., Médiane Système S.A.S., OTN S.A.S., STILOG IST S.A.S. et WaT Portage S.A.S.
- Gérant de ABCR S.C.I., ECI SARL, Domus Effectus S.C.I.
- Administrateur de CEE Relays Ltd et Continental de Equipos Eléctricos S.A.

Détient 28 641 actions ICE Groupe en toute propriété et 94 746 en nue-propriété dans la société ICELIA qu'il préside.



Didier Bantegnies

AM. Carrière entièrement à ICE: initialement au service méthode puis en charge de la qualité, directeur de production, directeur de division. A compter d'avril 2015, **directeur général de ICE. Membre du directoire** depuis 2015, son mandat a été renouvelé en 2019, à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2022.

Autres mandats et fonctions en cours

- Administrateur de CEE Italiana srl, CEE Relays Ltd, Continental de Equipos Eléctricos SA.
- Président de D3CN S.A.S.
- Président du Conseil de surveillance de Médiane Système S.A.S.
- Vice-Président des Conseils de surveillance de Groupe CEPA S.A.S., OTN S.A.S. et STILOG IST S.A.S.



François Bertauld

ISEP. Ingénieur développement puis chef de projet. Fondateur de Médiane Système. Directeur général, président-directeur général en 2010, puis président depuis avril 2020. **Membre du directoire** depuis 2015, son mandat a été renouvelé en 2019, à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2022.

Autres mandats et fonctions en cours

- Président du Conseil de surveillance de STILOG IST S.A.S.
- Président d'ISIT S.A.S.
- Gérant de CAVIST S.A.R.L. et Médiane Benelux Sprl
- Cogérant de MELUDEL S.C.



Bruce Hubert

Formation d'expertise comptable. Carrière amorcée dans le contrôle de gestion (France, USA) puis la gestion d'entreprises à l'international (Mexique, Argentine). Entré à OTN en 2010, il en devient le **directeur général**. Candidat le 30 avril 2021 pour un mandat de **membre du directoire** à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2025.

Autres mandats et fonctions en cours

- Président de HBR Invest S.A.S.
- Vice-Président de H2H S.A.S.
- Gérant de Hirst S.C.I. et EMC - Electro Medias Confectii, S.R.L.
- Membre du Conseil de surveillance de Groupe CEPA S.A.S.

Conseil de surveillance



Jacques Boulard

Fils de Paul Boulard, principal fondateur de ICE en 1947. X-Ponts, IEP Paris, IHEDN.

Ingénieur général des Travaux Maritimes de la Marine Nationale.

Vice-président du Conseil de surveillance, puis membre du Directoire. **Président du**

Conseil de surveillance depuis 2006.

Nommé le 27 avril 2018, mandat à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2023.

Autres mandats et fonctions en cours

Président des Conseils de surveillance de Groupe CEPA S.A.S. et d'OTN S.A.S.

Détient 242 832 actions ICE Groupe en toute propriété et 170 000 en droit aux bénéfices (contrôle majoritaire avec ses enfants).



Arnaud Boulard

ESIEE. Carrière industrielle chez Schneider Automation, Alcatel Space et GFI Consulting (programme Airbus), puis gérant de sociétés dans le domaine de l'immobilier.

Nommé à l'assemblée du 26 avril 2019 pour un mandat à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2024.

Autres mandats et fonctions en cours

Gérant de DAJIMMO Sarl, Le Dauphiné Sarl, Abfinlauz Sarl et cogérant de Joly Sarl.

Détient 5 actions ICE Groupe.



Laurence Boulard

EBS. Carrière commencée en entreprises, banques et cabinets de conseil et d'audit, puis expert-comptable.

Membre du Conseil de surveillance depuis 2013, son mandat a été renouvelé en 2019, à échéance de l'assemblée générale

annuelle statuant sur l'exercice 2024.

Autres mandats et fonctions en cours

Gérante de ARLAJE S.C.I., LBO Consulting Eurl et LBO Expertise Sarl.

Détient 5 actions ICE Groupe.

2.2.3. Rémunération des dirigeants et jetons de présence

Intégrant la part de son président, la rémunération globale versée au Conseil de surveillance au titre de l'exercice 2020 a été de 87 480 euro.

Comme les dividendes, les jetons de présence avaient été augmentés de +1,2% et +2,44% les deux dernières années. Cette année, à l'instar des dividendes, dans un contexte de légère baisse du coût de la vie et de baisse des résultats consolidés, il vous est proposé une légère diminution des jetons de présence du Conseil de surveillance.

Après les mouvements dans la composition du Conseil, cela correspondrait globalement à des jetons de 40 320 euro.



Matthieu Boulard

Fils de Jacques Boulard.

ISC. Carrière chez l'éditeur de logiciels informatiques UBISOFT puis artiste plasticien et responsable pédagogique du Mastère production de JV - ISART Digital.

Membre du Conseil de surveillance depuis

2003. Nommé le 30 avril 2015, mandat à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2020.

Détient 122 000 actions ICE Groupe en toute propriété et 105 000 en nue-propriété.



Marie-Laure Neveu-Gohier

DESS droit notarial, Diplôme Supérieur du Notariat DSN. Notaire salariée. Spécialisation en droit de l'immobilier.

Membre du Conseil de surveillance depuis 2013, son mandat a été renouvelé en 2019,

à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2024.

Détient 5 actions ICE Groupe.



François Neveu

MSc PGE Business Administration & Management, NEOMA Reims Business School. Ancien auditeur interne financier senior. Actuellement Finance Business Partner Manager pour les départements IT et R&D de ADP Automatic Data Processing.

Candidat à l'assemblée du 30 avril 2021 pour un mandat à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2026.

Prêt par son père Alain Neveu de 5 actions ICE Groupe.

2.2.4. Commissariat aux comptes

Les mandats de la SOCAUDIT, représentée jusqu'à l'assemblée du 30 avril 2021 par M. Hervé-Jérôme Buffière puis par M. Pierre-Jean Frison, en tant que commissaire aux comptes titulaire, et de J. Causse et associés, en tant que commissaire aux comptes suppléant, ont été renouvelés lors de l'assemblée de 2018 et courent jusqu'en 2024.

Le mandat de SKA, représentée par M. Franck Elbase, en tant que commissaire aux comptes titulaire a été renouvelé en 2020 et court avec pour échéance l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2025.

2.3. Rapport du conseil de surveillance pour 2020

Conformément à la réglementation, nous avons l'honneur de vous présenter le rapport de votre Conseil de surveillance sur l'exercice 2020.

Observations sur le groupe ICE

Evolution de la structure

L'exercice 2020 a connu le rattachement au groupe de 51% de la société Groupe CEPA possédant elle-même 100% de CEPA SAS et 34% de la société marocaine Technicam, conduisant à la restructuration du pôle "câblage", avec OTN affectée des 51% de Groupe CEPA, elle-même transformée en SAS à conseil de surveillance avec des échanges croisés de dirigeants OTN et Groupe CEPA dans leurs conseils de surveillance respectifs, puis l'achat de la société roumaine rebaptisée EMC, à parts égales entre OTN et Groupe CEPA.

Le groupe ICE repose ainsi dorénavant sur trois pôles d'importances comparables : câblage ; autres hardware et ingénierie.

Relations internes au groupe

Les conditions sanitaires liées à la Covid19 ont perturbé les réunions des dirigeants du groupe, ce qui n'a pas empêché les contacts intra-groupe et la recherche de projets pouvant être réalisés en partenariat interne.

Cependant, en raison de la diminution des études soustraitées par ICE à Médiane Système du fait de la progression du programme SmartElectre de RTE, qui était un gros contributeur des prestations intra-groupe, le chiffre d'affaires intra-groupe en excluant les portages et les redevances pour services rendus par la maison mère, c'est-à-dire traduisant de réelles prestations marchandes, est en diminution à 4,4% du chiffre d'affaires consolidé en 2020 contre 5,3% en 2019. Ces chiffres sont respectivement de 6,2% et 7,3% si on inclut les redevances. Cela devrait inciter les dirigeants à profiter plus avant des synergies qu'offre notre confédération, et qui sont loin d'être complètement exploitées.

Ressources humaines

2020 a vu la confirmation des difficultés de recrutement et de fidélisation de collaborateurs ressenties depuis plusieurs années, notamment dans les métiers de l'informatique. Cependant les perturbations liées à la pandémie ont conduit à une réduction des besoins en la matière. La perte du client principal d'ICE a même conduit cette filiale à une déflation partiellement subie, du fait du départ volontaire de plusieurs collaborateurs des services techniques, ce qui se traduit par une perte préoccupante de connaissances sur le fonctionnement des postes de transformation et les produits associés.

Observations sur l'activité du groupe

L'activité et les résultats ont été impactés par les perturbations apportées par la pandémie. Ainsi le **chiffre d'affaires consolidé** du groupe (105,6 M€) dépasse pour la quatrième fois le seuil des 100 millions d'euro mais est en léger recul (-2,9%) par rapport à 2019, malgré l'apport partiel du groupe CEPA. Le **résultat net** part du groupe à 3,82 M€ est en forte diminution de -40% sur 2019, mais reste néanmoins sinon inespéré, du moins appréciable.

A noter que le résultat net de la filiale ICE accentue sa dérive négative compte tenu de la persistance des efforts internes en R&D et de l'arrêt des commandes PCCN. La locomotive qui tire le résultat opérationnel du groupe pour 2020 est surtout le pôle câblage et devrait le rester en 2021 compte tenu de l'apport en année pleine de CEPA.

Perspectives 2021

On ne peut que se féliciter de la politique de diversification du groupe par croissance externe menée depuis vingt ans, qui a pour effet de lisser les aléas. En effet, si ICE était restée seule en distribuant ses bénéfices aux actionnaires au lieu de les investir dans des achats de sociétés, il y a de grandes probabilités qu'elle aurait aujourd'hui disparu.

La grande résilience dont le groupe a fait preuve en 2020 laisse penser qu'il pourra également passer le creux conjoncturel qui se prolonge en 2021, d'autant qu'il dispose encore d'une trésorerie appréciable de 37 M€ (dont 17 net de dettes financières) fin 2020.

Observations sur l'activité de votre société ICE Groupe

L'exercice 2020 a un résultat d'exploitation à +75 k€, les frais de gestion imputés aux sociétés du groupe couvrant les dépenses d'exploitation constituées essentiellement de salaires.

Le résultat financier de 4,75 M€ correspond pour plus de 70% aux dividendes reçus des sociétés du groupe, dont ICE est absente. Il est en progression de +75% sur celui de 2019, cela étant également dû à la reprise d'anciennes provisions pour dépréciation de titres (STIC).

Organisation des travaux de contrôle

Votre Conseil a suivi l'évolution du groupe au long de l'exercice 2020. Son président a continué de recevoir régulièrement les informations et comptes rendus internes pertinents, y compris pendant ses indispositions pour raisons de santé. Ses mandats de président du Conseil de surveillance de deux autres entreprises du groupe lui ont par ailleurs permis de se tenir au courant plus précisément de la marche de ces sociétés.

A l'occasion des cinq réunions de 2020 (dont 2 en visioconférence), votre Conseil a été informé par le Directoire, au moyen de rapports d'étape très détaillés, des performances des sociétés et de l'évolution de la politique du groupe, le tout à sa satisfaction et dans le respect de la loi et des statuts.

Votre Conseil a, conformément à la loi, examiné les comptes de l'exercice 2020 arrêtés par le Directoire. Il a également examiné les comptes consolidés. Il n'a aucune observation à formuler sur ces documents.

Proposition d'affectation des résultats

Le Directoire propose de verser en 2021 un dividende en légère diminution par rapport à celui versé en 2020, évolution sensiblement inférieure à celle des résultats consolidés. Cela représente une part modérée – 19,1% – du résultat net (24,15% du résultat net part du groupe), dans la continuité de la politique industrielle de réinvestissement, notamment

par croissance externe, menée depuis plusieurs années et de maintien d'une trésorerie abondante pour parer à un éventuel retournement conjoncturel.

Par ailleurs, la comparaison sur une longue période (depuis 1992) des dividendes et de l'indice général des prix donne en 2020 les majorations suivantes :

- Dividendes +69,5%
- Prix +45,4%

La trésorerie disponible permettant largement le versement de ce dividende, votre Conseil considère que cette proposition d'affectation est raisonnable.

Conclusion

Nous vous proposons d'approuver l'ensemble des résolutions telles qu'elles vous sont proposées par le Directoire.

Le Conseil de surveillance

2.4. Informations concernant l'actionnariat et l'attribution d'actions de performance

2.4.1. Montant et répartition

Un actionnariat fidèle

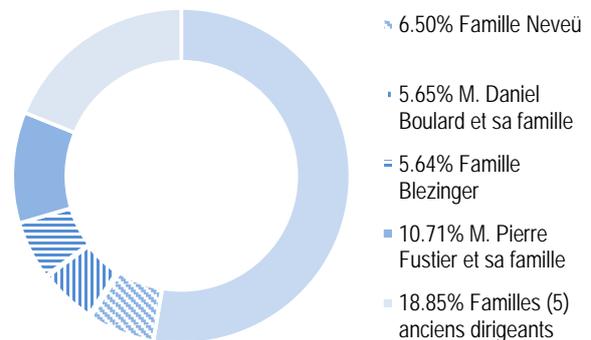
Le 16 juin 2020, le montant du capital a été majoré de 200.000 euro pour permettre l'attribution gratuite d'actions ordinaires de la société au profit du Président du directoire, conséquence de l'autorisation consentie par l'assemblée générale extraordinaire (AGE) du 27 avril 2018. Le capital social est donc passé de 11.324.000 euro à 11.524.000 euro. Par ailleurs, en mai Madame Liliane Broussard, qui détenait plus du vingtième du capital, en a cédé le solde (42%) de la nue-propriété à ICELIA, présidée par Monsieur Pierre Fustier, président et déjà actionnaire de la société.

Enfin en septembre, Monsieur Jacques Boulard a réalisé une nouvelle donation-partage d'une partie de ses actions à son fils Matthieu Boulard ; ce dernier a ainsi reçu 40.000 actions en nue-propriété et 50.000 en toute propriété.

Au moment de la rédaction de ce rapport, et conformément aux dispositions de l'article 233-13 de la Loi sur les sociétés commerciales, nous vous indiquons ci-après l'identité des titulaires de participations directes ou indirectes significatives du capital social :

- M. Jacques Boulard : plus du cinquième.
- M. Matthieu Boulard : plus des trois vingtièmes.
- M. Thomas Boulard et M. Pierre Fustier-ICELIA : plus du dixième.
- Mme Carine Vaquette et succession Arlette Neveu, MM. Jean-Baptiste Colombel et Daniel Boulard : plus du vingtième.

Composition actionnariat ICE Groupe 31/12/2020



2.4.2. Rapport spécial du Directoire sur les attributions réalisées

Mesdames, Messieurs,

Le présent rapport spécial a pour objet de décrire à votre assemblée, conformément au premier alinéa de l'article L. 225-197-4 du code de commerce (les autres alinéas ne s'appliquant pas), les opérations d'attribution gratuite d'actions ordinaires de la société, réalisées par le Directoire jusqu'à ce jour, en vertu des autorisations consenties par les assemblées générales extraordinaires (AGE) en date du 27 avril 2018 et du 26 avril 2019.

Nous vous rappelons que ces assemblées générales extraordinaires ont autorisé le Directoire, conformément aux articles L. 225-197-1 et suivants du code de commerce, à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions ordinaires de la société à émettre au profit du Président du directoire, et cela pendant une durée maximum de 38 mois à compter de la date de l'assemblée.

Les assemblées générales du 27 avril 2018 et du 26 avril 2019 ont fixé à un an la durée minimale de la période d'acquisition à l'issue de laquelle chaque attribution des actions ordinaires aux bénéficiaires deviendra définitive, sous réserve de respecter des conditions à déterminer par le Directoire et a fixé la durée minimale de la période de conservation des actions par le bénéficiaire à deux ans à compter de la date d'attribution définitive des actions ; elle a précisé de

surcroît que le bénéficiaire étant mandataire social, il ne pourra pas céder ces actions avant la cessation de sa fonction.

Le nombre maximum d'actions ordinaires de la société susceptibles d'être attribuées gratuitement en vertu de ces deux mêmes autorisations a été fixé par chaque assemblée générale à 40.000 actions (soit un total de 80.000 actions, sous le plafond de 10% du capital de la société à la date de chaque décision d'attribution conditionnelle d'actions par le Directoire).

Modalités définies par le directoire pour les attributions d'actions gratuites

Lors de sa réunion du 17 juin 2019, le Directoire a décidé d'attribuer un nombre maximal total de 80.000 actions gratuites (chaque action de valeur nominale de 10 €), selon les modalités et conditions définies dans le Règlement du plan d'attribution d'actions gratuites.

Détermination des bénéficiaires de l'attribution d'actions gratuites

Le Directoire, à l'unanimité, a suivi les recommandations faites aux assemblées générales du 27 avril 2018 et 26 avril 2019 par le Conseil de surveillance, en décidant que l'attributaire serait Monsieur Pierre Fustier, président du directoire.

Vous trouverez ci-après un tableau récapitulatif "Plan 2018" correspondant à l'autorisation donnée par l'AGE de 2018. Il rend compte du nombre et de la valeur des actions conditionnelles qui ont été attribuées gratuitement au bénéficiaire durant l'année 2019 (la première attribution du 17 juin 2019, remplaçant purement et simplement celle de l'année précédente, du 2 mai 2018). Ce tableau, ainsi que celui "Plan 2019" relatif à l'autorisation de l'AGE de 2019, mentionnent

également le calendrier relatif aux tranches ultérieures, tel que retenu dans le Règlement du plan d'attribution d'actions gratuites approuvé par le directoire le 17 juin 2019.

Le 17 juin 2020, la première tranche de 20.000 actions du "Plan 2018" a été définitivement attribuée à Monsieur Pierre Fustier, président du directoire.

Attributions réalisées

Attribution d'actions gratuites ICE Groupe			
Plan 2018			
Date d'AG	27-avr-18		
Valeur nominale d'une action	10 €		
Nombre d'actions attribuées à M Pierre Fustier	20 000 (1° tranche)	20 000 (2° tranche)	40 000 (total)
Date d'attribution conditionnelle (début de la période d'acquisition)	17-juin-19	17-juin-20	20 000
Date d'attribution définitive, sous réserve de respect des conditions fixées	17-juin-20	17-juin-21	
Cession possible à compter du (fin de la période d'obligation de conservation)	17-juin-22	17-juin-23	
(toutefois, le bénéficiaire étant mandataire social, il ne pourra pas les céder avant la cessation de ses fonctions)			

Attribution d'actions gratuites ICE Groupe			
Plan 2019			
Date d'AG	26-avr-19		
Valeur nominale d'une action	10 €		
Nombre d'actions attribuées à M Pierre Fustier	20 000 (3° tranche)	20 000 (4° tranche)	40 000 (total)
Date d'attribution conditionnelle (début de la période d'acquisition)	17-juin-21	17-juin-22	
Date d'attribution définitive, sous réserve de respect des conditions fixées	17-juin-22	17-juin-23	
Cession possible à compter du (fin de la période d'obligation de conservation)	17-juin-24	17-juin-25	
(toutefois, le bénéficiaire étant mandataire social, il ne pourra pas les céder avant la cessation de ses fonctions)			

Le Directoire

3. Chiffres clés et commentaires sur l'exercice 2020

3.1. Situation et activité du groupe

3.1.1. Synthèse des résultats 2020

La pandémie de la Covid-19 a entraîné une crise économique affectant sensiblement notre entreprise : au lieu de la belle progression interne escomptée, majorée de l'apport de CEPA, notre activité s'est tassée et nos résultats en ont été nettement réduits :

- Le **chiffre d'affaires** s'est élevé à **105,6 M€** l'année dernière, en diminution de 2,9%.
- Le **résultat d'exploitation** a été plus profondément affecté, à **4,33 M€ (-35%)**, proche du **résultat courant** de **4,27 M€**.
- Le **résultat net** part du groupe, qui avait bien progressé les deux exercices précédents, a été plus impacté, à **3,82 M€**.
- La **trésorerie** nette des dettes financières, qui avait également précédemment bien augmenté, a un peu fléchi, à **+18,8 M€**, sans que la solidité financière soit remise en cause, ce qui permet la poursuite de notre croissance interne et externe.

3.1.2. Entrées de commandes consolidées

Après avoir bien progressé en 2018 et 2019 (+4,5% et +3,2%), les prises de commandes se sont tassées de 4% l'année dernière, à 104,5 M€. Après un impact marqué au cœur du confinement sanitaire du second trimestre, la reprise s'est accélérée : au dernier trimestre, les entrées de commandes ont légèrement progressé (+2,5% en intégrant les commandes d'OTN).

A l'opposé des tendances précédentes, le fléchissement des entrées de commandes a été concentré dans l'activité d'*ingénierie* (-8%), la branche *hardware* demeurant stable.

3.1.3. Chiffre d'affaires consolidé

Le fléchissement annuel de 2,9% (-8,9% à isopérimètre sans CEPA) s'est réparti entre une baisse de -4,8% au premier semestre et -1,4% au deuxième semestre. Comme pour les commandes, le tassement a été concentré sur la branche *ingénierie* (-8,3%), la branche *matériels* (hardware) ayant légèrement progressé (+1,3%), les contractions de l'activité *protection et contrôle* (-19%), et des *spécialités électroniques* (-14%) étant compensées par la forte progression du *câblage* (+50%) bénéficiant de l'apport de CEPA. Cette dernière évolution a permis à la branche d'activité *énergie* de progresser de près de 7%.

Dans ces conditions, la répartition des activités au sein du Groupe entre les *matériels* et les *services* est demeurée relativement équilibrée (59% / 41%). Le positionnement du groupe sur plusieurs secteurs d'activité, proches mais non directement corrélés, permet d'obtenir une meilleure stabilité globale tout en bénéficiant des *croissances* — parfois avec des à-coups importants — de chacun d'eux.

Les ventes à l'*international*, qui s'étaient fortement développées au cours des deux années précédentes (+50%), ont reculé de -13%, représentant 15% des ventes totales.

En milliers d'euro	2020			2019		2018
	Milliers d'euro	Poids en %	Croissance en %	Milliers d'euro	Croissance en %	Milliers d'euro
Chiffre d'affaires par secteur d'activité et zone géographique						
Protection et contrôle (1)	23 089	22%	-19%	28 362	-4.1%	29 568
Câblage (2)	25 020	24%	+50%	16 669	+12%	14 915
Énergie (3=1+2)	48 108	46%	+6.8%	45 031	+1.2%	44 483
Industrie - spécialités électroniques (4)	13 785	13%	-14%	16 049	+12%	14 320
Hardware - Énergie et industrie (5=4+3)	61 893	59%	+1.3%	61 080	+3.9%	58 804
Informatique technique et logiciel (6)	31 102	29%	-8.0%	33 806	+11%	30 492
Automatisme et outils de R&D (7)	12 556	12%	-8.9%	13 786	-1.5%	13 992
Software - Ingénierie (8=6+7)	43 658	41%	-8.3%	47 592	+7.0%	44 484
Groupe*	105 588	100%	-2.9%	108 709	+5.2%	103 311
* dont France	89 439	85%	-0.7%	90 052	+3.6%	86 910
* dont international	16 148	15%	-13%	18 657	+14%	16 401

Énergie et industrie (hardware)

Cette branche d'activité, qui comprend le secteur *Protection et contrôle*, à l'origine du groupe, le *câblage électrique*, en fort développement, et les *spécialités électriques et électro-niques* a représenté 59% des ventes totales, progressant globalement annuellement de +1,3%.

Protection et contrôle



Le chiffre d'affaires de la partie **Protection et contrôle** réalisée en France par ICE s'est fortement contracté, -24%, avec des évolutions particulièrement contrastées entre ses trois grands marchés, RTE, Enedis et, hors T&D, industrie et ferroviaire. Outre la crise sanitaire, la sortie du marché PCCN d'Enedis – devenu exclusivement un marché de prix – a provoqué une violente chute de l'activité avec cet ancien client principal. A l'inverse, alors que se poursuivait l'étude *Smart Electre* (qui étend le contrôle-commande numérique à l'ensemble des postes RTE, jusqu'à 225 kV), les affaires avec ce client ont bien progressé (+26%). L'activité hors T&D a été impactée par la crise économique apportée par la pandémie de la Covid-19, avec un recul de -9% essentiellement concentré sur l'exportation ; les autres affaires en France, dans l'industrie et le ferroviaire sont parvenues à demeurer globalement stables.

A l'exception de l'Italie, l'activité dans l'Union Européenne des sociétés du secteur **Protection et contrôle**, encore relativement soutenue en début d'année, a été nettement impactée par la crise économique et la chute des prix du pétrole.



Après les fortes progressions de ses ventes dans les deux précédents exercices (+41% et +23%), l'activité de CEE España a été fortement réduite par la crise économique (en particulier pétrolière, -67% du secteur Oil & Gas) : ses entrées de commandes ont ainsi chuté de -40%. Simultanément, puisant dans l'important carnet de commandes de début d'année, le chiffre d'affaires a un peu mieux résisté (-20%). La diminution des affaires a été concentrée à 85% sur les *études* (-63%), les *relais* diminuant de -18% et se reprenant même de +9% au dernier trimestre.



Bénéficiant d'une très grosse affaire de négoce – complétée par des relais – pour la rénovation d'installations pétrolières à l'étranger, on et offshore, les commandes de CEE Italiana ont brillamment échappé cette année à la crise économique et pétrolière. Bien au contraire, elles ont fortement progressé, avec +41% en 2020, triplant en trois ans. A l'exception des interventions sur site nettement impactées par le confinement, tous les segments d'activité ont été stables ou ont progressé : la famille du *négoce* a triplé, les activités d'*ingénierie études* et *fabrication d'armoires spéciales* ont fortement progressé (+76%) et les *relais* ont conservé leur ancien niveau (avec un fort rebond au dernier trimestre – doublement – lié à l'affaire de négoce).



Après son fléchissement de 2019, l'activité de CEE Relays a été impactée en début d'année par la crise sanitaire et pétrolière, mais, grâce à un dernier trimestre en net rebond (+65%), ses commandes sont finalement parvenues à égaler celles de 2019 (+1,3%). Le chiffre d'affaires a légèrement mieux performé, avec +3,5%. A l'exception d'une baisse des *services*, les autres segments d'activité, *relais* et *négoce*, ont tous bien progressé (+13% et +23%).

Câblage



Après leur reprise de +9,2% en 2019, les ventes d'OTN, spécialisée dans le **câblage** et les **travaux électriques**, ont progressé de +3,1% sur l'exercice, dont +9% au dernier trimestre. Le contexte défavorable à l'investissement industriel a continué de peser sur l'activité de *câblage industriel* dont les ventes ont fléchi de -17%. L'envolée (+72%) de l'activité *ferroviaire* a cependant permis une progression globale de +6% de la branche câblage. Les ventes de l'activité *travaux* se sont simultanément tassées de 6% : après deux années d'interruption, la reprise des installations de cellules dans les postes EDF a fait rebondir les *travaux industriels* alors qu'affectée par de nombreux décalages intempestifs dus aux clients, l'activité de *travaux nucléaires* s'est légèrement contractée.



Spécialisées dans le **câblage électrique**, les ventes de CEPA ont largement progressé (+11%) depuis que la société a rejoint le groupe en juin. La fin d'année a même bénéficié d'une nette accélération de l'activité, la hausse du chiffre d'affaires atteignant +26% au dernier trimestre.



Exclusivement dédiée jusqu'à présent à l'activité de **câblage électrique** (en particulier de faisceaux) pour CEPA, les ventes de Technicam, participation marocaine détenue à 34% par ce dernier, ont poursuivi leur forte progression en 2020, avec +11%. Les quatre dernières années ont enregistré un quasi doublement de son chiffre d'affaires (+89%).



Acquise au 1^{er} décembre à parité par OTN et Groupe CEPA, cette société roumaine spécialisée dans le **câblage électrique** est exclusivement dédiée à servir les clients de ces deux sociétés en Europe de l'est.



Après leur vive progression de 2019, les ventes d'ECI, spécialisée dans le **câblage électrique**, ont été fortement impactées par la crise sanitaire provoquant une fermeture puis une activité réduite des chantiers de bâtiment ; en effet ces derniers ont été ralentis par le recours généralisé au travail à distance dans les bureaux d'études et des problèmes d'approvisionnement. En conséquence, le chiffre d'affaires s'est contracté de -18%.

Spécialités électriques et électroniques



Bien que, reflétant de fortes ambitions de développement, ses effectifs commerciaux aient été nettement renforcés, le contexte de crise économique a fortement impacté à court terme son activité principale dans le **matériel de maintenance** (-29%) : la durée de vie des produits y dépasse 10 ans et les clients peuvent donc reporter leurs investissements de quelques mois sans difficulté. Simultanément, bénéficiant d'une gamme nouvelle et compétitive, d'un bon travail commercial et d'un marché moins cyclique, la gamme **monétique** (centrales de paiement) a connu un fort développement (+23%). Cependant, la part minoritaire de cette deuxième activité n'a pas été suffisante pour empêcher une diminution globale de -19% des ventes.



L'amélioration des commandes de Compelma entamée au troisième trimestre (+9%, après -43% au premier semestre) s'est amplifiée en fin d'année : elles ont ainsi bondi de +45% au dernier trimestre, limitant leur contraction sur l'ensemble de l'exercice 2020 à -15%. Suivant avec quelques mois de décalage l'évolution des commandes, le chiffre d'affaires a baissé de -30%. Les produits de **blindage CEM** et les produits **thermiques** ont diminué respectivement de -32% et -6% alors que les produits **divers** ont augmenté de +50%. Les ventes auprès du **secteur télécoms** ont chuté à l'inverse des secteurs **sécurité** et **militaire**.



Après un exercice 2019 exceptionnel, 2020 s'est avéré encore meilleur pour les **télécommunications FM107.7** sur **autoroute** assurées par STIC : les ventes ont ainsi augmenté de +8,4%. La progression a été concentrée sur les ventes de **matériel** qui se sont accrues de +32%, alors que les **services** diminuaient. L'important projet d'équipement en réseau iso-fréquence synchrone des autoroutes algériennes a fini d'être livré à **Ericsson**. Par ailleurs, les besoins de renouvellement de matériels auprès des sociétés d'autoroutes françaises, notamment **Cofiroute**, **SANEF** et **AREA**, ont continué d'être très soutenus.

Ingénierie (software)

Ingénierie technique et logiciel

Les ventes de **l'ingénierie technique et logiciel** ont diminué globalement de -8%, entraînées principalement par le fort impact des crises sanitaire et économique sur l'informatique technique.



Affecté par les crises qui touchent en particulier la sous-traitance et les programmes de R&D, le chiffre d'affaires de l'activité en **informatique technique** de Médiane Système a diminué de -12%. Les effectifs se sont également tassés et le taux d'intercontrat s'est dégradé. La baisse a été concentrée sur l'activité de **centre de services** qui avait le plus progressé dans les années précédentes, les **forfaits** et surtout l'**assistance technique** fléchissant moins. Les deux princi-

aux secteurs du **ferroviaire** et de **l'équipement électrique** ont le mieux résisté à la baisse générale, au contraire de **l'énergie**, du **médical** et de **l'automobile**. Par agence, la baisse de l'activité s'est concentrée sur **Paris**, **Lyon** et **Grenoble** étant moins affectées.



Après son démarrage en début 2019, l'activité d'**assistance technique** de la nouvelle filiale Médiane Benelux installée à Bruxelles avait de belles perspectives en 2020 et a poursuivi son développement rapide en début d'année. Le confinement sanitaire et la crise économique lui ont porté un net coup d'arrêt. Finalement, la facturation 2020 a été au même niveau que l'année précédente.



Médiane Ingénierie, participation de Médiane Système détenue à 39% dans le même métier de **l'informatique technique** à Toulouse, qui avait bien progressé au cours des années précédentes, a été fortement affectée par la crise sanitaire et économique : son chiffre d'affaires a ainsi reculé de -28%. La tendance négative s'est néanmoins atténuée au cours des derniers mois, bénéficiant d'une activité soutenue chez quelques clients, notamment **Alstom**.



L'évolution négative de l'activité observée avec la pandémie s'est modérée en fin d'année. Cela a limité la baisse du chiffre d'affaires de Stilog IST sur l'ensemble de 2020 à -9%. Avec un tassement des effectifs en fin d'exercice (-6%), plus aucun salarié ne se trouvait alors en chômage partiel. Le chiffre d'affaires de l'activité **d'édition de logiciel (Visual Planning)** s'est consolidé (-1,2%) : la grande difficulté de réaliser des **prestations de conseil** chez les clients en raison des confinements a entraîné une contraction de leurs ventes (-16%) que les progressions des ventes de **licences** et de **maintenance** n'ont pu totalement compenser. Simultanément, la crise a durement impacté l'activité d'ESN spécialisée en **informatique scientifique** (-19%), qui s'était très vivement développée au cours des trois années précédentes dans le secteur **aéronautique**.



Après un début d'année fortement affecté par la crise sanitaire aux États-Unis et donc en net retrait sur les ambitieux budgets, les ventes de STILOG Inc., commercialisant le **logiciel Visual Planning** sur le marché américain, ont rebondi de plus de +60% au dernier trimestre. Au total, le chiffre d'affaires a progressé de plus de +20% sur l'ensemble de l'exercice. Comme sa société mère Stilog IST, les ventes de **prestations** ont le plus souffert de la crise, se tassant de -5% ; les autres activités, ventes de **licences** et la **maintenance**, ont poursuivi leur ascension en progressant respectivement de +5% et +35%.

Automatisme et outils de R&D



Très impactée en début d'année par les répercussions économiques de la crise sanitaire, l'activité de WaT, bureau d'études spécialisé dans les **automatismes** et **l'ingénierie de contrôle**

commande, s'est améliorée en fin d'année : après s'être contractées de -10% au premier semestre, les intentions de commandes ont progressé de +6% au second. Compte tenu du décalage temporel entre commandes et ventes, cette reprise de fin d'année n'a pas encore bénéficié à ces dernières, en baisse annuelle de -9%. L'évolution globale annuelle de la société reflète probablement l'évolution générale de son secteur d'activité. Les cinq agences ont été affectées.



Bien que ralentie en fin d'année, la croissance de WaT Portage, spécialisée dans l'activité de **portage salarial**, a continué d'être importante, avec +44%. Les demandes les plus importantes de ses clients finaux continuent de porter sur des postes d'automatiseurs. La partie importante de son chiffre d'affaires amenée par sa société mère WaT a légèrement diminué.



Peut-être encore plus que les autres sociétés du groupe, l'activité d'Apilog, spécialisée dans l'intégration d'**automatismes industriels** pour l'*automobile* et des travaux de **câblage électrique** dans les *aéroports*, a été particulièrement touchée par la crise de ces secteurs : son chiffre d'affaires s'est

contracté de 24%, effaçant le bel accroissement d'activité de l'année précédente. Le principal partenaire *Eisenmann*, disparu en 2019, n'a pas été remplacé.



Après une forte baisse au premier semestre (-20%), l'activité d'ISIT, spécialiste de la **distribution de logiciels** destinés à la R&D de **systèmes embarqués**, a bénéficié d'un fort rebond au cours du deuxième semestre : le chiffre d'affaires y a ainsi augmenté de +29% (dont +32% au dernier trimestre), permettant une progression annuelle de +3,4%. Compte tenu du contexte de crise économique de 2020 affectant en particulier les investissements en R&D, le redressement a dépassé les espérances. La progression globale a été réalisée par les deux principales activités, l'*assurance qualité logicielle* et le *temps réel embarqué*, alors que les plus petites, *réseau industriel et automatisme* et *production & tests* ont reculé.

3.1.4. Résultats

Compte de résultat consolidé 2020, du chiffre d'affaires au résultat opérationnel

La diminution de 2,4 M€ du résultat opérationnel d'une année sur l'autre s'explique notamment par la variation des

éléments suivants (montants supérieurs à 100 milliers d'euro) :

	2020			2019		2018
	En milliers d'euro	Contribution par rapport au résultat	Croissance en %	En milliers d'euro	Croissance en %	En milliers d'euro
Résultat opérationnel par nature de charges						
Chiffre d'affaires	105 587	100%	-2.9%	108 709	+5.2%	103 310
Production stockée & immobilisée	-530	-0.5%	x2.6	-203	-	1 473
Coût d'achat des biens produits	-29 722	-28%	+3.3%	-28 786	+7.6%	-26 765
Marge brute	75 336	71%	-5.5%	79 720	+2.2%	78 027
Consommation en provenance de tiers	-18 045	-17%	-1.5%	-18 312	+6.1%	-17 253
Charges de personnel ⁽¹⁾	-52 735	-50%	-2.5%	-54 087	+2.8%	-52 625
Charges fiscales ⁽²⁾	1 420	1.3%	-1.7%	1 445	x2.1	696
Charges calculées ⁽³⁾	-1 589	-1.5%	-19%	-1 973	+65%	-1 194
Résultat opérationnel	4 334	4.1%	-36%	6 734	-8.6%	7 364

(1) Incluant la participation des salariés (+188 k€ en 2020) et, jusqu'en 2018, le crédit d'impôt compétitivité et emploi (-1,14 M€ en 2018)

(2) Impôts et taxes nets des subventions d'exploitation

(3) Amortissements et provisions nets de reprises

Au total, l'exploitation du groupe peut se résumer ainsi :

- le chiffre d'affaires a atteint 105 587 milliers d'euro, en consolidation de -2,9%,
- la marge brute a diminué de -5,5%, à 75 336 milliers d'euro,

- en raison d'une diminution moins rapide des charges (à l'exception des charges calculées), consommations (-1,5%), et charges de personnel (-2,5%) ainsi que des aides fiscales (-1,7%), le résultat opérationnel s'est contracté de 36%, représentant 4,1% du chiffre d'affaires 2020.

Résultats d'exploitation par secteur d'activité

En milliers d'euro	2020			2019		2018
	Milliers d'euro	Marge en %	Croissance en %	Milliers d'euro	Croissance en %	Milliers d'euro
Résultat opérationnel par secteur d'activité						
Protection et contrôle (1)	-1 194	-5.2%	-	113	-91%	1 211
Câblage (2)	3 186	13%	x2.1	1 491	+2.0%	1 462
Énergie (3=1+2)	1 991	4.1%	+24%	1 603	-42%	2 756
Industrie - spécialités électroniques (4)	2 452	18%	-28%	3 398	+34%	2 531
Hardware - Énergie et industrie (5=4+3)	4 443	7.2%	-11%	5 002	-3.9%	5 203
Informatique technique et logiciel (6)	-20	-0.1%	-	1 787	+0.6%	1 776
Automatisme et outils de R&D (7)	-173	-1.4%	-17%	-210	-	321
Software - Ingénierie (8=6+7)	-194	-0.4%	-	1 577	-25%	2 098
Groupe	4 334	4.1%	-36%	6 734	-8.6%	7 364

La dégradation globale du résultat d'exploitation a été particulièrement marquée dans la branche *Software ingénierie*, simplement proche de l'équilibre.

La branche *Hardware matériel* a mieux résisté, conservant globalement son niveau de résultat, malgré la crise qui a particulièrement affecté le secteur *protection et contrôle*.

Dans l'activité *protection et contrôle* en France, le fort recul des volumes avec *Enedis* et le niveau exceptionnel des dépenses de R&D (35% des ventes) ont impacté la rentabilité : cette dernière, élevée dans le passé puis juste à l'équilibre en 2018, a accentué l'année dernière sa perte de 2019, que l'aide du crédit d'impôt recherche n'a que partiellement atténuée. Dans le même métier de la protection et contrôle, les sociétés réalisant cette activité dans l'UE, qui avaient obtenu d'excellentes marges les années précédentes, ont un peu fléchi, tout en conservant un bon niveau moyen (12% des ventes).

La rentabilité de l'activité *câblage* a fortement progressé (doublement), bénéficiant notamment de l'apport de CEPA ; les marges y ont atteint en moyenne 13% et les bonnes perspectives devraient permettre dans le futur une poursuite de la croissance de leurs résultats.

Après leurs vives améliorations des dernières années, le résultat des *niches de matériels électroniques* s'est un peu

tassé, conservant néanmoins la meilleure marge moyenne du groupe (18%) : les *télécommunications FM sur autoroute*, activité ayant affecté il y a quelques années les résultats du groupe, ont même obtenu une marge record, supérieure à 26% ; simultanément, malgré leurs reculs, les deux autres niches, la *gestion des matériels de maintenance + monétique* et les *composants CEM, thermique et interconnexion* ont conservé des marges non négligeables, supérieures à 12%.

En conclusion, malgré la crise économique et à l'exception de l'activité *protection et contrôle en France*, toutes les activités de la branche *Hardware - Énergie et industrie* ont recouvré des marges nettement positives.

Particulièrement impactés par la crise économique, les résultats de la branche *Software - ingénierie* ont tous été en recul, avec des marges proches de zéro. Les activités ESN de l'*ingénierie technique* ont été les plus affectées, seule sa partie *logiciel en France* continuant d'être profitable (marge 11%, hors CIR). Les autres activités dans les *automatismes* et les *outils de R&D* ont été durement affectées par la contraction des investissements des entreprises.

Diminution du résultat net part du groupe

La baisse du *résultat opérationnel* a été légèrement amplifiée au niveau du *résultat courant* avant impôt par une contraction du *résultat financier*, principalement constitué par les revenus de nos placements de trésorerie.

Ces derniers, qui avaient bénéficié en 2019 du rebond boursier, n'en n'ont plus profité l'année dernière alors que s'est ajoutée l'absence de comptabilisation en résultat d'une partie de leurs performances annuelles (nouvelle augmentation des plus-values latentes – directement constatées en capitaux propres – atteignant 1,15 M€). Ces placements financiers cherchent à pallier l'absence de toute rémunération de notre trésorerie, conséquence des taux à court

terme négatifs. Les placements (représentant 26% de la trésorerie totale et la moitié de la trésorerie nette), partagés entre comptes à terme et supports risqués (majoritairement actions), ont généré un rendement annuel moyen de 5,7%.

Au total, le résultat financier, légèrement négatif, a accentué la baisse du résultat d'exploitation, conduisant à une diminution de 40% du résultat courant. Ce dernier a donc conduit à la même baisse du *résultat net part du groupe* de 3,817 M€. Ce résultat est très en retrait par rapport aux prévisions initiales mais le maintien de notre rentabilité dans le contexte de la violente crise économique – non anticipable – confirme la bonne résilience de la société.

En milliers d'euro	2020			2019		2018
	Milliers d'euro	Poids en %	Croissance en %	Milliers d'euro	Croissance en %	Milliers d'euro
Résultat net par secteur d'activité						
Protection et contrôle (1)	-299	-7.8%	-	836	-45%	1 518
Câblage (2)	1 806	47%	+72%	1 049	-3.8%	1 090
Énergie (3=1+2)	1 507	39%	-20%	1 886	-28%	2 634
Industrie - spécialités électroniques (4)	1 676	44%	-24%	2 196	+54%	1 424
Hardware - Énergie et industrie (5=4+3)	3 183	83%	-22%	4 081	+1.2%	4 032
Informatique technique et logiciel (6)	568	15%	-73%	2 082	+34%	1 555
Automatisme et outils de R&D (7)	3	0.1%	-	-102	-	280
Software - Ingénierie (8=6+7)	571	15%	-71%	1 979	+7.9%	1 835
Holding (9)	62	1.6%	-83%	375	-	-128
Groupe	3 817	100%	-41%	6 435	+12%	5 739

L'essentiel des résultats a été acquis par la branche *hardware - matériel*, mais la branche *software - ingénierie*, qui a montré dans le passé une croissance bien supérieure, pour-

rait rapidement rebondir avec les sorties de la pandémie et de la crise économique induite.

Légère diminution du dividende proposé

La politique de dividende doit intégrer la baisse des résultats de cette année. Dans ce sens, le directoire propose à l'Assemblée Générale d'approuver un dividende de 0,80 euro par action, à rapprocher de 0,85 euro l'année dernière (-5,88%).

Le montant global correspondant de 921 920 euro (-4,22% en intégrant la légère majoration du nombre d'actions) représenterait 19% du bénéfice social et 24% du bénéfice consolidé.

3.1.5. Trésorerie

Toujours nettement positive malgré la crise de 2020

En milliers d'euro	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018
Valeurs mobilières de placements	9 659	8 323	7 138
Comptes bancaires et autres disponibilités	27 363	23 857	18 706
Total (actif du bilan)	37 022	32 180	25 844
- Concours bancaires courants (au passif du bilan)	-32	-55	-400
Trésorerie	36 989	32 125	25 445
Fournisseurs d'immobilisations financières	143	211	276
Emprunts et dettes financières non courants	18 093	8 253	12 043
Trésorerie nette de dettes financières	18 754	23 661	13 126

Les valeurs mobilières de placement comprennent essentiellement des OPCVM ainsi que des placements à court terme. Elles sont considérées comme des actifs financiers disponibles à la vente.

Les gains latents sur OPCVM à fin 2020 s'élèvent à 1 151 milliers d'euro, contre 882 et 130 milliers d'euro respectivement fin 2019 et fin 2018, et sont enregistrés directement en capitaux propres.

3.2. Rapport sur les comptes sociaux

Les comptes sociaux de ICE Groupe ont été arrêtés par le Directoire puis examinés par le Conseil de surveillance dans leurs réunions du 26 mars 2021, avec les deux Commissaires aux Comptes.

3.2.1. Chiffre d'affaires

Depuis la scission de 2015, le chiffre d'affaires est essentiellement composé des portages pour le compte des filiales ainsi que les services qu'elle leur rend.

3.2.2. Bilan et compte de résultat de ICE Groupe

Les comptes sociaux, bilan et compte de résultat, de ICE Groupe figurent dans le chapitre « Comptes sociaux » des comptes annuels.

Au 31 décembre 2020, le total du bilan s'élève à 86 632,7 milliers d'euro contre 78 062,7 milliers d'euro au 31 décembre 2019.

Les comptes sociaux de la société sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises et aux principes comptables généralement admis. Ils n'ont pas subi de changement de méthode significatif.

Au 31 décembre 2020, le capital social est composé de 1 152 400 titres de 10 euro de nominal.

L'annexe comptable fait partie intégrante des comptes annuels.

Le compte de résultat fait ressortir un bénéfice social net de 4 835,4 milliers d'euro contre 2 770,5 milliers d'euro au 31 décembre 2019.

3.2.3. Décomposition des dettes fournisseurs et créances clients

Conformément à la loi, nous vous indiquons le nombre et le montant total hors taxe au 31-12-2020 des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance :

En keuro	Montant	Nombre	%/achats
0 jour (indicatif.)	1 021,5	63	10,2%
1 à 30 jours	3,8		0,0%
31 à 60 jours	83,3		0,8%
61 à 90 jours	43,5		0,4%
91 jours et +	163,6		1,6%
Total hors délai	295,1	17	3,0%

De même, le nombre et le montant total hors taxe des factures émises non réglées au 31-12-2020 étaient ainsi répartis :

En keuro	Montant	Nombre	%/ventes
0 jour (indicatif.)	340,7	10	3,0%
1 à 30 jours	-		-
31 à 60 jours	54,7		0,5%
61 à 90 jours	46,0		0,4%
91 jours et +	163,2		1,5%
Total hors délai	266,5	13	2,4%

Par ailleurs, le nombre et le montant total hors taxe des factures reçues au cours de 2020 ayant connu un retard de paiement, étaient ainsi répartis :

En keuro	Montant	Nombre	%/achats
0 jour (indicatif.)	596,4	29	6,0%
1 à 30 jours	3 205,0		32,1%
31 à 60 jours	782,8		7,8%
61 à 90 jours	46,3		0,5%
91 jours et +	3 835,3		38,4%
Total hors délai	7 869,4	529	78,7%

Enfin, le nombre et le montant total hors taxe des factures émises au cours de 2020 ayant connu un retard de paiement étaient ainsi répartis :

En keuro	Montant	Nombre	%/ventes
0 jour (indicatif.)	993,9	52	8,9%
1 à 30 jours	3 565,2		31,8%
31 à 60 jours	602,2		5,4%
61 à 90 jours	140,9		1,3%
91 jours et +	2 401,4		21,4%
Total hors délai	6 709,7	384	59,9%

3.2.4. Résultats financiers sur 5 ans

Le tableau des résultats financiers sur 5 ans fait partie intégrante des comptes sociaux.

3.2.5. Filiales et participations

Les informations relatives à l'activité des filiales sont notamment mentionnées au début de ce rapport et, pour les comptes annuels, dans le descriptif du secteur d'activité dont elles relèvent. Des données financières les concernant sont également contenues dans le tableau des filiales et participations au 31 décembre 2020, annexé aux comptes sociaux.

3.3. Faits marquants, évènements récents et perspectives

3.3.1. Faits marquants de l'exercice 2020

- Le groupe a été largement affecté par la crise sanitaire de la Covid-19, avec ses lourdes conséquences sur l'activité économique, en particulier dans nos activités de sous-traitance, la recherche et développement et les investissements industriels.
- Le groupe a été affecté par la chute brutale de ses affaires avec un de ses anciens premiers clients, Enedis, dont les services centraux d'achat mettent en œuvre une politique industrielle incohérente ; cette dernière est par ailleurs en contradiction avec la politique gouvernementale de soutien aux PME produisant localement, en France.
- En juin, la société Groupe CEPA, avec sa filiale CEPA et sa participation Technicam ont rejoint le groupe. En décembre, OTN et Groupe CEPA, participant chacun pour moitié, ont repris EC2 Cabluri renommée EMC.

3.3.2. Événements importants survenus depuis le début de l'exercice 2021

Au moment où ce rapport est rédigé, la crise sanitaire de l'épidémie Covid-19 continue d'affecter toutes les sociétés du groupe. Dans la mesure du possible, elles ont mis en œuvre dans une proportion significative le télétravail, mais ce dernier ne peut remplacer en totalité un fonctionnement interne normal ainsi que les relations avec les clients.

Le calendrier de sortie de la crise sanitaire aura des conséquences importantes sur celui du groupe, avec un décalage de quelques mois entre la réduction de cette crise et la reprise des commandes puis la facturation de ces dernières. Aucun autre événement important n'est intervenu depuis le début de l'exercice 2021.

3.3.3. Perspectives

Le Groupe considère l'avenir à moyen-long terme avec confiance, porté par l'amélioration des perspectives de ses marchés de l'équipement industriel, en particulier avec la sortie attendue de la crise sanitaire : les investissements, la recherche et développement et la sous-traitance qui ont été particulièrement affectés devraient fortement rebondir avec la fin de la crise. Par ailleurs, la mue vers l'économie numérique dans laquelle le groupe est situé s'accélère, ce qui poussera beaucoup d'entreprises à investir dans ce domaine. A ce sujet, ces investissements ont des obsolescences rapides et donc des remplacements plus fréquents. Dans le détail, le groupe escompte une stabilisation des marchés des protections des réseaux électriques en France et à l'étranger, une progression du câblage électrique, une reprise de la croissance dans les niches en électricité et électronique et, probablement en fin d'année, une nette reprise de l'ingénierie technique & logiciel.

La confiance du groupe est confortée par son business model de long terme d'élargissement de ses activités, créateur

de croissance et de forte diminution globale du risque, que conforte le niveau élevé de la trésorerie conservée en interne.

Enfin, la confiance du groupe est renforcée par ses fondamentaux : ses hommes et ses femmes, sa recherche, sa capacité à innover et à proposer des produits et services de qualité au plus près des besoins des clients.

La constitution progressive du groupe depuis 2000 et la croissance des sociétés qui l'ont rejoint constituent l'illustration de cette politique des derniers exercices et qui sera poursuivie dans les prochaines années.

Evolution depuis 2000 du chiffre d'affaires



L'évolution économique générale en 2021 s'avère pour l'instant incertaine mais très probablement positive sur l'ensemble de l'année.

Le premier semestre 2021 restant marqué par des restrictions sanitaires, l'activité se maintiendrait globalement stable en glissement annuel. L'activité économique se redresserait nettement à partir du second semestre, dès lors que la progression de la vaccination permettrait la levée progressive des restrictions sanitaires. La consommation des ménages rebondirait néanmoins plus vigoureusement que l'activité industrielle, le taux d'utilisation des capacités de production se situant déjà à un niveau proche de la normale en début d'année (79%), alors même que les plans de relance impulsés par les pouvoirs publics pourraient bénéficier à l'investissement des entreprises.

Ainsi, tous secteurs confondus, les industriels prévoient en février une forte reprise de l'investissement en 2021, avec 10% de croissance en valeur.

Associée au solide équilibre financier du groupe, cette situation pourrait nous être favorable cette année. Hors nouvelle éventuelle croissance externe, les budgets établis en début d'année tablaient ainsi sur un chiffre d'affaires 2021 de 113 M€ (+7%).

Bien qu'impactée par la crise, la trésorerie demeurerait positive.



Comptes consolidés au 31 décembre 2020

Les comptes détaillés dans ce chapitre présentent les résultats de ICE Groupe dans leur intégralité, toutes filiales confondues.

4. Comptes consolidés

4.1. Comptes de résultat consolidés comparés

En milliers d'euro	2020		2019		2018	
		Règles 99-02		Règles 99-02		Règles 99-02
Chiffre d'affaires (note 3)	105 587	105 587	108 709	108 709	103 310	103 310
Production stockée	-545	-545	-203	-203	1 473	1 473
Production immobilisée	15	15	-	-	9	9
Production de l'exercice	105 057	105 057	108 506	108 506	104 792	104 792
Coût d'achat des biens produits	-29 722	-29 722	-28 786	-28 786	-26 765	-26 765
Marge brute	75 336	75 336	79 720	79 720	78 027	78 027
Consommation en provenance de tiers	-18 045	-18 045	-18 312	-18 312	-17 253	-17 253
Valeur ajoutée	57 291	57 291	61 407	61 407	60 774	60 774
Subventions d'exploitation	3 304	20	3 445	23	2 876	45
Impôts et taxes	-1 884	-1 884	-2 001	-2 001	-2 180	-2 180
Charges de personnel (note 4)	-52 735	-52 735	-54 087	-54 087	-52 625	-52 625
Excédent brut d'exploitation	5 975	2 691	8 765	5 342	8 844	6 014
Reprises et transferts de charges	1 159	1 159	718	718	1 135	1 135
Amortissements et provisions	-2 748	-2 748	-2 690	-2 690	-2 329	-2 329
Résultat d'exploitation	4 387	1 102	6 792	3 370	7 650	4 820
Autres produits et charges (note 5)	-53	-53	-58	-58	-286	-286
Résultat opérationnel	4 334	1 049	6 734	3 311	7 364	4 533
Produits financiers	235	235	614	614	218	218
Charges financières	-299	-299	-99	-99	-610	-610
Résultat financier (note 6)	-64	-64	514	514	-392	-392
Résultat courant avant impôts	4 270	986	7 248	3 826	6 972	4 141
Résultat exceptionnel (note 5)	206	34	270	270	150	-71
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	63	63	113	113	-51	-51
Amortissement ou dépréciation des écarts d'acquisition (note 7)	-	-621	-	-726	-	-731
Impôts sur les résultats (note 8)	18	3 347	-895	2 527	-927	2 125
Résultat net	4 556	3 809	6 735	6 009	6 145	5 414
Dont :						
- part du groupe	3 817	3 069	6 435	5 709	5 739	5 009
- part des minoritaires	740	740	300	300	405	405
Résultat net par action part du groupe (euro)	3.31	2.66	5.68	5.04	5.07	4.42

4.2. Bilans consolidés comparés

Actif (en valeurs nettes)

En milliers d'euro	31/12/2020		31/12/2019		31/12/2018	
		Règles 99-02		Règles 99-02		Règles 99-02
Actifs non courants	34 587	21 412	28 472	15 917	28 669	16 840
Ecart d'acquisition (note 7)	24 227	11 386	19 406	7 185	19 406	7 911
Autres immobilisations incorporelles (note 9)	883	566	1 033	716	1 160	843
Immobilisations corporelles (note 10)	3 569	3 569	3 400	3 400	3 974	3 974
Actifs financiers non courants (note 11)	847	847	828	828	824	824
Titres mis en équivalence	620	620	330	330	275	275
Impôts différés actifs (note 8)	4 440	4 424	3 475	3 458	3 029	3 013
Actifs courants	107 673	106 522	100 779	99 897	95 207	95 077
Stocks (note 12)	15 213	15 213	12 930	12 930	12 041	12 041
Créances clients (note 13)	35 487	35 487	36 743	36 743	34 436	34 436
Autres actifs courants (note 14)	4 210	4 210	3 622	3 622	3 549	3 549
Créances fiscales (hors TVA)	15 741	15 741	15 303	15 303	19 337	19 337
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 15)	37 022	35 871	32 180	31 298	25 844	25 715
Total de l'actif	142 260	127 934	129 250	115 814	123 876	111 917

Passif

En milliers d'euro	31/12/2020		31/12/2019		31/12/2018	
		Règles 99-02		Règles 99-02		Règles 99-02
Fonds propres	89 981	75 528	86 809	73 372	80 551	68 592
Capital	11 524	11 524	11 324	11 324	11 324	11 324
Réserves	58 373	58 373	53 827	53 827	49 773	49 773
Ecart d'acquisition et fonds de commerce amortis	12 554	-	11 828	-	11 098	-
Éléments constatés directement en capitaux propres (note 15)	1 151	-	882	-	130	-
Réserve de conversion	-142	-142	-143	-143	-158	-158
Résultat	3 817	3 069	6 435	5 709	5 739	5 009
Capitaux propres - part du groupe	87 277	72 825	84 153	70 717	77 906	65 948
Intérêts minoritaires	2 442	2 442	2 540	2 539	2 529	2 528
Autres fonds propres	262	262	116	116	116	116
Passifs non courants	19 670	19 670	9 553	9 553	13 228	13 228
Provisions pour retraites (note 16)	1 432	1 432	1 089	1 089	809	809
Impôts différés passifs (note 8)	2	2	-	-	101	101
Fournisseurs d'immobilisations financières	143	143	211	211	276	276
Emprunts et dettes financières non courants (note 17)	18 093	18 093	8 253	8 253	12 043	12 043
Passifs courants	32 609	32 736	32 888	32 888	30 097	30 097
Dettes fournisseurs	8 001	8 001	7 955	7 955	7 007	7 007
Provisions pour risques et charges	257	384	413	413	267	267
Autres passifs courants (note 18)	24 319	24 319	24 465	24 465	22 423	22 423
Emprunts et dettes financières courants	32	32	55	55	400	400
Total du passif	142 260	127 934	129 250	115 814	123 876	111 917

4.3. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

En milliers d'euro	Capitaux propres N-1	Divi- dendes versés	Divi- dendes reçus	Résultat	Ecart convers. & autres mouvmt	Capitaux propres N
2020						
Apiloq	5	-	-	165	-	170
CEE España	1 833	-665	-	377	-0	1 545
CEE Italiana	714	-110	-	171	-0	775
CEE Relays	5	-	-	-1	-13	-8
CEPA	-	-510	-	560	-	50
Compelma	-52	-800	-	395	-	-456
Domus Effectus	-122	-	-	9	-	-113
EC2E	720	-281	-	225	0	665
ECI	-211	-	-	-33	-0	-244
EMC	-	-	-	-17	-0	-17
Groupe CEPA	-	-	532	-21	0	511
ICE Groupe	63 438	-963	3 398	20	246	66 139
ICE	1 025	-	-	-846	-	179
ISIT	-189	-	-	7	0	-182
Médiane Benelux	7	-	-	-23	-	-16
Médiane Ingénierie	309	-	-	4	-	314
Médiane Système	7 600	-239	-	-327	-0	7 034
OTN	3 403	-380	-	1 318	-	4 340
STIC	598	-360	-	1 056	-	1 294
Stiloq IST	4 140	-563	-	1 081	23	4 681
Stiloq Inc.	-750	-	-	-163	13	-900
Technicam	-	-22	-	30	1	8
WaT	1 650	-	-	-205	-	1 445
WaT Portage	29	-	-	36	-	65
Groupe	84 153	-4 892	3 930	3 817	270	87 277
2019						
Alliance TI	17	-	-	-5	-12	0
Apiloq	55	-20	-	-30	-0	5
CEE España	1 645	-480	-	668	0	1 833
CEE Italiana	890	-288	-	112	-	714
CEE Relays	57	-	-	-64	13	5
Compelma	-694	-300	-	942	-	-52
Domus Effectus	-128	-	-	6	-	-122
EC2E	656	-281	-	344	-	720
ECI	-209	-	-	-1	0	-211
ICE Groupe	60 635	-951	2 768	257	729	63 438
ICE	905	-	-	120	-	1 025
ISIT	-24	-	-	-165	-0	-189
Médiane Benelux	-37	-	-	44	-0	7
Médiane Ingénierie	231	-39	-	117	0	309
Médiane Système	7 431	-299	51	417	0	7 600
OTN	2 733	-380	-	1 050	-	3 403
STIC	48	-360	-	909	-	598
Stiloq IST	2 561	-360	-	1 917	23	4 140
Stiloq Inc.	-453	-	-	-296	-1	-750
WaT	1 577	-	-	73	-	1 650
WaT Portage	9	-	-	20	-	29
Groupe	77 906	-3 758	2 819	6 435	751	84 153
2020 selon règles 99-02						
Apiloq	5	-	-	38	-0	43
CEE España	1 823	-665	-	377	-0	1 536
CEE Italiana	714	-110	-	171	-0	775
CEE Relays	5	-	-	-1	-13	-8
CEPA	-	-510	-	560	-	50
Compelma	-2 193	-800	-	395	-	-2 598
Domus Effectus	-122	-	-	9	-	-113
EC2E	-303	-281	-	142	0	-442
ECI	-211	-	-	-33	-0	-244
EMC	-	-	-	-17	-0	-17
Groupe CEPA	-	-	532	-21	0	511
ICE Groupe	62 579	-963	3 398	20	-	65 034
ICE	1 025	-	-	-846	-	179
ISIT	-291	-	-	-14	0	-305
Médiane Benelux	7	-	-	-23	-	-16
Médiane Ingénierie	309	-	-	4	-	314
Médiane Système	1 634	-239,277	-	-327	-0	1 067
OTN	2 656	-380	-	1 142	-	3 418
STIC	-285	-360	-	988	-	343
Stiloq IST	3 342	-563	-	947	-	3 727
Stiloq Inc.	-750	-	-	-163	13	-900
Technicam	-	-22	-	30	1	8
WaT	743	-	-	-344	-	399
WaT Portage	29	-	-	36	-	65
Groupe	70 717	-4 892	3 930	3 069	1	72 825

4.4. Tableau des flux de trésorerie consolidés comparés

En milliers d'euro	2020		2019		2018	
		Règles 99-02		Règles 99-02		Règles 99-02
Résultat net part du groupe	3 817	3 069	6 435	5 709	5 739	5 009
Intérêts minoritaires	740	740	300	300	405	405
Amortissements et provisions	1 235	1 983	1 872	2 598	1 054	1 785
Variation des impôts différés	-948	-948	-546	-546	-96	-96
Plus ou moins-values de cession	30	30	-64	-64	-23	-23
Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence	-63	-63	-113	-113	51	51
Marge brute d'autofinancement	4 812	4 812	7 884	7 884	7 130	7 130
Dividendes reçus sociétés en équivalence	44	44	51	51	20	20
Variation du besoin en fonds de roulement (note 19)	-42	-42	3 593	3 593	-3 657	-3 657
Flux de trésorerie généré par l'activité (A)	4 813	4 813	11 528	11 528	3 493	3 493
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles (1)	-1 263	-1 263	-807	-807	-1 616	-1 616
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles (2)	100	100	214	214	227	227
Acquisition et cession de filiales et participations	-2 356	-2 356	-58	-58	-62	-62
Variation des autres actifs financiers	14	14	-8	-8	-38	-38
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	-3 505	-3 505	-659	-659	-1 490	-1 490
Dividendes versés	-1 233	-1 233	-1 241	-1 241	-1 217	-1 217
Variation des comptes courants d'associés	399	399	74	74	12	12
Encaissements provenant d'emprunts	9 265	9 265	-	-	1 006	1 006
Remboursement d'emprunts (3)	-5 109	-5 109	-3 790	-3 790	-4 964	-4 964
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	3 323	3 323	-4 957	-4 957	-5 163	-5 163
Incidence des variations de cours des devises et de juste valeur (D)	234	-35	768	16	-456	3
Variation de trésorerie (A+B+C+D)	4 865	4 596	6 680	5 928	-3 616	-3 157
Trésorerie d'ouverture (E)	32 125	31 243	25 445	25 315	29 061	28 472
Trésorerie de clôture (A+B+C+D+E) (note 15)	36 989	35 839	32 125	31 243	25 445	25 315

4.5. Notes annexes

Note 1 Principes comptables

Le Directoire a arrêté le 26 mars 2021 les états financiers consolidés au 31 décembre 2020. Les comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée Générale des actionnaires qui se tiendra le 30 avril 2021.

Les comptes consolidés de ICE Groupe et de ses filiales (« le groupe ») au titre de l'exercice 2020 sont établis conformément aux règles comptables françaises 99-02 en vigueur. Non coté et de petite taille, ICE Groupe n'a pas à mettre en œuvre les normes IFRS, International Financial Reporting Standards, adoptées par l'Union Européenne.

Le groupe prévoyait néanmoins l'utilisation de ce référentiel IFRS dans ses comptes dès l'exercice 2009. Dans ce cadre, il avait anticipé dès les comptes de l'exercice 2008 l'utilisation de cinq normes et interprétations IFRS ayant un impact majeur dans ses comptes. Cependant en juillet 2009, l'IASB International Accounting Standards Board a publié de nouvelles normes IFRS simplifiées destinées aux sociétés n'ayant pas de responsabilité publique (non cotées ou ne détenant pas d'actifs à titre fiduciaire). Toutefois, l'ANC, l'Autorité des normes comptables, a indiqué ne pas être favorable à l'introduction de ce nouveau référentiel. Dans l'attente d'une stabilisation de ces normes et afin d'assurer une bonne continuité de présentation, notre groupe, qui a donc le choix entre l'utilisation du règlement CRC 99-02 sur les comptes consolidés ou l'application des « full IFRS », continue depuis d'utiliser les cinq normes et interprétations IFRS suivantes :

▪ Ecarts d'acquisition (IFRS 3 et IAS 36)

Un écart d'acquisition (ou « goodwill ») est la différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation comptable à la juste valeur des actifs et passifs identifiés, après prise en compte le cas échéant des impôts différés à la date d'acquisition. Il est comptabilisé à l'actif du bilan.

Les écarts d'acquisition dégagés lors de l'acquisition d'une société mise en équivalence sont présentés sur la ligne *Titres mis en équivalence*.

Jusqu'en 2015, le référentiel français 99-02 amortissait systématiquement ces écarts d'acquisition linéairement sur une durée entre 5 et 20 ans, prenant en compte les objectifs fixés et les perspectives envisagées au moment de l'acquisition. A compter des exercices ouverts en 2016, le règlement 2015-07 de l'ANC stipule que l'amortissement systématique du goodwill cesse de l'être en l'absence de limite prévisible à sa durée d'utilisation. Lors de la première application du nouveau règlement, l'ANC a laissé, au choix de l'entreprise, la possibilité de poursuivre le plan initial d'amortissement des écarts d'acquisition existant ou d'effectuer une nouvelle analyse de la durée d'utilisation limitée ou non de ces derniers. Par souci de simplification et afin de ne pas changer de méthode, le groupe a choisi de poursuivre les plans d'amortissement initiaux.

A partir de 2017, les goodwills dégagés lors de nouvelles acquisitions (nouvelles sociétés ou acquisitions complémentaires de titres de sociétés existantes) ne sont pas amortis.

Les normes et interprétations IFRS remplacent l'amortissement des goodwills par un test de valeur (« Impairment test ») chaque année : lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable du goodwill et sa juste valeur est comptabilisé en dépréciation des écarts d'acquisition de l'exercice.

Les tests de dépréciation consistent à comparer les actifs nets comptables y compris les écarts d'acquisition et la valeur recouvrable des titres. Cette dernière est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une durée d'au moins 5 ans et d'une valeur terminale. Le taux d'actualisation retenu pour ces calculs est le coût du capital, ajusté d'une prime de risque selon le secteur d'activité. Ces taux d'actualisation sont des taux après impôts appliqués à des flux de trésorerie après impôts. Leur utilisation aboutit à la détermination de valeurs recouvrables identiques à celles obtenues en utilisant des taux avant impôts à des flux de trésorerie non fiscalisés.

Les hypothèses retenues en termes de progression de l'activité et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché observées.

L'utilisation des projections actualisées des flux de trésorerie futurs est privilégiée pour déterminer la valeur recouvrable, à défaut de référence de transactions récentes similaires facilement disponibles.

Les dépréciations relatives aux écarts d'acquisition ne sont pas réversibles.

Malgré quelques difficultés en 2020 principalement liées à la crise sanitaire, compte tenu des perspectives favorables dans l'ensemble des sociétés du groupe, aucune dépréciation d'écarts d'acquisition n'a été réalisée l'année dernière.

▪ Fonds commerciaux (IAS 38)

Les fonds commerciaux présents dans les comptes des filiales correspondent à des éléments non identifiables et doivent selon les normes IFRS être assimilés à des écarts d'acquisition. Ces fonds commerciaux ont donc été intégrés dans les écarts d'acquisition des filiales concernées et subissent les mêmes retraitements (annulation des amortissements antérieurs, etc.).

Le fonds commercial présent dans les comptes d'ICE et totalement amorti n'est pas retraité. Le fonds commercial d'ECL avait été totalement déprécié en 2013.

▪ CIR / subvention d'exploitation (IAS 20)

Le CIR (crédit d'impôt recherche), incitation fiscale à la recherche — sans ciblage sectoriel ou technologique — pour développer la capacité d'innovation et renforcer la compétitivité des entreprises, est assimilé à une subvention d'exploitation en raison de son importance accrue, passant en quelques années de 5% à 10%, puis à 30% des dépenses de recherche et développement.

Les crédits d'impôt ainsi obtenus n'apparaissent donc pas dans la ligne *Impôts sur les résultats* mais sont intégrés à la ligne *Subventions d'exploitation*.

▪ Valorisation des OPCVM (IAS 39)

Les parts d'OPCVM sont qualifiées d'actifs disponibles à la vente. En conséquence, elles sont valorisées au bilan à leur valeur de marché au jour de la clôture. Les gains latents ainsi dégagés sont enregistrés directement dans les capitaux propres sur la ligne *Éléments constatés directement en capitaux propres*.

1.1. Utilisation d'estimations

L'établissement des états financiers consolidés conformément aux normes comptables, nécessite que le groupe procède à des estimations et utilise certaines hypothèses susceptibles d'impacter la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du groupe.

Ces estimations et hypothèses portent essentiellement sur les évaluations des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels, les provisions, les engagements de retraite, les impôts différés et la valorisation des compléments de prix. Les estimations utilisées par le groupe sur ces différents thèmes sont détaillées dans les notes spécifiques.

1.2. Périmètre et méthodes de consolidation

Toutes les sociétés comprises dans le périmètre clôturent leur exercice au 31 décembre à l'exception de CEPA et Groupe CEPA qui le font au 31 mai. Il est prévu que les prochains exercices de ces dernières commençant le 1^{er} juin 2021 soient exceptionnellement ramenés à 7 mois avec une clôture au 31 décembre suivant.

Les sociétés du groupe dans lesquelles la société mère ICE Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale avec dégauchement des intérêts minoritaires.

Les sociétés sur lesquelles le groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les autres intérêts dans Cervicem et Sequin ne sont pas consolidés car soit ces sociétés sont d'une importance non significative, soit le groupe n'y exerce pas d'influence.

1.3. Conversion des états financiers (filiales et participation étrangères)

Les actifs et passifs en devises des filiales et participations étrangères au Royaume-Uni, États-Unis, Roumanie et Maroc sont convertis sur la base du cours de change constaté à la clôture. Les éléments des comptes de résultats des filiales sont convertis au cours moyen de la période.

La différence de conversion qui en résulte est portée directement en capitaux propres au poste *Réserve de conversion*, pour la part revenant au groupe et au poste *Intérêts minoritaires*, pour la part revenant aux tiers. Cette différence

n'impacte le résultat qu'au moment de la cession de la société.

1.4. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu dès lors que les risques et avantages inhérents à la propriété des biens ou services ont été transférés au client.

Les remises, ristournes et retours de produits sont comptabilisés en déduction du chiffre d'affaires.

1.5. Frais de recherche et de développement

Les dépenses engagées pendant la phase de recherche sont comptabilisées en charges de la période au cours de laquelle elles sont encourues.

Les dépenses engagées pendant la phase de développement sont activées en immobilisations incorporelles uniquement si elles satisfont l'ensemble des critères suivants :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable,
- la faisabilité technique du projet est démontrée,
- l'intention et la capacité de terminer le projet et d'utiliser ou vendre les produits issus de ce projet, sont démontrées,
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme et pour l'utiliser ou le vendre sont disponibles,
- le groupe peut démontrer que le projet générera des avantages économiques futurs probables, comme l'existence d'un marché potentiel pour la production issue de ce projet, ou son utilité en interne est démontrée.

Compte tenu du nombre actuellement important de projets en développement et des aléas liés à la décision du lancement des produits concernés par ces projets, le groupe considère que certains critères d'activation ne sont dès lors pas remplis.

1.6. Immobilisations incorporelles

Elles figurent au bilan à leur prix de revient.

Il s'agissait principalement des frais de recherche et développement correspondant à l'immobilisation entre 2000 et 2004 d'une partie des frais de l'étude du PCCN pour les postes électriques de Enedis. Ces frais ont fini d'être totalement amortis en 2006.

Les concessions, brevets et droits similaires sont essentiellement constitués de logiciels maintenant amortis sur trois ans.

L'écart d'évaluation du logiciel Visual Planning lié à l'acquisition de Stilog IST en mars 2014 fait l'objet d'un amortissement sur une durée de 10 ans.

1.7. Immobilisations corporelles

Toutes les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation.

Les durées d'amortissements des immobilisations sont les suivantes :

Installations techniques, matériel et outillage industriels	5/10 ans
Autres immobilisations corporelles	3/10 ans

Les amortissements linéaires et dégressifs comptabilisés sont calculés selon la durée d'utilisation estimée d'après les usages.

1.8. Stocks et en-cours

Les matières et autres approvisionnements sont valorisés au prix moyen pondéré ou du « premier entré, premier sorti ».

Les en-cours et les produits finis sont évalués au coût de production qui comprend les consommations, les charges directes de production ainsi qu'une quote-part de frais généraux.

Les provisions pour dépréciation prennent en considération les perspectives d'écoulement des produits, dépendant soit de l'évolution de la demande soit d'une obsolescence.

1.9. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La *trésorerie et équivalents de trésorerie* comprennent des liquidités en comptes bancaires et des parts d'OPCVM de trésorerie.

Les découverts bancaires, assimilés à un financement, sont présentés dans les *Emprunts et Dettes financières courants*.

Comme indiqué précédemment, les parts d'OPCVM sont qualifiées d'actifs disponibles à la vente et sont donc valorisées au bilan à leur valeur de marché au jour de la clôture. Les gains latents ainsi dégagés sont enregistrés directement dans les capitaux propres sur la ligne *Éléments constatés directement en capitaux propres*.

1.10. Provisions pour retraites

L'engagement en matière de retraites correspond à l'indemnité de fin de carrière à percevoir par les salariés le jour de leur départ en retraite. Elle est fonction des conventions collectives ou accords internes des sociétés françaises.

Cet engagement fait l'objet pour ces salariés d'un calcul statistique actuariel selon la méthode « rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière ».

Cette valorisation des engagements est effectuée chaque année et tient compte, notamment, de l'ancienneté, de l'espérance de vie, du taux de rotation du personnel par catégorie ainsi que des hypothèses économiques telles que taux d'inflation et taux d'actualisation.

La plus grande partie de ces indemnités de retraites est couverte auprès de compagnies d'assurance. Les charges patronales sociales et fiscales de ces engagements sont gérées par des provisions.

La charge comptabilisée en résultat au cours de l'exercice intègre donc :

- les droits supplémentaires acquis par les salariés au cours de cet exercice,
- la variation de l'actualisation des droits existant en début d'exercice, compte tenu de l'écoulement de l'année,
- le produit escompté du fond externe calculé sur la base du rendement de placements à long terme,
- l'incidence des modifications éventuelles de régimes sur les années antérieures ou de nouveaux régimes.

La dette relative à l'engagement net de la société concernant le personnel est constatée au passif du bilan, dans la rubrique *Provisions pour retraites*.

1.11. Impôts sur les résultats

L'impôt sur les résultats correspond à l'impôt exigible de chaque entité fiscale consolidée, corrigé des impositions différées des sociétés françaises intégrées.

Celles-ci sont calculées sur toutes les différences temporaires provenant de l'écart entre la base fiscale et la base comptable consolidée des actifs et passifs.

Elles sont évaluées en utilisant les règles fiscales en vigueur à la clôture et le taux d'impôt de l'exercice suivant.

Les impôts différés — actif — ne sont constatés que s'il est probable qu'ils pourront être récupérés.

Note 2_Variations de périmètre

La société Groupe CEPA, ainsi que sa filiale à 100% CEPA et Technicam, participation à 34%, ont rejoint le groupe au 1^{er} juin 2020, étant détenue à 51% par OTN.

En octobre 2020, la part du capital détenu dans Apilog est passée de 51% à 95,34%.

Au 1^{er} décembre, OTN et Groupe CEPA ont repris chacun à 50% la société roumaine C2E Cabluri, rebaptisée depuis EMC.

Note 3_ Information sectorielle

3.1. Informations par secteur d'activité

Nombre ou milliers d'euro (proratisé)	Effectifs	Entrées	Chiffre	Résultat	Actif	Passif
	moyens	de com- mandes	d'affaires	opéra- tionnel	opéra- tionnel (A)	opéra- tionnel (B)
2020						
Protection et contrôle (1)	200	22 661	23 089	-1 194	21 332	7 366
Câblage (2)	150	24 752	25 020	3 186	23 193	6 614
Energie (3=1+2)	350	47 414	48 108	1 991	44 525	13 980
Industrie - Spécialités électroniques (4)	41	13 017	13 785	2 452	12 038	2 863
Hardware - Energie et industrie (5=3+4)	391	60 430	61 893	4 443	56 563	16 843
Ingénierie technique & logiciel	487	43 992	43 658	-194	35 277	15 560
Groupe	890	104 459	105 587	4 334	103 557	34 154
2019						
Protection et contrôle (1)	205	26 663	28 362	113	22 754	7 858
Câblage (2)	112	16 983	16 669	1 491	11 645	3 853
Energie (3=1+2)	317	43 646	45 031	1 604	34 399	11 712
Industrie - Spécialités électroniques (4)	42	17 203	16 049	3 398	14 753	4 576
Hardware - Energie et industrie (5=3+4)	359	60 849	61 080	5 002	49 152	16 287
Ingénierie technique & logiciel	499	47 915	47 592	1 577	36 079	15 880
Groupe	869	108 800	108 709	6 734	95 869	34 107
2018						
Protection et contrôle (1)	207	31 250	29 568	1 211	25 468	8 897
Câblage (2)	109	14 998	14 914	1 462	10 908	2 807
Energie (3=1+2)	316	46 248	44 483	2 672	36 376	11 704
Industrie - Spécialités électroniques (4)	42	14 052	14 320	2 531	11 264	2 766
Hardware - Energie et industrie (5=3+4)	357	60 300	58 803	5 203	47 640	14 470
Ingénierie technique & logiciel	495	45 144	44 483	2 098	36 576	14 387
Groupe	864	105 468	103 310	7 364	96 923	30 882

(A) L'actif opérationnel comprend les écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles, créances d'exploitation et stocks.

(B) Le passif opérationnel comprend les provisions pour risques et charges et les dettes d'exploitation.

3.2. Informations par zone géographique

	2020			2019		2018
	En mil- liers d'euro	Poids en %	Croissan- ce en %	En mil- liers d'euro	Croissan- ce en %	En mil- liers d'euro
France	89 439	85%	-0.7%	90 049	+3.6%	86 909
International (1)	16 148	15%	-13%	18 660	+14%	16 401
Groupe	105 587	100%	-2.9%	108 709	+5.2%	103 310
(1) dont hors UE	7 210	6.8%	+15%	6 274	+53%	4 111

3.3. Informations par nature

	2020			2019		2018
	En mil- liers d'euro	Poids en %	Croissan- ce en %	En mil- liers d'euro	Croissan- ce en %	En mil- liers d'euro
Marchandises	8 874	8.4%	-0.9%	8 950	+3.3%	8 664
Biens (1)	50 312	48%	+4.3%	48 225	+3.3%	46 702
Services (1)	46 402	44%	-10%	51 534	+7.5%	47 944
Groupe	105 587	100%	-2.9%	108 709	+5.2%	103 310

(1) Certains services étant regroupés avec des biens, le montant des services est minoré.

Note 4_Frais de personnel et effectifs

4.1. Effectifs ⁽¹⁾

	2020 ⁽²⁾	2019	2018
Ingénieurs et cadres	521	515	505
Agents de maîtrise	33	50	57
Employés et techniciens	206	202	201
Ouvriers	135	103	100
Total	894	869	863

(1) Moyenne annuelle. Par ailleurs, cet effectif a été complété par 56 indépendants en sous-traitance, intérimaires et apprentis.

(2) 892 salariés au 31/12/2020 hors Médiane Ingénierie et Technicam (113) et indépendants, intérimaires et apprentis (46)

4.2. Frais de personnel

En milliers d'euro	2020	2019	2018
Rémunération du personnel	37 076	38 043	37 203
Charges sociales	15 471	15 632	15 272
Participation des salariés	188	412	151
Total	52 735	54 087	52 625

4.3. Rémunération des dirigeants

En milliers d'euro	2020	2019	2018
Salaires ⁽¹⁾	4 813	4 402	4 225

(1) ou équivalent dans les cas de rémunération par honoraires

Le nombre de dirigeants du groupe (membres des comités de direction, directeurs généraux, responsables d'exploitation) était stable à 29 en 2020 par rapport à 2019. La rémunération moyenne augmentait de 4,2% par rapport à la moyenne des 5 années antérieures.

Note 5_Autres produits et charges, résultat exceptionnel

En milliers d'euro	2020	2019	2018
Autres produits d'exploitation	11	24	16
Autres charges d'exploitation	-63	-82	-302
Total autres produits et charges d'exploitation	-53	-58	-286
Produits exceptionnels	343	494	423
Charges exceptionnelles	-137	-224	-273
Résultat exceptionnel	206	270	150
Total autres produits	353	518	439
Total autres charges	-200	-306	-576
Total autres produits et charges	153	212	-136

Note 6_Résultat financier

En milliers d'euro	2020	2019	2018
Coût de l'endettement financier brut	-111	-45	-61
Produit de la trésorerie et équivalents de trésorerie	173	580	175
Coût de l'endettement financier net ⁽¹⁾	62	535	115
Autres produits et charges financiers	-125	-20	-507
Total	-64	514	-392

(1) Ce coût est négatif en raison des produits générés par notre trésorerie nette positive.

Note 7_Ecarts d'acquisition

En milliers d'euro	31/12/2020	Sorties	Acquisitions, dotations	31/12/2019
Apilog	497	-	-	497
CEE España	10	-	-	10
CEPA	4 566	-	4 566	-
Compelma	5 026	-	-	5 026
EC2E	1 106	-	-	1 106
ECI	181	-	-	181
EMC	55	-	55	-
ISIT	215	-	-	215
Médiane Système	5 633	-	-	5 633
OTN	4 142	-	-	4 142
STIC	2 850	-	-	2 850
Stilog	2 926	-	-	2 926
Technicam	200	-	200	-
WaT	1 785	-	-	1 785
Valeurs Brutes	29 193	-	4 822	24 372
Apilog	-	-	-	-
CEE España	-	-	-	-
CEPA	-	-	-	-
Compelma	2 884	-	-	2 884
EC2E	-	-	-	-
ECI	181	-	-	181
EMC	-	-	-	-
ISIT	-	-	-	-
Médiane Système	-	-	-	-
OTN	-	-	-	-
STIC	1 900	-	-	1 900
Stilog	-	-	-	-
Technicam	-	-	-	-
WaT	-	-	-	-
Dépréciations	4 966	-	-	4 966
Ecarts d'acquisition nets	24 227	-	4 822	19 406

Note 8 Impôts sur les résultats

8.1. Détail des impôts sur les résultats

En milliers d'euro	2020	2019	2018
Impôts exigibles	930	1 442	1 023
Impôts différés	-948	-546	-96
Impôts sur les résultats	-18	895	927

8.2. Analyse de la charge d'impôt

En milliers d'euro	2020	2019	2018
Résultat avant impôt	4 538	7 631	7 071
Charge d'impôt groupe	-18	895	927
Taux d'imposition	-0.4%	11.7%	13.1%

8.3. Impôts différés au bilan

En milliers d'euro	2020	Variation	2019	Variation	2018
Congés à payer	45	7	38	-15	53
Participation des salariés	188	-224	412	261	151
Provisions pour retraites	1 432	343	1 089	280	809
Déficits reportables ⁽¹⁾	12 945	3 004	9 942	640	9 302
Amortissement fonds de commerce ⁽²⁾	380	-	380	-	380
Plus-values latentes sur OPCVM ⁽²⁾	1 151	269	882	752	130
Divers ⁽³⁾	-350	42	-392	33	-425
Solde base active /(passive) d'impôts différés	15 790	3 440	12 350	1 951	10 399
Solde d'impôts différés actif	4 440	966	3 475	445	3 029
Solde d'impôts différés (passif)	-2	-2	-	101	-101
Solde situation active /(passive) d'impôts différés	4 438	963	3 475	546	2 929
Impôts différés ne transitant pas par le résultat	-16	-16	-	-	-
Variation impôts différés dans le compte de résultat	-	948	-	546	-

(1) Les déficits reportables concernent ICE, ICE Groupe, ISIT, Médiane Système, Stillog IST et WaT.

(2) L'application des normes IFRS sur les fonds commerciaux et la valorisation des OPCVM n'a pas fait l'objet de retraitement des impôts différés.

(3) Dont la valeur nette de l'écart d'évaluation du logiciel VP Visual Planning de Stillog IST ramenée à 355 milliers d'euro en 2020.

Note 9_Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles comprennent les fonds commerciaux et l'écart d'évaluation du logiciel Visual Planning :

En milliers d'euro	2020	2019	2018
Valeurs brutes ⁽¹⁾	1 526	1 526	1 526
Amortissements et provisions	854	744	634
Fonds commerciaux nets	672	782	892
Dotations aux amortissements et provisions	110	110	110

(1) Fonds commerciaux : Médiane Système (317), ECI (63) et ICE (fonds commercial C.M.I : 46) + Visual Planning (1100).

Le reste des autres immobilisations incorporelles sont des concessions, brevets et droits similaires. Les anciens frais d'établissement et frais de recherche et développement sont tous totalement amortis.

Note 10_Autres immobilisations corporelles

En milliers d'euro	31/12/2020	Autres mouvements ⁽¹⁾	Cessions Reprises	Acquisitions Dotations	31/12/2019
Terrains et constructions	704	31	-	-	674
Installations techniques, matériel et outillage	5 320	978	-155	156	4 340
Autres immobilisations corporelles	9 658	342	-918	967	9 268
Valeurs brutes	15 683	1 350	-1 073	1 124	14 282
Terrains et constructions	495	26	-	33	436
Installations techniques, matériel et outillage	4 782	818	-155	209	3 909
Autres immobilisations corporelles	6 837	276	-858	882	6 536
Amortissements	12 113	1 121	-1 013	1 124	10 881
Immobilisations corporelles nettes	3 569	230	-60	-0	3 400

En milliers d'euro	31/12/2019	Autres mouvements ⁽¹⁾	Cessions Reprises	Acquisitions Dotations	31/12/2018
Terrains et constructions	674	-	-	-	674
Installations techniques, matériel et outillage	4 340	26	-36	128	4 223
Autres immobilisations corporelles	9 268	-20	-669	660	9 297
Valeurs brutes	14 282	5	-705	788	14 194
Terrains et constructions	436	-	-	37	399
Installations techniques, matériel et outillage	3 909	3	-36	208	3 734
Autres immobilisations corporelles	6 536	1	-519	968	6 087
Amortissements	10 881	4	-556	1 213	10 219
Immobilisations corporelles nettes	3 400	1	-149	-425	3 974

(1) Il s'agit essentiellement de mouvements de périmètre, de virements de postes à postes et des écarts de conversion.

Note 11_Actifs financiers non courants

En milliers d'euro	31/12/2020	Autres mouvements ⁽¹⁾	Cessions Reprises	Acquisitions Dotations	31/12/2019
Titres non consolidés ⁽²⁾	58	-	-	-	58
Autres immobilisations financières ⁽³⁾	789	-37	-22	8	840
Valeur brute	847	-37	-22	8	898
Provisions / titres non consolidés	-	-	-70	-	70
Valeur nette	847	-37	48	8	828

En milliers d'euro	31/12/2019	Autres mouvements ⁽¹⁾	Cessions Reprises	Acquisitions Dotations	31/12/2018
Titres non consolidés ⁽²⁾	58	-	-	-	58
Autres immobilisations financières ⁽³⁾	840	0	-3	10	832
Valeur brute	898	0	-3	10	890
Provisions / titres non consolidés	70	-	-	4	67
Valeur nette	828	0	-3	7	824

(1) Il s'agit essentiellement de mouvements de périmètre, de virements de postes à postes et des écarts de conversion.

(2) Titres non consolidés :

- Cervicem, société au capital de 15 milliers d'euro (k€), participation détenue à 34%.

- Sicav de trésorerie Sequin, participation de 53 k€ (membre fondateur), dont la valeur boursière au 31 décembre 2020 était de 83 k€.

(3) Les autres immobilisations financières sont constituées principalement de dépôts et cautionnements et fonds de garantie.

Note 12_Stocks

En milliers d'euro	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018
Matières 1ères et marchandises	12 057	9 394	8 198
En-cours de production	3 780	3 292	3 757
Produits intermédiaires et finis	1 744	2 189	1 928
Valeurs brutes	17 581	14 876	13 882
Dépréciation	-2 368	-1 946	-1 842
Stocks et en-cours nets	15 213	12 930	12 041

Note 13_Créances clients

En milliers d'euro	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018
Valeur brute	36 187	37 422	34 829
Dépréciation	-700	-679	-393
Valeur nette	35 487	36 743	34 436
Dépréciation / créances brutes	1.9%	1.8%	1.1%

Note 14_Autres actifs courants

En milliers d'euro	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018
Fournisseurs débiteurs	83	114	108
Créances fiscales (TVA) et sociales	1 756	1 718	1 929
Charges constatées d'avance	1 834	1 234	1 105
Autres créances	537	557	408
Total	4 210	3 622	3 549

Note 15_Trésorerie et équivalents de trésorerie

En milliers d'euro	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018
Valeurs mobilières de placements	9 659	8 323	7 138
Comptes bancaires et autres disponibilités	27 363	23 857	18 706
Total (actif du bilan)	37 022	32 180	25 844
- Concours bancaires courants (au passif du bilan)	-32	-55	-400
Trésorerie	36 989	32 125	25 445
Fournisseurs d'immobilisations financières	143	211	276
Emprunts et dettes financières non courants	18 093	8 253	12 043
Trésorerie nette de dettes financières	18 754	23 661	13 126

Les valeurs mobilières de placement comprennent essentiellement des OPCVM ainsi que des placements à court terme. Elles sont considérées comme des actifs financiers disponibles à la vente.

Les gains latents sur OPCVM à fin 2020 s'élevaient à 1 151 milliers d'euro, contre 882 et 130 milliers d'euro respectivement fin 2019 et fin 2018, et sont enregistrés directement en capitaux propres.

Note 16_Provisions pour retraites

L'engagement en matière de retraites correspond à l'indemnité de fin de carrière à percevoir par les salariés le jour de leur départ en retraite. Elle est fonction des conventions collectives ou accords internes des sociétés françaises Apilog, CEPA, Compelma, EC2E, ECI, Groupe CEPA, ICE, ICE Groupe, ISIT, Médiane Système, OTN, STIC, Stillog IST, WaT et WaT Portage. A l'étranger, compte tenu des réglementations spécifiques, les engagements ne sont pas comptabilisés par des provisions.

Une grande partie de ces indemnités de retraites est couverte par des fonds auprès de compagnies d'assurance.

Les hypothèses utilisées pour le calcul se déclinent comme suit :

	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018
Age futur moyen de départ en retraite	65	65	67
Taux de progression des salaires (net d'inflation)	1.5%	1.5%	1.5%
Taux d'actualisation (net d'inflation)	2.0%	2.0%	2.0%
Taux de rendement attendu du fonds	3.6%	6.3%	-5.1%

Les engagements se ventilent comme suit :

En milliers d'euro	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018
Valeur actuelle des engagements pour indemnité de fin de carrière	3 360	2 911	2 545
Valeur du fonds	1 928	1 822	1 736
Provisions pour retraites	1 432	1 089	809
Augmentation des engagements	767	372	457
Mouvements de périmètre et 1ère comptabilisation	98	-	-
Versement sur fonds	-	-	-
Rendement attendu du fonds	76	85	-87
Reprise de provision	492	92	640
Variation sur la période	373	280	-183

Note 17_Emprunts et dettes financières non courants

En milliers d'euro	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018
Par type			
Taux variable	-	-	-
Taux fixe	18 093	8 253	12 043
Par maturité			
Inférieure à 1 an	5 928	3 452	3 848
De 1 à 5 ans	12 164	4 802	8 196
Total	18 093	8 253	12 043
Taux d'intérêt ⁽¹⁾	0.5%	0.5%	0.5%

(1) Le taux d'intérêt effectif peut être affecté par les frais de dossier des emprunts.

Le groupe n'utilisait pas d'instruments dérivés de taux pour couvrir le risque des taux d'intérêt variables.

Note 18_Autres passifs courants

En milliers d'euro	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018
Avances, acomptes reçus / commandes	573	102	197
Dettes fiscales (hors impôts sur les bénéfices) et sociales	15 837	15 960	15 693
Produits constatés d'avance	6 104	6 898	5 379
Autres passifs courants	1 805	1 504	1 155
Total	24 319	24 465	22 423

Note 19_Variations du besoin en fonds de roulement lié à l'activité

En milliers d'euro	2020	2019	2018
Stocks	758	-887	-1 466
Créances d'exploitation (dont clients)	3 550	-2 121	-2 557
Dettes d'exploitation (dont fournisseurs)	-2 077	852	-350
Autres créances et dettes	-2 273	5 748	717
Total	-42	3 593	-3 657

Note 20_Honoraires des commissaires aux comptes

Conformément au décret n° 2008-1487 du 30 décembre 2008, nous vous indiquons les montants des honoraires des commissaires aux comptes pris en charge dans les comptes de résultat :

En milliers d'euro	Exercices des mandats	2020	2019	2018
Comptes sociaux ICE Groupe SA et consolidés groupe		29.1	28.9	28.6
Socaudit, représentée par M. Hervé-J. Buffière, Paris 8ème	2018-2023	14.6	14.4	14.3
SKA, représentée par M. Franck Elbase, Paris 8ème	2020-2025	14.5	14.5	14.3
Filiales		125.0	123.4	116.4
Apilog / Audit-France	2018-2023	4.0	3.9	3.9
CEE Italiana / Dott. Lamberto Gadda, Revisore Contabile ⁽²⁾ , Bergamo	2020	3.1	3.1	3.1
CEE Relays / PPK Auditors Ltd ⁽¹⁾ , Wokingham	2020	3.1	3.2	3.2
Compelma / SKA, M. Frank Elbase, Paris 8ème	2016-2021	7.3	7.1	2.5
Continental de Equipos Eléctricos / KPMG auditores, Madrid	2020	5.1	5.0	5.7
EC2E / Audit-France, Boulogne-Billancourt ⁽³⁾	2020-2025	5.8	5.6	5.6
ICE / Socaudit & SKA (cf. ci-dessus)	2020-2025	28.4	27.8	27.5
Médiane Système / Agemocom, Paris 15ème	2016-2021	15.5	15.2	15.2
OTN / Grant Thornton, Paris 17ème	2020-2025	9.5	10.3	8.7
ISIT / Agemocom, Paris 15ème	2015-2020	8.1	8.0	7.9
STIC / Socaudit, M. Hervé-J. Buffière, Paris 8ème	2015-2020	9.2	9.2	9.0
Stilog IST / Fico-Gestion, Paris 8ème	2016-2021	10.3	10.1	9.6
WaT / M. Robert Girard, Le Touvet	2018-2023	11.8	12.1	11.8
WaT Portage / M. Robert Girard, Le Touvet	2017-2022	3.8	2.8	2.8
Total		154.1	152.3	145.0
(1) Auquel s'ajoutent d'autres prestations (juridique, fiscal, social)		2.6	2.6	2.5

(2) Pris en charge par ICE Groupe

(3) Sa filiale ECI n'a pas de commissaire aux comptes

Note 21_Engagements hors bilan

Les engagements reçus ne sont pas significatifs.

4.6. Liste des sociétés consolidées

	Siège	N° Siren ou Insee	% intérêt
Sociétés consolidées par intégration globale			
Apilog SAS	Chanteloup-les-Vignes (Paris) France	347 788 135	95,34%
CEE España Continental de Equipos Eléctricos SAU	Las Rozas (Madrid) Espagne	084 033 638	100,00%
CEE Italiana SRL	Concorezzo (Milano) Italie	084 033 620	100,00%
CEE Relays LTD	Slough (London) Grande Bretagne	084 033 646	96,50%
CEPA SAS	Questembert (Vannes) France	315 695 767	51,00% ⁽¹⁾
COMPELMA SAS	Les Ulis (Paris) France	353 387 921	100,00%
Domus Effectus SCI	Parthenay (Deux-Sèvres) France	490 347 259	100,00%
EC2E Électro Câblage Engineering et Équipement SAS	L'Isle Adam (Paris) France	312 517 071	51,00%
ECI Électro-Câblage Industrie SARL	Méry sur Oise (Paris) France	494 295 645	51,00% ⁽¹⁾
EMC Electro Medias Confectii SRL	Medias (Sibiu) Roumanie	J32/947/2015	75,50% ⁽²⁾
Groupe CEPA SAS	Questembert (Vannes) France	838 269 611	51,00%
ICE Industrielle de Contrôle et d'Équipement SAS	Alfortville (Paris) France	808 660 781	100,00%
ICE Groupe Ingénierie, Conseil et Équipement Groupe SA	Alfortville (Paris) France	542 014 782	100,00%
ISIT SAS	Plaisance du Touch (Toulouse) France	380 342 774	100,00%
OTN Organisation des Travaux Nucléaires SAS	Macon France	340 564 798	100,00%
Médiane Système SAS	Le Pecq (Paris) France	350 039 418	99,70%
Médiane Benelux SRL	Bruxelles Belgique	0685 796 631	99,70% ⁽³⁾
STIC Sté Technique Ingénierie & Coopération SAS	Les Ulis (Paris) France	342 060 662	100,00%
STILOG INC.	San Francisco (Californie) États-Unis	46 3620349 ⁽⁴⁾	100,00%
STILOG IST SAS	Nanterre (Paris) France	382 489 029	100,00%
WaT SAS	Les Marches (Chambéry) France	452 035 116	100,00%
WaT Portage SAS	Les Marches (Chambéry) France	833 258 585	100,00%
Sociétés consolidées par mise en équivalence			
Médiane Ingénierie SAS	Labège (Toulouse) France	509 728 994	38,88% ⁽³⁾
Technicam Technique Câblage Maroc SARL	Mohammedia (Casablanca) Maroc	10 311	17,34% ⁽⁵⁾

(1) Sociétés détenues à 100% respectivement par Groupe CEPA et EC2E détenues à 51,00%

(2) Anciennement C2E Cabluri. Société détenue à 50% par OTN détenu à 100% et à 50% par Groupe CEPA détenu à 51,00%. Numéro de série au registre du commerce de Sibiu

(3) Sociétés détenues respectivement à 100% et 39% par Médiane Système détenue à 99,70%

(4) Employer Identification Number (EIN)

(5) Société détenue à 34% par Groupe CEPA détenu à 51%. Numéro au registre de commerce de Mohammedia.

4.7. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux actionnaires,

I – Opinion sur les comptes consolidés

En exécution de la mission que vous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société ICE GROUPE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les entités comprises dans le périmètre de consolidation.

II – Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

III – Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions de l'article L.823-9 et R.823-7 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que celles-ci ont notamment porté sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes de votre société, et n'appellent pas de justification particulière.

Selon notre jugement professionnel, les appréciations ainsi portées ont été les plus importantes. Celles-ci s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

IV – Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

V – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

VI – Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, les commissaires aux comptes exercent leur jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ils identifient et évaluent les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissent et mettent en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillent des éléments qu'ils estiment suffisants et appropriés pour fonder leur opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les

omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- ils prennent connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- ils apprécient le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- ils apprécient le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de leur rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événe-

ments ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'ils concluent à l'existence d'une incertitude significative, ils attirent l'attention des lecteurs de leur rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, ils formulent une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- ils apprécient la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évaluent si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, ils collectent des éléments qu'ils estiment suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Ils sont responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Paris, le 8 avril 2021

Les commissaires aux comptes

SOCAUDIT
Pierre-Jean FRISON

Serge Kubryk Audit
Franck ELBASE



Comptes sociaux
au 31 décembre 2020

5. Comptes sociaux

5.1. Comptes de résultat comparés

En milliers d'euro	2020	2019	2018
Produits d'exploitation	11 290.9	11 268.6	10 693.7
Chiffre d'affaires net (note 6)	11 200.5	11 266.5	10 646.6
Subventions d'exploitation & autres produits	0.0	0.0	0.0
Reprise de provisions et transferts de charges	90.4	2.1	47.2
Charges d'exploitation	-11 216.2	-11 121.2	-10 624.2
Autres achats et charges externes	-9 996.9	-9 834.5	-9 267.5
Impôts et taxes	-35.7	-31.1	-32.3
Charges de personnel (note 7)	-1 093.9	-1 127.3	-1 266.8
Dotations aux amortissements et provisions	-46.9	-78.8	-9.3
Autres charges	-42.8	-49.4	-48.2
Résultat d'exploitation	74.7	147.5	69.6
Résultat financier (note 8)	4 753.5	2 658.3	1 845.2
Résultat courant avant impôts	4 828.2	2 805.8	1 914.8
Résultat exceptionnel	-	-	2.0
Impôts sur les résultats (note 9)	7.2	-35.3	32.4
Résultat net	4 835.4	2 770.5	1 949.2

5.2. Bilans comparés

Actif (en valeurs nettes)			
En milliers d'euro	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018
Actif immobilisé	57 126.7	55 282.6	55 650.1
Immobilisations incorporelles (note 1)	0.2	1.8	3.8
Immobilisations corporelles (note 2)	71.0	82.3	94.7
Immobilisations financières (notes 3 et 4)	57 055.5	55 198.5	55 551.6
Actif circulant	29 493.5	22 771.4	22 436.9
Avances et acomptes versés (note 4)	-	-	11.5
Clients et comptes rattachés (note 4)	2 898.2	2 247.0	3 513.3
Autres créances (note 4)	15 312.3	10 420.2	10 305.2
Valeurs mobilières de placement	6 172.3	6 194.9	5 977.0
Disponibilités	5 110.7	3 909.3	2 629.8
Comptes de régularisation actif (note 4)	12.4	8.7	6.6
Total de l'actif	86 632.7	78 062.7	78 093.5

Passif

En milliers d'euro	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018
Capitaux propres	62 101.6	58 228.7	56 409.4
Capital	11 524.0	11 324.0	11 324.0
Réserve légale	1 132.4	1 132.4	1 132.4
Autres réserves	42 800.0	42 000.0	41 000.0
Report à nouveau	1 809.8	1 001.8	1 003.9
Résultat	4 835.4	2 770.5	1 949.2
Provisions pour risques et charges (note 5)	23.4	79.1	14.7
Autres dettes (note 4)	24 507.7	19 754.9	21 669.5
Emprunts et dettes financières	19 538.6	15 685.9	16 973.6
Dettes d'exploitation	4 345.9	3 858.4	4 160.7
Dettes diverses	623.2	210.7	535.2
Total du passif	86 632.7	78 062.7	78 093.5

5.3. Tableau des flux de trésorerie comparés

En milliers d'euro	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018
Résultat net	4 835.4	2 770.5	1 949.2
Amortissements et provisions	-1 492.3	435.9	-32.9
Plus ou moins-values de cession	70.0	-	-2.0
Marge brute d'autofinancement	3 413.1	3 206.4	1 914.3
Variation du besoin en fonds de roulement (note 10)	-434.0	1 516.3	-2 168.9
Flux de trésorerie généré par l'activité (A)	2 979.0	4 722.8	-254.6
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	-	-98.7
Acquisition et cessions de filiales, augmentation de capital filiales	-540.9	-64.9	-62.4
Variation des autres actifs financiers	-4.1	-4.1	22.5
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	-545.0	-69.0	-138.6
Dividendes versés	-962.5	-951.2	-928.6
Encaissements provenant d'emprunts	9 004.1	3.8	1 002.4
Variation des comptes courants d'associés	-5 675.1	1 326.8	1 996.0
Remboursement d'emprunts	-3 621.7	-3 537.0	-4 658.7
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	-1 255.2	-3 157.6	-2 589.0
Variation de trésorerie (A+B+C)	1 178.8	1 496.3	-2 982.1
Trésorerie d'ouverture (D)	10 101.2	8 605.0	11 587.1
Trésorerie de clôture (A+B+C+D+E)	11 280.1	10 101.2	8 605.0

5.4. Notes annexes

5.4.1. Périmètre et principes comptables

Les comptes annuels sont établis conformément au PCG 2014 et aux principes généralement admis. Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués selon la méthode du coût historique.

5.4.2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition.

Les concessions, brevets et droits similaires sont essentiellement constitués de logiciels maintenant amortis sur trois ans.

5.4.3. Immobilisations corporelles

Toutes les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les amortissements linéaires et dégressifs comptabilisés sont calculés selon la durée d'utilisation estimée d'après les usages à :

- Mobiliers linéaire 10 ans
- Matériels informatiques dégressif 2/3 ans

5.4.4. Immobilisations financières

Les titres de participation sont enregistrés pour leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

Leur valeur est examinée annuellement, par référence à leur rentabilité actuelle et prévisionnelle et à la quote-part de capitaux propres détenue. Une dépréciation est, le cas échéant, constatée par voie de provision.

5.4.5. Stocks et en-cours

Société holding, la société n'a pas de stock de matières premières, de marchandises ou d'en-cours.

5.4.6. Engagement en matière de pensions et retraites

L'engagement de la société en matière de retraites correspond à l'indemnité de départ en retraite prévue par sa convention collective.

Cet engagement fait l'objet pour ces salariés d'un calcul statistique actuariel selon la méthode « rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière ».

L'essentiel des indemnités de retraites hors charges est couvert auprès d'une compagnie d'assurance. Le solde de l'engagement continue à être géré par des provisions internes.

Note 1_Immobilisations incorporelles

En milliers d'euro	31/12/2020	Autres mouvements ⁽¹⁾	Cessions Reprises	Acquisitions Dotations	31/12/2019
Concessions, brevets et droits similaires et en-cours	63.5	-	-	-	63.5
Valeurs brutes	63.5	-	-	-	63.5
Concessions, brevets et droits similaires et en-cours	63.2	-	-	1.6	61.7
Amortissements	63.2	-	-	1.6	61.7
Immobilisations incorporelles nettes	0.2	-	-	-1.6	1.8

(1) Il s'agit essentiellement de mouvements de périmètre, de virements de postes à postes et des écarts de conversion.

Note 2_Immobilisations corporelles

En milliers d'euro	31/12/2020	Cessions Reprises	Acquisitions Dotations	31/12/2019
Autres immobilisations corporelles	201.4	-	-	201.4
Valeurs brutes	201.4	-	-	201.4
Autres immobilisations corporelles	130.3	-	11.3	119.1
Amortissements	130.3	-	11.3	119.1
Immobilisations corporelles nettes	71.0	-	-11.3	82.3

Note 3_Immobilisations financières

En milliers d'euro	31/12/2020	Autres mouvements ⁽¹⁾	Cessions Reprises	Acquisitions Dotations	31/12/2019
Titres de participation ⁽²⁾	59 712.9	-	-	473.4	59 239.5
Autres immobilisations financières ⁽³⁾	296.6	-	-70	4.1	362.5
Valeur brute	60 009.5	-	-	477.5	59 602.0
Titres de participation	2 954.0	-	-1 379.5	-	4 333.5
Autres immobilisations financières	-	-	-70	-	70.0
Dépréciations	2 954.0	-	-1 449.5	-	4 403.5
Valeur nette	57 055.5	-	1 379.5	-	55 198.5

(1) Il s'agit essentiellement de mouvements de périmètre, de virements de postes à postes et des écarts de conversion.

(2) les titres de participation sont détaillés dans le paragraphe 5.5.

(3) Les autres immobilisations financières sont constituées de dépôts et cautionnements, fonds de garantie et mali de fusion.

Note 4_Echéance des créances et des dettes

En milliers d'euro	31/12/2020					31/12/19
	A un an au plus	A plus d'un an	Brut	Dépréciation(1)	Net	Net
Créances	12 387.2	6 132.3	18 519.5	-	18 519.5	12 968.3
Prêts et dépôts	-	296.6	296.6	-	296.6	292.5
Avances et acomptes versés	-	-	-	-	-	-
Clients et comptes rattachés ⁽³⁾	2 898.2	-	2 898.2	-	2 898.2	2 247.0
Autres créances	9 476.6	5 835.7	15 312.3	-	15 312.3	10 420.2
Comptes de régularisation actif	12.4	-	12.4	-	12.4	8.7
Dettes	11 324.0	13 183.7	24 507.7		24 507.7	19 754.9
Emprunts et dettes financières ⁽²⁾	6 354.9	13 183.7	19 538.6		19 538.6	15 685.9
Dettes d'exploitation	4 345.9	-	4 345.9		4 345.9	3 858.4
Dettes fournisseurs et comptes rattachés ⁽³⁾	3 491.8	-	3 491.8		3 491.8	3 066.1
Dettes fiscales et sociales	854.1	-	854.1		854.1	792.3
Dettes diverses	623.2	-	623.2		623.2	210.7
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	143.2	-	143.2		143.2	210.7
Autres dettes	480.0	-	480.0		480.0	-
(1) Dotations de l'exercice				3.5		3.5
(1) Reprises de l'exercice				70.0		-
(3) Factures émises ou reçues non réglées, terme échu	0 jour (indic.)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et +	Total hs délai
Émises / date de clôture. Nbre hors délai : 10 (0 j), 13 (1 j et +)	340.7	-	57.4	46.0	163.2	266.5
Pourcentage des ventes	3.0%	-	0.5%	0.4%	1.5%	2.4%
Émises / retard paiement 2020. Nbre hs délai : 52 (0 j), 384 (1 j et +)	993.9	3 565.2	602.2	140.9	2 401.4	6 709.7
Pourcentage des ventes	8.9%	31.8%	5.4%	1.3%	21.4%	59.9%
Reçues / date de clôture. Nbre hors délai : 63 (0 j), 17 (1 j et +)	1 021.5	3.8	84.3	43.5	163.6	295.1
Pourcentage des achats	10.2%	0.0%	0.8%	0.4%	1.6%	3.0%
Reçues / retard paiement 2020. Nbre hs délai : 29 (0 j), 529 (1 j et +)	596.4	3 205.0	782.8	46.3	3 835.3	7 869.4
Pourcentage des achats	6.0%	32.1%	7.8%	0.5%	38.4%	78.7%

(2) Les dettes financières intègrent le *portage* de placements financiers pour les filiales : comptes à terme pour ICE (1,36 M€) et OPCVM pour Compelma (0,49 M€) et Stilog IST (0,52 M€).

Note 5_Provisions pour risques et charges

En milliers d'euro	31/12/2020	Reprises	Dotations	31/12/2019
Provisions pour risques et charges	23.4	-89.7	34.0	79.1
Provision pour retraite	23.4	-89.7	34.0	79.1

Note 6_Chiffre d'affaires

6.1. Informations par zone géographique

	2020			2019
	En milliers d'euro	Poids en %	Croissance en %	En milliers d'euro
France	11 174.5	99.8%	-0.5%	11 232.2
Export	26.0	0.2%	-24%	34.3
Total	11 200.5	100%	-0.6%	11 266.5

6.2. Informations par nature

	2020			2019
	En milliers d'euro	Poids en %	Croissance en %	En milliers d'euro
Services	2 705.3	24%	-7.6%	2 929.3
Portage pour le compte d'autres sociétés du groupe	8 495.2	76%	+1.9%	8 337.2
Total	11 200.5	100%	-0.6%	11 266.5

Note 7_ Frais de personnel et effectifs

7.1. Effectifs ⁽¹⁾

	2020	2019
Ingénieurs et cadres	6	5
Agents de maîtrise	3	3
Employés et techniciens	2	3
Total effectif salarié	11	11

(1) En moyenne annuelle.

L'effectif salarié au 31 décembre dernier était de 11 comme en 2019.

7.2. Frais de personnel

En milliers d'euro	2020	2019
Rémunération du personnel	747.1	800.4
Charges sociales	346.8	326.9
Total frais de personnel	1 093.9	1 127.3
Valeur ajoutée	1 203.6	1 432.1
Frais de personnel par rapport à la valeur ajoutée	90.9%	78.7%

7.3. Rémunération des dirigeants

Le total des rémunérations des membres du Conseil de surveillance au titre de l'exercice 2020 a été de 87 480 €.

Note 8_ Résultat financier

En milliers d'euro	2020	2019
Produits financiers	4 895.6	3 118.6
Dividendes encaissés des participations	3 397.7	2 767.9
Autres produits financiers ⁽¹⁾	1 497.9	350.7
Charges financières	-142.1	-460.3
Résultat financier	4 753.5	2 658.3

(1) Dont, en 2020, 1 379 de reprise de provision pour dépréciation de titres de participation.

Note 9_Impôts sur les résultats

9.1. Impôt sur les bénéfices

En milliers d'euro	2020		Après impôt
	Avant impôt	Impôt	
Résultat courant	4 828.2	7.2	4 835.4
Résultat exceptionnel	-	-	-
Résultat comptable	4 828.2	7.2	4 835.4

9.2. Incidences des dispositions fiscales

En milliers d'euro	2020	Variation	2019
Congés à payer	44.9	7.2	37.7
Provisions pour retraites	23.4	-55.7	79.1
Déficit reportable	588.5	-334.6	923.1
Divers	1 105.5	246.2	859.2
Total bases impôts différés actifs	1 762.3	-136.8	1 899.1
Allègement de la dette future d'impôt	493.4	-38.3	531.7
Solde situation active /(passive) d'impôts différés	493.4	-38.3	531.7

Note 10_Variations du besoin en fonds de roulement lié à l'activité

En milliers d'euro	2020	2019
Variation d'exploitation	-210.6	1 221.5
Créances d'exploitation (dont clients)	-696.7	1 529.3
Dettes d'exploitation (dont fournisseurs)	486.0	-307.7
Variation hors exploitation	-223.4	294.8
Créances hors exploitation	-701.9	551.0
Dettes hors exploitation	482.3	-254.2
Charges et produits constatés d'avance	-3.7	-2.1
Total	-434.0	1 516.3

Note 11_Engagements hors bilan

Les engagements donnés et reçus ne sont pas significatifs.

5.5. Liste des filiales et participations

En milliers d'euro (k€)	Capital	Capitaux propres	Quote-part détenue du capital	Valeur comptable des titres détenus		Résultat 2020	Dividendes encaissés	Observations Clôture 31/12/20	Créances sur filiales	
				Brute	Nette				Clients	Comptes courants
Apilog, SAS 27 rue Panhard et Levassor F-78570 CHANTELOUP-LES-VIGNES	1 036.1	1 359.2	95.34%	1 646.3	1 646.3	47.7	-		31.8	-
CEE Italiana, srl Via Verga,11 I-20049 CONCOREZZO (Milano), ITALIE	96	1 650.4	100%	875.7	875.7	170.7	110.4		5.0	-
CEE Relays, Ltd 87C Whitby Road SLOUGH, Berkshire SL13DR, GRANDE BRETAGNE	333.7	228.4	96.5%	228.7	228.7	-1.2	-	Année : 1E=1.1239E 31/12 : 1E=1.1123E	1.5	-
COMPELMA, SAS Miniparc du Verger, 1 rue de Terre Neuve F-91940 LES ULIS	1 000	3 483.9	100%	6 100.4	3 500.0	387.2	800.0		-	-
Continental de Equipos Eléctricos, SAU C/Playa de Liencres E-28230 LAS ROZAS (Madrid), ESPAGNE	72.3	1 577.9	100%	42.0	42.0	377.5	665.0		2.5	-
Domus Effectus, SCI 36 av. Aristide Briand F-79201 PARTHENAY	20	-93.3	100%	20.0	20.0	8.6	-		-	178.0
EC2E Électro Câbl. Engineering et Equip., SAS 4 bd Napoléon 1er, Zac du pont des rayons F-95290 L'ISLE-ADAM	1 600	3 569.7	51%	2 517.0	2 517.0	441.9	280.5	Résultat de sa filiale ECI : -62.1 k€	13.5	-
ICE Industrielle de Contrôle et d'Équipement, SAS 11 rue marcel Sembat F-94140 ALFORTVILLE	12 000	18 646.3	100%	19 643.1	19 643.1	-893.2	-		-480.0	5 157.9
ISIT, SAS 7 rue Marie-André Ampère F-31830 PLAISANCE DU TOUCH	500.0	442.1	100%	1 014.2	660.6	-3.6	-		13.6	210.9
Médiane Systeme, SA Bl Québec, 54 route de Sartrouville F-78232 LE PECQ	6 000	7 651.5	99.7%	7 825.3	7 825.3	-629.3	239.3	Résultat de sa filiale Médiane Benelux : -23.3 k€	328.5	-
OTN Organisation des Travaux Nucléaires, SAS 360 rue Einstein F-71000 MACON	4 000	7 832.8	100%	7 710.8	7 710.8	1 330.1	380.0	Résultat de sa filiale Gr.CEPA 31/05/20 : 1 003.2 k€	128.4	4 723.1
STIC, SAS Miniparc du Verger, 1 rue de Terre Neuve F-91940 LES ULIS	1 000	3 864.4	100%	3 935.5	3 935.5	1 053.8	360.0	Reprise de 1 379k€ de provision pour dépréciation titres	54.4	-
STILOG IST, SAS Le Capitole, 55 av. des Champs Pierreux F-92000 NANTERRE	1 500	7 177.6	100%	6 541.3	6 541.3	632.5	562.5	Résultat de sa filiale Stilog Inc. : -163.0 k€	302.9	-
WaT 'We are Technologies', SAS 20 rue du Gamay F-73800 LES MARCHES	1 000	1 457.4	100%	1 554.8	1 554.8	-273.7	-	Résultat de sa filiale WaT Portage : 36.2 k€	29.3	727.5

Les sociétés ci-dessous ne sont pas détaillées :

- Cervicem, société au capital de 15 milliers d'euro, participation détenue à 34%.

- Sequin, sicav de trésorerie, participation (membre fondateur) de 53 milliers d'euro (valeur de marché égale à 83 milliers d'euro).

Elles ne présenteraient qu'un intérêt négligeable par rapport à l'objectif de donner une image fidèle de la situation financière du groupe.

5.6. Résultats financiers sur cinq ans

En euro	2020	2019	2018	2017	2016
Capital en fin d'exercice					
Capital social	11 524 000	11 324 000	11 324 000	11 324 000	11 324 000
Nombre des actions ordinaires existantes	1 152 400	1 132 400	1 132 400	1 132 400	1 132 400
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	11 200 000	11 267 000	10 647 000	10 169 000	9 623 000
Résultat avant impôts, participation, amortissements et provisions	3 359 000	3 024 000	2 102 000	3 896 000	1 559 000
Impôts sur les bénéfices	-7 000	35 000	-32 000	-53 000	27 000
Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	-
Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions	4 835 000	2 771 000	1 949 000	3 835 000	1 522 000
Résultat distribué	921 920	962 540	951 216	928 568	928 568
Résultats par action					
Résultat après impôts, participation mais avant amortissements et provisions	2.92	2.64	1.88	3.49	1.35
Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions	4.20	2.45	1.72	3.39	1.34
Dividende attribué à chaque action	0.80	0.85	0.84	0.82	0.82
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	11	11	11	11	10
Montant de la masse salariale de l'exercice	747 000	800 000	886 000	745 000	1 230 000
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales...)	379 000	325 000	355 000	370 000	441 000

5.7. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux actionnaires,

I – Opinion sur les comptes annuels

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ICE GROUPE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II – Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

III – Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément. Les titres de participation dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2020 s'établit à 56 758 865 euros sont évalués à leur coût de revient et dépréciés sur la base de leur valeur d'usage selon les modalités décrites en note « Immobilisations financières » de l'annexe.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs d'utilité, notamment à revoir l'actualisation des perspectives de rentabilité des activités concernées, et à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles issus des plans stratégiques établis pour chacune de ces activités sous le contrôle de la direction générale.

Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

IV – Vérifications du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par le directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Fait à Paris, le 8 avril 2021

Les commissaires aux comptes

SOCAUDIT
Pierre-Jean FRISON

Serge Kubryk Audit
Franck ELBASE

V – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

VI – Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, les commissaires aux comptes exercent leur jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ils identifient et évaluent les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissent et mettent en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillent des éléments qu'ils estiment suffisants et appropriés pour fonder leur opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- ils prennent connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- ils apprécient le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- ils apprécient le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de leur rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'ils concluent à l'existence d'une incertitude significative, ils attirent l'attention des lecteurs de leur rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, ils formulent une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- ils apprécient la présentation d'ensemble des comptes annuels et évaluent si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

6. Informations sociales, sociétales et environnementales du groupe

6.1. Informations sociales

6.1.1. Les valeurs du groupe

Les entreprises du groupe se sont construites sur des principes éthiques forts : respect, esprit d'équipe, courage, honnêteté et transparence.

Ces valeurs sont portées au quotidien par les équipes des différentes sociétés dans leurs relations internes et leurs contacts externes, clients, fournisseurs et institutions.

6.1.2. La politique des relations humaines

La politique des Relations Humaines du groupe vise à soutenir sa croissance et à accompagner ses transformations dans un esprit de confédération d'entreprises.

Les femmes et les hommes contribuent à bâtir le projet humain et social des entreprises du groupe grâce à leurs talents individuels et à la force du collectif.

L'année écoulée a révélé combien il était important d'attirer des talents, de les intégrer au sein des équipes, dans un contexte où le télétravail était très fortement pratiqué. Les équipes ont dans leur ensemble fait preuve d'adaptabilité afin de permettre aux nouveaux arrivés de se sentir accueillis et accompagnés, dans un souci constant de respect de la diversité et de l'inclusion.

La généralisation du télétravail dans les métiers où cela était possible a également contribué à modifier les pratiques de management basé sur la confiance, l'autonomie et la responsabilisation.

Les circonstances sanitaires ont également mis en évidence la préoccupation constante de veiller à la santé et à la sécurité des membres du personnel et de promouvoir les échanges avec les salariés et les représentants du personnel dans le cadre d'un dialogue constructif et de qualité.

6.1.3. Emploi

a) Effectifs

- Répartition par zone géographique

Présent en France, Angleterre, Espagne, Italie, Belgique, Roumanie et Etats Unis, le groupe employait au terme de l'année 2020, 890 personnes, hors salariés en alternance et hors participation au Maroc :

Exercice	France	Autres pays UE	Amérique du Nord	Total
2020	823	56	11	890
2019	836	34	13	883

- Répartition par nature de contrats

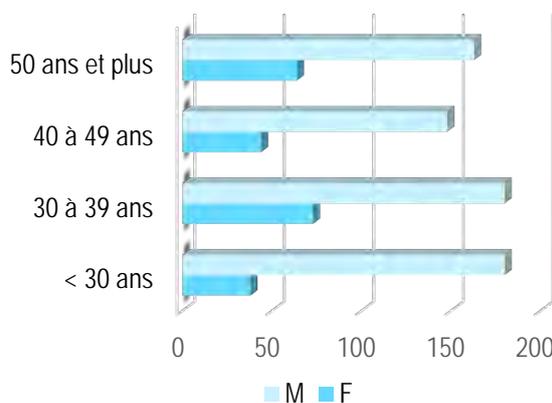
Le Groupe privilégie le recours au contrat à durée indéterminée. La quasi-totalité de l'effectif était ainsi employée sous contrat à durée indéterminée.

Exercice	CDI	CDI de chantier	CDD	Total
2020	861	18	11	890
2019	860	20	3	883

- Répartition par tranches d'âge

Le groupe veille à permettre aux jeunes générations de s'intégrer dans la vie professionnelle. Ainsi, 7% de l'effectif était âgé de moins de 25 ans, employés dans leur quasi-totalité en contrat à durée indéterminée.

Il s'appuie également sur l'expertise des générations plus âgées. Les salariés âgés de 55 ans et plus représentaient ainsi 16% de l'effectif total.



L'âge moyen était de 39 ans :

Exercice	France	Autres pays UE	Amérique du Nord	Total
2020	39 ans	41 ans	33 ans	39 ans
2019	38 ans	42 ans	32 ans	38 ans

- Répartition par sexe

En lien avec le caractère technique des métiers du groupe et les choix de formation initiale des femmes et des hommes, les salariés de sexe masculin occupaient une part importante de l'effectif. Toutefois, la proportion des femmes a augmenté en 2020 par rapport aux années précédentes.

En France, la part des femmes dans l'effectif total représentait 24,6 % en 2020 :

	Hommes	Femmes	Total
France	630	193	823
Autres pays UE	31	25	56
Amérique du Nord	10	1	11
Total 2020	671	219	890
Total 2019	695	188	883

La proportion de femmes atteignait 29,4 % dans le secteur Energie et Industrie.

- Répartition par catégories professionnelles

Les spécialités à haut niveau d'expertise technique des entreprises du groupe (énergie, ingénierie technique et logiciel, automatismes, contrôle-commande et systèmes embarqués...), conduisent à forte proportion d'ingénieurs. L'effectif total comprenait ainsi une part de 56% d'ingénieurs / cadres.

L'arrivée de nouvelles sociétés dans le secteur de l'énergie et industrie a toutefois augmenté le nombre d'ouvriers par rapport aux précédentes années :

Exercice	IC	ETAM	Ouvrier	Total
2020	500	228	162	890
2019	530	248	105	883

b) Les recrutements

La politique de recrutements du groupe privilégie le recours à des emplois à durée indéterminée et ne réserve qu'une place marginale aux emplois en contrat à durée déterminée. Malgré une période marquée par la crise sanitaire, le recrutement s'est maintenu à un bon niveau. Ainsi 122 personnes ont rejoint le Groupe en 2020 :

Exercice	France	Autres pays UE	Amérique du Nord	Total
2020	115	6	1	122
2019	164	12	6	182

Ces recrutements ont été réalisés très majoritairement en contrats à durée indéterminée :

Exercice	CDI	CDI de chantier	CDD	Total
2020	94	3	25	122
2019	163	3	16	182

Et se sont adressés à plus de 66% à des profils ingénieurs / cadres :

Exercice	IC	ETAM	Ouvrier	Total
2020	81	27	14	122
2019	123	44	15	182

Le secteur de l'ingénierie a de nouveau concentré l'essentiel des embauches (75 sur 122).

En lien avec les compétences technologiques recherchées, c'est la tranche d'âge inférieure à 30 ans qui a concentré l'essentiel des recrutements :

	2019	2020
< 30 ans	99	55
30 à 39 ans	42	39
40 à 49 ans	19	20
50 ans et plus	22	8
Total	182	122

La part des femmes dans les recrutements a continué de progresser, passant de 19% à 21% en 2019, puis à 25% en 2020.

c) Les départs

184 salariés ont quitté le groupe en 2020, dont 155 départs de salariés en CDI.

	2019	2020
Nombre total de départs de CDI	133	155
Dont nombre de licenciements	11	10
Dont nombre de démissions	81	84
Dont nombre de départs retraite	3	11

Compte tenu des caractéristiques de son marché de l'emploi, c'est le secteur de l'ingénierie qui a concentré la plus grande part des départs (56% des salariés employés en CDI). Les ingénieurs et cadres ont représenté la plus grande part des départs :

Départs de salariés en CDI par catégories

	IC	ETAM	Ouvrier	Total
2020	111	33	11	155
2019	95	33	5	133

40% des départs ont concerné des salariés âgés de moins de 30 ans. La part des plus jeunes dans le turn-over s'est accentuée en 2020 :

	2019		2020	
	Nombre	%	Nombre	%
< 30 ans	45	34%	62	40%
30 à 39 ans	48	36%	42	27%
40 à 49 ans	27	20%	23	15%
50 ans et plus	13	10%	28	18%
Total	133		155	

73% des départs de salariés en CDI se sont produits dans une tranche d'ancienneté inférieure à 5 ans.

6.1.4. Rémunérations

La politique de rémunération des entreprises du Groupe s'appuie sur la conviction qu'il n'y a pas de performance économique sans un environnement social de qualité. Elle vise ainsi à attirer et fidéliser les talents, à leur proposer des parcours de carrière motivants et à encourager la performance et l'engagement de ses salariés, individuellement et collectivement.

Les entreprises du groupe veillent à proposer à leurs salariés un dispositif de rémunération compétitif et équitable, en adéquation avec les pratiques observées pour chaque métier sur le marché et adapté aux spécificités locales des pays dans lesquels elles exercent leurs activités. Celui-ci comporte selon les situations, rémunération fixe, primes, rémunération variable, et avantages sociaux.

Chaque société s'assure de l'équité des rémunérations à équivalence de poste et de performance.

Salaires et traitements	37 264 milliers d'euro
Charges sociales	15 471 milliers d'euro

Extrait compte de résultat consolidé 2020

En France, des accords de participation et d'intéressement permettent d'associer les membres du personnel aux résultats. Les montants distribuables au titre de l'exercice 2020 ont représenté 187 991 euro.

En matière de protection sociale, la politique du groupe a pour objectif d'assurer aux membres du personnel et à leur famille l'accès à un système de santé de qualité et à les protéger par un soutien financier dans les moments difficiles. Elle se traduit par des dispositifs incluant une couverture frais de santé, une assurance décès et invalidité.

6.1.5. Organisation du temps de travail

Les entreprises du groupe s'efforcent de créer des conditions de travail facilitant la collaboration, l'agilité collective et la créativité.

L'organisation du travail est définie dans chaque société du groupe en fonction du contexte local et de l'activité et dans le respect des obligations légales et contractuelles. Dans les sociétés comportant une représentation syndicale, l'organisation du temps de travail a fait l'objet d'accords collectifs.

Cette organisation intègre la flexibilité des horaires de travail (horaires individualisés, aménagement d'horaires, temps partiel...). Dans ce cadre, 33 personnes exerçaient leur activité à temps réduit, pour la quasi-totalité à leur demande.

En France, les sociétés relèvent de différentes conventions collectives (métallurgie, bureaux d'études techniques, commerce de gros, portage salarial). Les statuts horaires pratiqués dans les entreprises du groupe résultent des accords signés dans les branches ou au sein des entreprises : il s'agit notamment de forfaits sans référence horaire pour les cadres dirigeants, de forfaits annuels en jours, de forfaits en heures, de la mise en œuvre des modalités 1, 2 ou 3 de la branche bureaux d'études techniques, d'horaires base 35 heures (hebdomadaires, en moyenne, avec modulation, avec attribution de JRTT), et d'horaires base 39 heures hebdomadaires.

En France, 10 127 heures supplémentaires ont été réalisées en 2020.

La crise sanitaire a imposé des réflexions sur les modalités de l'organisation du temps de travail. En mars 2020, avec la période de confinement, les entreprises ont mis en œuvre des mesures de télétravail, parfois dans des conditions familiales difficiles. Les organisations mises en place ont permis la continuité d'activité, même de façon dégradée et la réflexion sur ces nouvelles façons de travailler. Cette expérience amènera certaines des sociétés du groupe à consolider par voie d'accords les pratiques existantes.

6.1.6. Formation

La politique de formation a pour objectifs principaux de transmettre les savoirs et savoir-faire du groupe, de maintenir à un haut niveau les compétences des équipes afin de

répondre aux attentes de nos clients et rester un partenaire reconnu par eux.

Les sociétés du groupe mettent en place des formations pour favoriser l'évolution et les parcours professionnels et garantir l'intégration des salariés.

Ces formations sont construites en cohérence avec l'évolution des besoins de compétences et les attentes des membres du personnel qui peuvent être exprimées lors de différents entretiens, ainsi qu'avec l'évolution des organisations et des obligations légales et réglementaires.

L'offre de formation concerne différents domaines d'expertise. Elle intègre des formations aux règles d'hygiène, de sécurité et de qualité, des formations techniques sur les métiers du Groupe, des formations tournées vers le service client et des sessions dédiées au management. Les actions de formation comportent un dispositif d'évaluation qui permet d'en mesurer l'efficacité.

La crise sanitaire accompagnée de périodes de confinement et d'activité partielle a également permis la découverte de nouvelles pratiques avec le développement des formations à distance (e-learning, MOOC,...). Les formations restent malgré tout dispensées en présentiel, dans la mesure du possible.

6.1.7. Santé et sécurité

La politique générale des entreprises du groupe vise à anticiper et prévenir les risques liés au travail, y compris les risques psychosociaux et à assurer la qualité des conditions d'hygiène, de sécurité, de santé et de vie au travail.

Différentes actions (sensibilisation, prévention, formation adaptées à l'environnement des différentes activités) sont menées pour prévenir les risques professionnels (gestes et postures, règles de sécurité, risque incendie, conduite préventive...).

La politique sécurité s'appuie sur l'encadrement, chargé de mettre en œuvre les mesures de prévention des risques et de prendre les mesures nécessaires pour éviter les situations à risque. Elle repose également sur les salariés, acteurs de leur propre sécurité.

Du fait du contexte sanitaire, de nombreuses actions ont été menées au sein des différentes sociétés afin de communiquer les règles et procédures mises en œuvre pour lutter contre le risque de diffusion du virus Covid-19 ainsi que de fournir les équipements et de réaliser les aménagements de locaux pertinents.

Les comportements responsables des salariés ont permis de limiter le nombre de salariés touchés par la maladie et les impacts sociaux sur leurs familles.

Les actions engagées au sein des entreprises et l'implication des salariés ont permis d'aboutir à un nombre d'accidents de travail limité.

6.1.8. Qualité de vie au travail

Les entreprises du groupe sont attentives à pouvoir offrir un environnement de travail de qualité avec des locaux modernes, adaptés et accessibles, notamment en transport en commun et un climat social serein.

Différentes mesures concourent à l'équilibre vie personnelle - vie professionnelle :

- une réelle flexibilité dans l'organisation du travail (horaires variables...);
- des aménagements des temps de travail (temps partiel choisi, forfait jours réduit, aménagement du travail sur 4 ou 4.5 jours,...);
- de bonnes pratiques sur l'organisation des réunions;
- la mise en œuvre du droit à la déconnexion...

Par ailleurs des mesures spécifiques peuvent être prises pour la parentalité (télétravail pour salariée en maternité, réservations de berceaux en crèche...)

La crise sanitaire a également eu pour effet de mettre en œuvre des organisations en télétravail, lorsque les activités le permettent. Cette pratique est appelée à perdurer dans des conditions qui seront redéfinies dans un contexte normalisé, et avec pour objectif de conserver le même niveau de qualité du travail, tout en améliorant la qualité de vie, notamment lorsque les temps de déplacements sont importants. Il sera nécessaire de veiller à la préservation de l'équilibre entre la vie personnelle et la vie professionnelle, par le respect notamment du droit à la déconnexion, dans le respect des recommandations sanitaires gouvernementales.

6.1.9. Relations sociales

Les entreprises du groupe veillent à maintenir et de développer un dialogue social permanent entre les directions, les salariés et leurs représentants (là où ils sont constitués), dans le respect des droits syndicaux et avec une attitude de neutralité à l'égard des différentes organisations syndicales. En France, les sociétés dont l'effectif le permet ont mis en place des CSE Comité Social et Economique.

Des CSE ont été mis en place dans 6 sociétés. 5 sociétés ont établi un PV de carence, faute de candidature.

En 2020, une seule société comportait une représentation syndicale.

Afin de faciliter l'exercice de leur mission par les représentants du personnel, un nouvel accord de mise en place du CSE a été signé qui prévoit en sus des obligations légales liées à l'effectif de la société ou à son activité, la mise en place de commissions santé-sécurité-conditions de travail et de représentants de proximité. En outre, pour assurer au mieux l'information des suppléants sur les aspects économiques, sociaux et financiers et leur permettre de pallier dans les meilleures conditions toute absence inopinée d'un titulaire à venir, il a été prévu que les suppléants assistent, même en cas de présence des titulaires, aux réunions concernant les 3 consultations principales (orientations stratégiques, situation économique et financière, politique sociale).

Les circonstances exceptionnelles de 2020 ont renforcé les relations sociales avec une information régulière et transparente des représentants du personnel et des salariés sur l'organisation mise en œuvre pendant la période de confinement, ainsi que sur les conséquences concrètes en entreprise de l'évolution de la pandémie.

6.1.10. Égalité de traitement

Les entreprises du groupe veillent à garantir des environnements de travail où chacun puisse se développer, quels

que soient son origine sociale, culturelle, sa religion, son genre, son orientation sexuelle, son âge ou son éventuel handicap.

Elles s'appuient uniquement sur des critères professionnels qu'il s'agisse de recrutement, ou d'évolution de carrière.

Le Groupe veille à ce que ses métiers soient accessibles aux femmes comme aux hommes, au niveau du recrutement et de l'évolution professionnelle.

Cependant, la nature très technique des métiers du groupe s'est historiquement traduite par une faible part des femmes dans les effectifs des sociétés du groupe et une sous-représentation des hommes dans certains métiers.

La part des femmes dans l'effectif total a continué de progresser, passant de 20,6% à 21,3% en 2019 puis à 24,6% en 2020.

Elle a augmenté dans la catégorie des ouvriers, du fait notamment de l'arrivée dans le groupe de nouvelles sociétés du secteur énergie et Industrie. Les autres catégories ont moins évolué :

Exercice	IC	ETAM	Ouvrier	Total
2019	97 18,3%	61 24,6%	30 28,6%	188 21,3%
2020	96 19,2%	60 26,3%	63 63,6%	219 24,6%

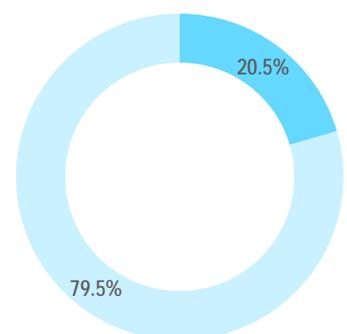
Toutefois, dans les métiers de la conception qui représentent 43,7% de l'effectif, elle a été stable, à 10,3%.

Les métiers de la production (atelier) sont ensuite les plus représentatifs (19,3%), avec une part de femmes de 34,9%.

En France, la réglementation impose aux entreprises de plus de 50 salariés de calculer un index sur l'égalité professionnelle. Cinq sociétés sont concernées. Pour deux d'entre elles, la répartition des effectifs par catégorie professionnelle et tranche d'âge ne permet pas de calculer l'index. Pour les trois autres, les résultats obtenus sont compris entre 77 et 88 points sur 100.

La volonté de proscrire toute discrimination guide également la politique des entreprises du groupe en matière de diversités intergénérationnelles. Celles-ci veillent à insérer les jeunes dans le monde du travail et à permettre aux plus âgés de continuer à exercer leurs activités et à évoluer.

Ainsi les jeunes de moins de 25 ans employés par les sociétés du groupe étaient 7% de l'effectif total, mais ont représenté 20,5% des embauches en 2020 :



■ < 25 ans ■ autres tranches d'âge

Les salariés âgés de 55 ans et plus représentaient 16,2% de l'effectif total et 3,3% des embauches.

La politique du groupe vise également à permettre aux personnes en situation de handicap de conserver leur poste de travail en l'aménageant si nécessaire et de développer leurs compétences. L'inclusion des personnes en situation de handicap est également une source de développement des autres collaborateurs et d'ouverture sur l'appréciation des différences.

6.2. Informations sociétales

6.2.1. Prévention des atteintes aux Droits humains et aux libertés fondamentales

Le groupe promeut le respect de l'ensemble des Droits Humains et Libertés Fondamentales internationalement reconnus. Il se réfère en particulier à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, aux Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux Droits de l'Homme, et aux Conventions fondamentales de l'Organisation International du Travail :

- Conventions n° 138 et 182 de l'Organisation Internationale du Travail sur l'abolition du travail des enfants.
- Convention n° 29 de l'Organisation Internationale du Travail sur le travail forcé.
- La Convention n°87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical.
- La Convention n°98 sur le droit d'organisation et de négociation collective.
- La Convention n°105 sur l'abolition du travail forcé.
- La Convention n°100 sur l'égalité de rémunération.
- La Convention n°111 concernant la discrimination (emploi et profession).

6.2.2. Impact territorial, économique et social

Principalement implanté dans l'immense territoire économique de la région parisienne, le Groupe ICE n'est pas un acteur économique significatif dans cette zone. A ce titre, il ne contribue pas à l'emploi au niveau local.

L'activité des entreprises du groupe n'a pas d'effet significatif sur les populations locales.

6.2.3. Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité de la société

Le groupe a défini dans une charte les principes selon lesquels le mécénat s'exerce.

Il attache une grande importance au dialogue avec les différents interlocuteurs concernés par son activité (salariés, actionnaires, partenaires professionnels ou commerciaux, fournisseurs...).

En France, les sociétés employant au moins 20 salariés ont pour obligation de participer au développement de l'emploi des personnes handicapées.

Les sociétés concernées s'acquittent de leur obligation en employant en interne des personnes en situation de handicap, en confiant de l'activité au secteur protégé, ou éventuellement en versant une contribution à l'AGEFIPH.

6.2.4. Sous-traitance et fournisseurs

Le groupe travaille avec de nombreux fournisseurs pour couvrir ses besoins en matières premières, sous-traitance, emballages et équipements de production.

Il développe une relation équilibrée et pérenne avec les sous-traitants et fournisseurs dans le respect des enjeux sociaux et environnementaux.

Il demande à ces derniers de respecter les exigences sociales (concernant la liberté du travail, la discrimination, le harcèlement, le travail des enfants, les rémunérations, le temps de travail, la liberté syndicale, l'hygiène et la sécurité...), environnementales (réduction des impacts environnementaux, utilisation de technologies respectueuses de l'environnement, réduction des déchets, respect des réglementations et normes) et de la lutte anti-corruption.

6.2.5. Loyauté des pratiques

Le Groupe veille à agir en toutes circonstances dans le respect de ses principes éthiques et à se conformer aux lois et règlements en vigueur dans tous les pays où il est présent. La Charte Éthique proscrit toute forme de corruption et définit les exigences relatives à l'application des Lois, au respect des droits fondamentaux, au respect du droit de la concurrence, à la lutte contre la corruption, à la neutralité politique etc.... Le groupe a ainsi notamment établi un code de conduite définissant et illustrant les différents types de comportement à proscrire comme étant susceptibles de caractériser des faits de corruption ou de trafic d'influence et mis en place un dispositif d'alerte interne. Ce dispositif d'alerte interne permet aux salariés de s'exprimer en toute confidentialité sur l'existence de conduites ou de situation qui seraient contraires au code de conduite du groupe...

6.3. Conséquences environnementales de l'activité du groupe en 2020

Conformément à l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, les conséquences environnementales de l'activité de ICE Groupe en 2020 sont présentées ci-dessous.

6.3.1. Politique générale en matière environnementale

ICE Groupe s'attache à réaliser son activité dans le respect de l'environnement et incite l'ensemble de ses entités à avoir une démarche environnementale proactive. La direction de ICE Groupe a la charge de coordonner l'ensemble des actions environnementales. Le rôle de chargé de RSE Groupe est exercé par le secrétaire général, en lien avec des correspondants RSE au sein de chaque filiale.

La nature décentralisée conférant une grande autonomie opérationnelle aux sociétés du Groupe explique que de nombreuses bonnes pratiques et actions de sensibilisation sont menées à l'échelle de la filiale, à l'initiative de sa direction. Parmi les 21 sociétés composant le Groupe, ICE et Médiane Système (représentant 44% des effectifs totaux au 31 décembre 2020) sont certifiées ISO 14001. Leurs directions

s'engagent à mettre en place les ressources et à effectuer les évolutions de l'organisation jugées nécessaires au responsable qualité et environnement et aux pilotes des processus, afin qu'ils atteignent leurs objectifs.

6.3.2. Usage des biens et services produits par l'entreprise

Les technologies numériques, développées (par ICE et Médiane Système) puis intégrées (par ICE et OTN) notamment dans les fabrications des produits SmartElectre pour RTE, permettent d'exploiter une production massive d'énergie d'origine nucléaire ou renouvelable (« Smart grids »).

Dans ce cadre, exerçant une mission de service public, ce client historique majeur est garant d'un haut niveau de qualité de desserte de l'électricité sur tous les territoires pour l'ensemble des citoyens et mène à ce titre une politique volontariste répondant aux objectifs du Plan Climat de juillet 2017. D'une façon générale, ICE Groupe a un lien fort avec le secteur électrique français, un des plus faibles émetteurs de CO2 par kWh et euro de PIB des pays de l'OCDE.

6.3.3. Nos indicateurs d'impact environnemental en 2020

Indicateur	2020	2019	Unité
Utilisation des sols			
Superficie totale (construits utilisés)	39 251	30 215	m ²
Electricité			
Consommation annuelle	1 529 699	1 275 276	kWh
Gaz naturel			
Consommation annuelle	1 700 173	2 069 712	kWh
Déchets			
% de salariés pratiquant le tri sélectif	82%	81%	
Quantité totale de déchets valorisés	59 864	76 018	kg
Quantité totale de D3E ou DID enlevés par un prestataire	7 232	8 954	kg
Papier			
Quantité totale de papier consommé	17 237	21 082	kg
Part de papier recyclé	15%	27%	
Eau			
Consommation annuelle	7 964	6 137	m ³
Déplacements professionnels			
Moyenne des émissions de CO ₂ de la flotte de véhicules de société	110	110	g CO ₂ / km
Kilométrage parcouru par les véhicules de société	2 222 687	2 020 843	km
Soit, par salarié	2 681	2 429	km

Périmètre : France et Europe

Les déchets sont essentiellement produits dans le cadre de l'activité des sociétés de la branche Energie et Industrie du Groupe. Ils correspondent typiquement à des matières telles que du bois ou du métal et à des composants tels que des câbles ou des écrans. Sauf exception, ils sont régulièrement relevés et valorisés par des prestataires spécialisés.

Quelques remarques sur l'exercice 2020 par rapport à 2019. L'intégration de Groupe CEPA au sein de ICE Groupe a eu pour effet d'accroître son empreinte environnementale (superficie construite, consommation électrique, etc.).

Le pourcentage de papier recyclé a reculé au niveau Groupe en 2020 en raison du recours plus important au télétravail en 2020 par des sociétés à taux de recyclage élevé. Le kilométrage parcouru par les salariés dans le cadre de leurs déplacements professionnels a augmenté en 2020 en raison d'une plus forte activité pour les sociétés réalisant des interventions sur site et la préférence aux déplacements en voitures plutôt qu'en transports en commun au vu du contexte sanitaire.

6.3.4. Rejets dans l'air et gaz à effet de serre

Les activités réalisées sur les sites du Groupe ne sont à l'origine d'aucun rejet significatif de polluants dans l'atmosphère.

Etant donné l'activité des sociétés du Groupe, qui pour la plupart sont des entreprises de services intellectuels faiblement consommatrices de matières ou d'énergie, la première source d'émissions directes de gaz à effet de serre provient selon notre analyse des déplacements réalisées par les salariées dans le cadre de leur trajet quotidien domicile-travail. Dans ces conditions, nous nous sommes attachés à quantifier ces émissions, afin d'être en mesure d'agir en cas d'anomalies constatées. Une source importante concerne également les échanges internes et émissions externes de courriels, dont la quantification délicate fait l'objet de recherches d'améliorations.

6.3.5. Collecte des données relatives aux déplacements des salariés

Les résultats présentés correspondant à une démarche de « meilleur effort » et comportent une part jugée raisonnable d'approximations et d'extrapolations. Une hypothèse forte est que le taux moyen d'émissions de CO2 de 123 grammes par kilomètre réalisé par salarié dans le cadre de leurs déplacements domicile-travail (extrait de l'enquête 2019 et comparable à celui des véhicules neufs vendus en France en 2013) n'a pas varié en un an.

Emissions de CO2 liées aux déplacements (tonnes)		
	2020	2019
Trajets domicile-travail		
Voitures personnelles (dont assistance tech.)	517.6	582.0
Deux roues motorisés	9.7	10.9
Autres trajets professionnels		
Voitures personnelles	135.1	302.1
Véhicules de société	242.6	221.3
Total	905.0	1 127.0
Soit, par salarié	1.13	1.35

Périmètre : France

Les émissions de CO2 par salarié liées aux déplacements, estimées à 1,13 tonne en 2020, ressortent en baisse de -17% par rapport à l'année précédente. Cette évolution est notamment due à un recours accru au télétravail, qui a représenté environ 21% des jours travaillés dans le Groupe en 2020.

6.3.6. Mesures prises relatives à la lutte contre le gaspillage alimentaire

ICE Groupe ne transforme et ne commercialise pas de denrées alimentaires. Par ailleurs, seule une des 23 implantations géographiques du Groupe, représentant 13% de l'effectif consolidé à fin 2020, dispose d'un restaurant d'entreprise (sans préparations réalisées en interne). A ce titre, compte tenu du faible enjeu que constitue le gaspillage alimentaire pour le Groupe, il n'y a pas de plan d'action spécifique engagé sur ce sujet, au-delà des mesures de vigilance et de bon sens que le Groupe exerce sur l'ensemble de ses consommations et déchets.

Correspondance avec la liste des indicateurs Grenelle II (Article R. 225-105-1 du Code de commerce)

Pour être retenus, les indicateurs ont dû à la fois être pertinents pour les métiers de ICE Groupe et calculables de façon fiable. Ont été considérées comme non pertinentes dans le cadre du présent rapport :

- les mesures prises pour préserver la biodiversité ;
- les mesures d'adaptation aux conséquences du changement climatique ;
- les nuisances sonores et lumineuses.

7. Assemblée générale 2021

7.1. Ordre du jour

- Rapport de gestion du Directoire pour l'exercice 2020,
- Rapport du Conseil de surveillance pour l'exercice 2020,
- Rapports des Commissaires sur les comptes consolidés et sociaux de cet exercice et sur les conventions visées par l'article L 225-86 du Code de commerce,
- Approbation desdits comptes et conventions,
- Affectation des résultats,
- Fixation des jetons de présence du Conseil de surveillance,
- Mandats de membre du Conseil de surveillance : renouvellement de M. Matthieu Boulard et nomination de M. François Neveu.

7.2. Résolutions présentées par le directoire

7.2.1. Résolutions relevant de l'assemblée ordinaire

RÉSOLUTIONS 1, 2, 3 ET 4 : APPROBATION DES COMPTES ANNUELS, AFFECTATION DU BÉNÉFICE DE L'EXERCICE 2020, FIXATION DU DIVIDENDE

Exposé des motifs

Faisant suite aux majorations de +1,2% et +2,44% des deux dernières années, dans un contexte d'érosion du coût de la vie (-0,3% hors tabac) et de baisse des résultats consolidés, nous vous proposons un dividende unitaire de 0,80 euro, en diminution de 6,25% sur l'exercice précédent. Le montant global affecté aux 1 152 400 actions existantes serait donc de 921 920 euro.

Il est rappelé que, pour tous les actionnaires personnes physiques résidant en France, les distributions de dividendes sont soumises depuis 2018 au prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 30%, se répartissant entre un prélèvement fiscal forfaitaire de 12,8% (pouvant être supprimé si le revenu fiscal de référence ne dépasse pas 50.000 euro pour un célibataire, divorcé ou veuf et 75.000 euro pour un couple) et des prélèvements sociaux de 17,2%. Par ailleurs, il leur est toujours possible d'opter pour l'imposition au barème progressif, ce qui permet de continuer à profiter de l'abattement de 40%.

Comme le prévoit la Loi, nous vous rappelons que les distributions effectuées au titre des trois derniers exercices ont été les suivantes :

En euro	Brut	Retenue ⁽¹⁾	Net ⁽²⁾
2017	928 568.00	-278 570.40	649 997.60
2018	951 216.00	-285 364.80	665 851.20
2019	962 540.00	-288 762.00	673 778.00

(1) Prélèvements à la source, social 17,2% & fiscal 12,8%

Montants théoriques appliqués aux résidents français et hors PEA.

Nous vous proposons donc que le bénéfice de 4 835 388,22 euro et le report à nouveau antérieur de 1 809 766,23 euro, soit au total 6 645 154,45 euro, soient répartis de la façon suivante :

- Dividendes	921 920,00
- Réserve légale	20 000,00
- Réserves facultatives	4 000 000,00
- Report à nouveau	<u>1 703 234,45</u>
Total	6 645 154,45

Première résolution

Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2020 et quitus

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du directoire, du rapport du conseil de surveillance et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice 2020, approuve ces rapports dans leur intégralité, ainsi que les comptes consolidés de l'exercice 2020 tels qu'ils ont été arrêtés par le directoire et présentés à l'assemblée générale.

En conséquence, l'assemblée générale donne aux membres du directoire et du conseil de surveillance quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice écoulé.

Deuxième résolution

Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2020 et quitus

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du directoire, du rapport du conseil de surveillance et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux de l'exercice 2020, approuve ces rapports dans leur intégralité, ainsi que les comptes sociaux de l'exercice 2020 faisant ressortir un bénéfice net de 4 835 388,22 euro, contre 2 770 514,12 au 31 décembre 2019.

En conséquence, l'assemblée générale donne aux membres du directoire et du conseil de surveillance quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice écoulé.

Troisième résolution

Conventions réglementées

L'assemblée générale prend acte du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L 225.86 du code de commerce.

Quatrième résolution

Affectation des résultats et fixation du dividende

L'assemblée générale décide d'affecter les bénéfices distribuables à savoir :

- bénéfice de l'exercice 2020	4 835 388,22
- report à nouveau antérieur	<u>1 809 766,23</u>
soit un total de :	6 645 154,45

de la façon suivante :

- dividendes	921 920,00
- réserve légale	20 000,00
- réserves facultatives	4 000 000,00
- report à nouveau	<u>1 703 234,45</u>
soit un total de :	6 645 154,45

Le dividende ressort donc à 0,80 euro pour chacune des 1 152 400 actions de 10 euro de nominal.

Il est précisé que, pour tous les actionnaires personnes physiques résidant en France, les distributions de dividendes sont soumises depuis 2018 au prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 30%, se répartissant entre un prélèvement fiscal forfaitaire de 12,8% (pouvant être supprimé si le revenu fiscal de référence ne dépasse pas 50.000 euro pour un célibataire, divorcé ou veuf et 75.000 euro pour un couple) et des prélèvements sociaux de 17,2%. Par ailleurs, il leur est toujours possible d'opter pour l'imposition au barème progressif, ce qui permet de continuer à profiter de l'abattement de 40%.

Ce dividende sera mis en paiement à l'issue de l'assemblée générale.

Conformément à l'article 243 bis de la loi 2006-1719 du 30 décembre 2005, il est rappelé que le montant du dividende distribué au titre des anciennes 1 132 400 actions a été :

En euro	Brut	Retenue ⁽¹⁾	Net ⁽²⁾
2017	928 568.00	-278 570.40	649 997.60
2018	951 216.00	-285 364.80	665 851.20
2019	962 540.00	-288 762.00	673 778.00

(1) Prélèvements à la source, social 17,2% & fiscal 12,8%

Montants théoriques appliqués aux résidents français et hors PEA.

RÉSOLUTION 5 : FIXATION DES JETONS DE PRÉSENCE ET MANDATS DE MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Exposé des motifs

Jetons de présence

Intégrant la part de son président, la rémunération globale versée au Conseil de surveillance au titre de l'exercice 2020 a été de 87 480 euro.

Comme les dividendes, les jetons de présence avaient été augmentés de +1,2% et +2,44% des deux dernières années. Cette année, à l'instar des dividendes, dans un contexte de légère baisse du coût de la vie et de baisse des résultats consolidés, il vous est proposé une légère diminution des jetons de présence du Conseil de surveillance. Après les mouvements dans la composition du Conseil, cela correspondrait globalement à des jetons de 40 320 euro.

Mandats de deux membres du conseil

Le mandat de Monsieur Matthieu Boulard vient à échéance avec la prochaine assemblée. Il est candidat au renouvellement de son mandat.

Dans sa nouvelle fonction de membre permanent du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable, Monsieur Alain Neveu est contraint de démissionner du conseil en raison des procédures déontologiques de son service d'inspection au ministère de la Transition écologique et Solidaire. Il propose que son fils François le remplace au Conseil.

Cinquième résolution

Fixation du montant des jetons de présence

L'assemblée générale décide de fixer globalement le montant des jetons de présence du conseil de surveillance à 40 320 euro pour l'exercice en cours.

Sixième résolution

Renouvellement du mandat de membre du conseil de surveillance de M. Matthieu Boulard

L'assemblée générale renomme membre du conseil de surveillance Monsieur Matthieu Boulard à compter de ce jour. Le mandat de Monsieur Matthieu Boulard expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2026.

Septième résolution

Nomination de membre du conseil de surveillance de M. François Neveu

L'assemblée générale nomme membre du conseil de surveillance Monsieur François Neveu à compter de ce jour. Le mandat de Monsieur François Neveu expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2026.

Huitième résolution

Pouvoirs pour formalités

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes pour faire tous dépôts et publications prévus par la loi.

7.3. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

A l'assemblée générale de la société ICE Groupe,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-58 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention nouvelle, autorisée au cours de l'exercice écoulé, à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-86 du code de commerce.

Fait à Paris, le 8 avril 2021

Les commissaires aux comptes

SOCAUDIT

Pierre-Jean FRISON

Serge Kubryk Audit

Franck ELBASE

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

En application de l'article R. 225-57 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Conventions avec la SCI Alfortville Brie Comte Robert (ABCR) :

- La société ICE GROUPE a versé à la société ABCR un loyer de 379 843 euros HT au titre de l'exercice dans le cadre du bail commercial pour la location d'un ensemble immobilier sis 10/12, rue du marché et 9/11 et 13, rue Marcel Sembat à Alfortville (94). La taxe foncière afférente à ces locaux, facturée par la société ABCR, s'est élevée à 38 876 euros.
- La société ICE GROUPE a versé à la société ABCR un loyer de 344 250 euros HT au titre de l'exercice dans le cadre du bail commercial pour la location d'un ensemble immobilier sis 24, rue Petit de Beauverger à Brie Conte Robert (77). La taxe foncière afférente à ces locaux, facturée par la société ABCR, s'est élevée à 54 292 euros.
- La société ABCR a également facturé 7 375 euros de taxe sur les bureaux à ICE GROUPE.

7.4. Affectation du résultat

En euro	2020	2019
Origines	6 645 154.45	3 772 306.23
Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice	1 809 766.23	1 001 792.11
Résultat de l'exercice	4 835 388.22	2 770 514.12
Affectations	6 645 154.45	3 772 306.23
Réserve légale	20 000.00	-
Réserves facultatives	4 000 000.00	1 000 000.00
Dividendes de 5% sur capital (11 524 000 € en 2020)	576 200.00	566 200.00
Complément de dividendes	345 720.00	396 340.00
Report à nouveau	1 703 234.45	1 809 766.23

8. Annexes

8.1. Ruban bleu 2020

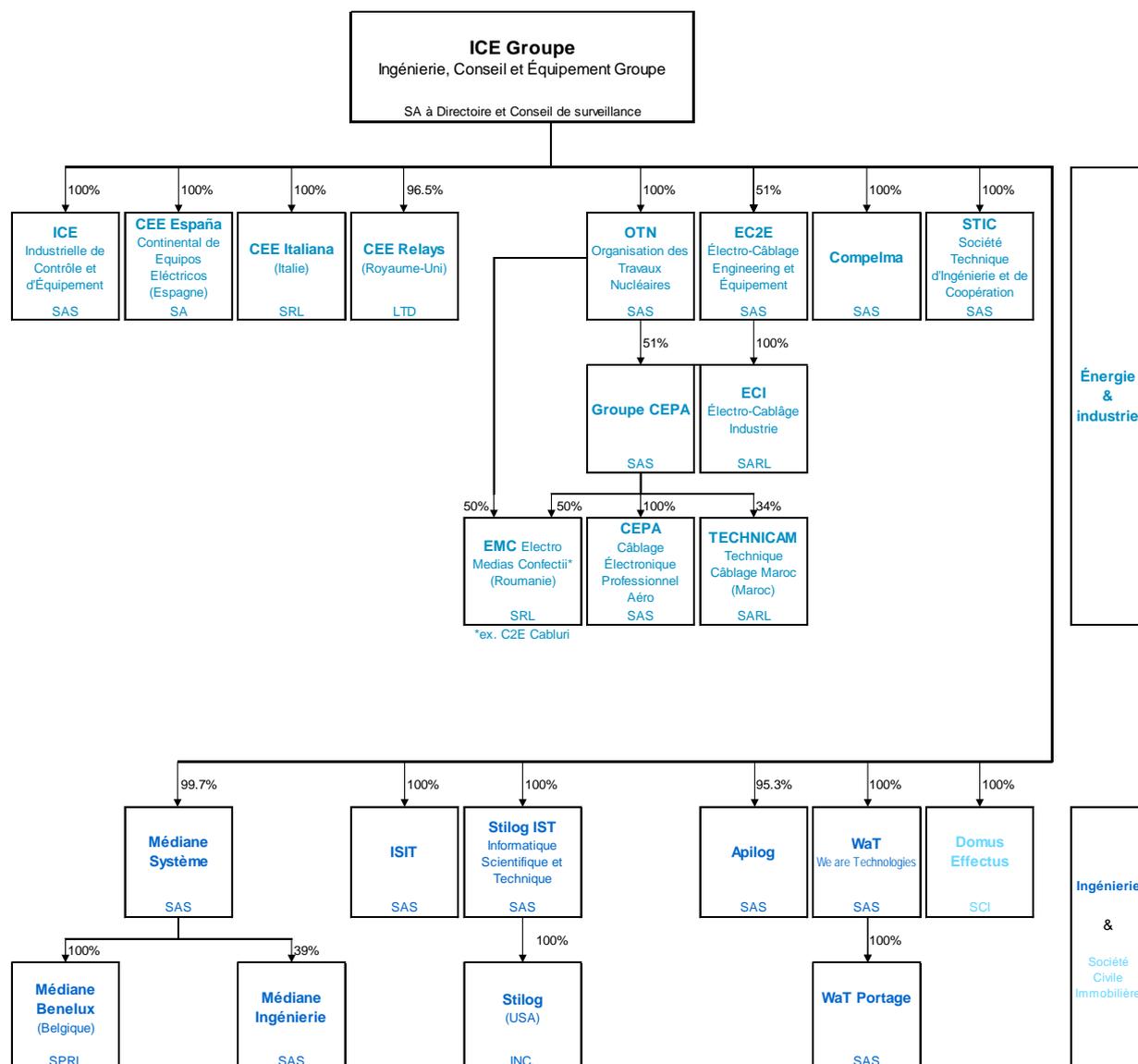


Renouvelant ses très belles performances de 2019, **STIC** est ruban bleu **2020** pour sa croissance et ses résultats.

Au cours des cinq dernières années, sous la direction de Monsieur Guy Le Marc, **STIC** a obtenu une croissance annuelle moyenne de ses ventes de +11% (dont +8,4% en 2020, faisant suite à +48% en 2019). Sur la même période des cinq dernières années, son résultat net a, en moyenne, doublé chaque année (dont +16% en 2020), représentant 21% de son chiffre d'affaires en 2020.



8.2. Organigramme financier au 31-12-2020



8.3. Table de concordance du rapport de gestion

Afin de prendre connaissance des éléments du rapport de gestion, la table thématique suivante permet d'identifier les principales informations prévues par les articles L. 225-100 et suivants, L. 232-1 et R. 225-102 et suivants du Code de commerce.

Rubriques du Rapport de Gestion 2020	Pages
Situation et activité du Groupe en 2020, commentaires sur l'exercice	
Analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et du Groupe (incluant notamment les dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents et le montant des revenus) éligibles à l'abattement	50-55, 102-103
Faits marquants, événements récents, perspectives	57
Recherche et développement	33
Comptes sociaux	
Chiffres d'affaires	56
Bilan et compte de résultat de ICE Groupe	81-83
Dettes fournisseurs et clients	56, 87
Résultats financiers sur 5 ans	92
Filiales et participations	91
Facteurs de risques	
Risques liés à l'activité	34
Risques juridiques	37
Risques industriels et environnementaux	38
Risques financiers	39
Assurance	41
Gouvernement d'entreprise	
Principes de gouvernance de l'entreprise	43
Liste des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire	44-45
Rémunération des mandataires sociaux	45
Informations sociales, sociétales et environnementales	
Informations relatives aux questions de personnels et conséquences sociales	94-98
Informations relatives aux engagements sociétaux	98
Informations relatives aux conséquences environnementales de l'activité de la société	99-100
Informations concernant le capital social	
Personnes physiques ou personnes morales exerçant un contrôle sur la société	48
Attribution d'actions de performance ACAs	48



ICE Groupe est une fédération d'entreprises dont les origines se situent dans les secteurs de l'électromécanique, l'électronique et l'informatique.
 La force de notre groupe : des entreprises à taille humaine favorisant la responsabilité et la motivation des équipes ainsi que la relation directe avec les clients.

Pour répondre aux préoccupations environnementales et faciliter sa conservation et son classement, ce rapport annuel n'est plus imprimé mais diffusé par voie électronique. Il est notamment disponible sur le site Internet www.icegroupe.com.
 Les personnes qui souhaiteraient encore disposer d'une version « papier » peuvent en faire la demande auprès de ICE Groupe.



11 rue Marcel Sembat
94146 Alfortville cedex
FRANCE

Tél : +33 (0)1 41 79 76 00 - Fax : +33 (0)1 41 79 76 01
contact@icegroupe.com - www.icegroupe.com